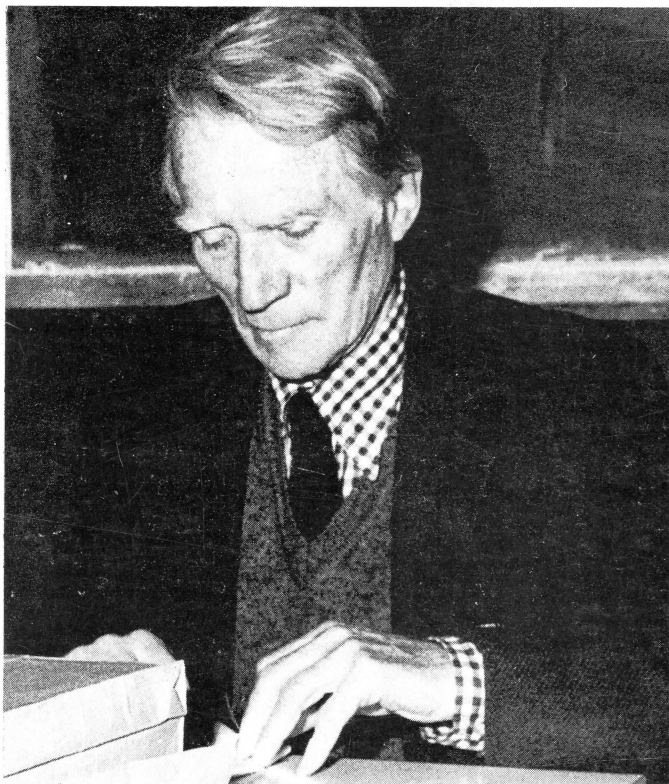


cahiers

LEON TROTSKY



HOMMAGE A JEAN VAN HEIJENOORT

LE MEXIQUE SOUS CÁRDENAS

O. Gall □ Trotsky et Múgica □ **P. Broué** □ Au Mexique
du temps de Cárdenas □ **A. Gálvez Cancino** □ L'auto-absolution
de Vidali et la mort de Mella □ **M. Rodríguez, F. Ibarra,**
O. Fernández, A. Zamora : Histoire orale.

26

juin 1986

Revue trimestrielle ★ Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY
Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière, Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

ABONNEMENT :

Particuliers :

France : 4 n^{os} (1 an) 180 F — Etranger : 250 FF ou \$ 30 U.S.

France : 8 n^{os} (2 ans) 370 F — Etranger : 500 FF ou \$ 55 U.S.

Institutions :

France : 4 n^{os} (1 an) 250 F — Etranger : 300 FF ou \$ 35 U.S.

France : 8 n^{os} (2 ans) 500 F — Etranger : 600 FF ou \$ 65 U.S.

Tous les anciens numéros sont disponibles.

Collection complète sur demande : n^{os} 1 à 20 : 500 F (port compris).

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire
ou postal libellé à l'ordre de :

JOUBERT - CLT (et si possible par mandat pour l'étranger).

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Jean P. Joubert
*Publié avec le concours du Centre National des Lettres
et de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble*

cahiers LEON TROTSKY

N° 26

JUIN 1986

Jean van Heijenoort

Philippe de Rouilhan — JvH	4
Pierre Broué — Van, le militant, l'ami, l'homme	7

LE MEXIQUE SOUS CÁRDENAS

Ce pays surréaliste...

ARTICLES

Olivia Gall — Trotsky et Múgica	16
Pierre Broué — Au Mexique du temps de Cárdenas : trois thèses	24
Alejandro Gálvez Cancino — L'auto-absolution de Vidali et la mort de Mella	39

HISTOIRE ORALE

Manuel Rodríguez parle de la préhistoire de l'Opposition de gauche ...	55
Felix Ibarra témoigne sur les débuts du mouvement	57
Octavio Fernández se souvient	61
Adolfo Zamora parle de son ami Léon Trotsky	81

DOCUMENTS

Diego Rivera — Ma rupture avec Trotsky	86
Sélection de textes de <i>Clave</i> <i>Clave</i> — Auto-défense ouvrière	88
R. García Trevino — Les administrations ouvrières	89
Francisco Zamora — La guerre et le P.C. mexicain	99
Octavio Fernández — Ce qu'est et où va la révolution mexicaine	104
Enrique Espinoza — Le 10 ^e anniversaire de la mort de Mariategui	108
Adolfo Zamora, Diego Rivera, José Ferrel — Le développement de l'Amérique latine	114

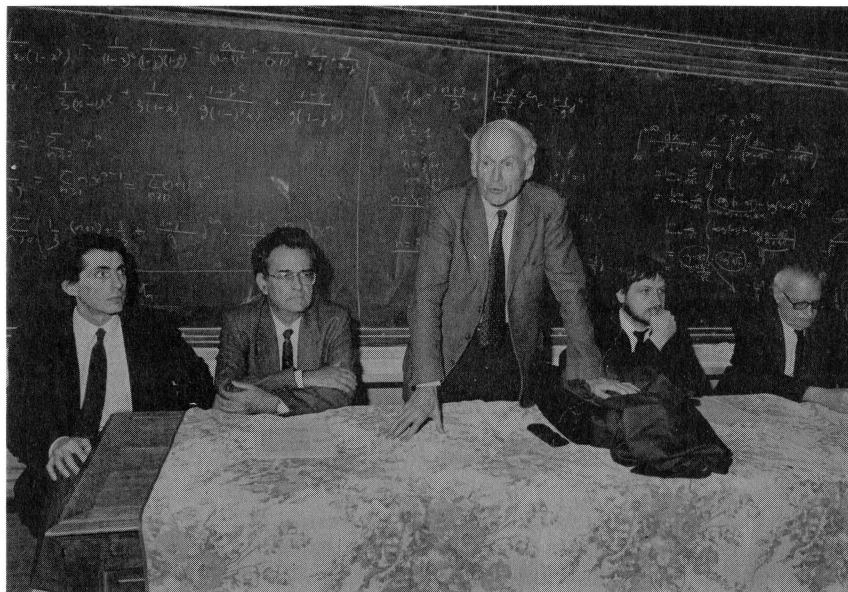
COURRIER DES LECTEURS	123
------------------------------------	-----

LES DÉPARTS

Francisco Zendejas (1917-1985)	124
Francisco Zamora (1890-1986)	124
Eduardo Mauricio Ortiz (1902-1986)	125
George Breitman (1916-1986)	126
Arne Swabeck (1890-1986)	127

Jean van Heijenoort

Notre camarade et ami Jean van Heijenoort est mort à México le 28 mars 1986. Ce numéro était composé quand la nouvelle nous est parvenue. Pierre Broué a immédiatement rédigé l'article que devons à Van et que nos lecteurs trouveront ci-dessous. La famille et les amis de Van ont organisé le 14 mai à l'Institut Henri Poincaré une rencontre autour du souvenir du disparu au cours de laquelle, sous la présidence de Laurent Schwartz, mathématicien et ancien militant de la IV^e Internationale, l'écrivain Maurice Nadeau, éditeur et compagnon de Van dans le P.O.I., le sociologue Pierre Naville, ancien du P.O.I. et du secrétariat international de la IV^e Internationale, les logiciens J.Y. Girard et Ph. de Rouilhan et notre ami P. Broué ont pris la parole. Nous regrettons de ne pouvoir, faute de place, reproduire l'ensemble des interventions, mais nous avons tenu, avec sa permission, à reproduire ci-dessous, en même temps que l'hommage de l'Institut rédigé par Pierre Broué, celui de Philippe de Rouilhan.



De gauche à droite : Philippe de Rouilhan, Pierre Broué, Laurent Schwartz, Jean Yves Girard, Maurice Nadeau. (Photo J.-P. Plisson).

Philippe de Rouilhan

JvH

(Institut Henri Poincaré, 14 mai 1986).

Ce fut une des grandes rencontres de ma vie. Elle n'eut lieu qu'en 1979. Depuis longtemps, la belle anthologie de J.v.H., *From Frege to Gödel* (1967), figurait en bonne place dans ma bibliothèque ou sur ma table de travail ; et j'avais parlé une fois en sa présence à une Journée de la Société Française de Logique, en 1977. Mais, donc, je ne le connaissais pas personnellement et, malgré mes désirs, je n'imaginai pas de forcer les choses quand, un jour (c'était à l'automne 1979), je reçus un téléphone d'une amie commune : « Je t'invite à dîner, Jean van Heijenoort veut te voir ». C'était incroyable, et pourtant c'était vrai. Il était comme ça, curieux et soucieux de l'autre, généreux, tout simplement.

Il m'avait impressionné, deux ans plus tôt, à la Journée de la Société de Logique, par une intervention, quelque trente secondes seulement après le début de mon exposé, pour me faire préciser un point de notation, et par son silence attentif jusqu'à la discussion finale. C'est un homme égal à lui-même que je reconnus à ce premier dîner : avec lui, il fallait savoir ce qu'on disait ou écrivait, mais il vous écoutait alors, ou vous lisait, comme personne.

Peu après son départ pour le Mexique et les « Etats-Unis d'Amérique » (selon la formule précise et démodée qu'il s'obstinait à utiliser, du moins à des fins postales), je reçus une lettre de lui dans laquelle il poursuivait la discussion que nous avions pu ainsi engager. Les échanges épistolaires ou de vive voix ne devaient plus cesser entre nous. Il ne recevait jamais aucun courrier auquel il ne répondît en retour, ne fût-ce que pour en accuser réception ; et il ne venait jamais en France sans consacrer à ses amis le plus clair de son temps. Nous passions des après-midi entières à parler des choses de la vie et du monde, et aussi, bien sûr, avec prédilection, des choses de la logique (au sens large qu'il donnait à ce mot). En la matière, il était pour moi l'interlocuteur rêvé, d'une liberté et d'une rigueur, d'une culture incomparables. Et Dieu sait pourtant que nous n'étions pas toujours d'accord.

J'apportais parfois à nos discussions logiques, que ce fût en privé ou en public, une passion qui contrastait avec la mesure dont il ne se départait jamais. Lorsque le sujet ou la vertu de la discussion lui paraissait épuisé, il savait signifier, de façon délicate mais souveraine, que cela suffisait et qu'il était temps de passer à autre chose. Une fois, je voulus, par après, m'excuser auprès de lui de l'excès de passion, peut-être, que j'avais mis à défendre mes thèses. Alors il protesta et me rassura d'un mot : « Mais *j'aime* la passion !

— Mais comment faites-vous pour rester si calme, demandai-je encore ! » Et lui de me répondre, presque en riant : « C'est que je me suis assez emporté dans ma jeunesse... ».

Cette jeunesse, d'autres pourront en parler, mais j'ai idée que c'est elle qui s'achève en 1948 avec l'abandon du mouvement trotskyste et cette retraite vers les mathématiques qu'il évoque dans l'épilogue de son livre *Sept ans auprès de Léon Trotsky*. Ce livre de souvenirs, édité par Maurice Nadeau en 1978, et le recueil d'articles logiques écrits entre 1948 et 1985, qui vient de paraître à Naples, aux éditions Bibliopolis, sous le titre de *Selected Essays*, il est difficile de dire à quel point, de contenus et d'horizons si différents, ces deux livres sont bien du même homme (peut-être faudrait-il préciser : de la même maturité). La pudeur du narrateur et la précision de son témoignage sur les années d'exil de Trotsky se retrouvent dans la retenue et la rigueur du philosophe et de l'historien de la logique ; on reconnaît ici et là la même discrétion et la même détermination.

L'un de ses derniers chantiers théoriques avait été la *vagueness*, non pour la dénoncer et la frapper d'interdit, mais, paradoxalement, pour lui faire droit. Il était venu parler « du vague » à notre Séminaire de Logique du lundi, à l'automne 1982, et l'avait fait, comme à l'ordinaire, avec une précision extraordinaire. Deux articles du recueil *Selected Essays* y sont consacrés (1979, 1985) et il était allé jusqu'à projeter un livre sur la question. Et comme, à notre dernière soirée (c'était le 2 mars dernier, exactement), je lui en demandais les nouvelles, il me répondit qu'il avait renoncé, tant cette question lui était apparue, à la réflexion, toujours plus profonde et plus difficile. Et il eut ce mot (ou à peu près, mais qu'il me plaît de rapporter sous une forme dont le logicien qui sommeille en chacun de nous appréciera le caractère énigmatique) : « Quand je n'ai rien à dire, je ne le dis pas. » Comme le poète selon Valéry, ce philosophe ne se payait pas de mots, il ne parlait ni n'écrivait jamais pour ne rien dire.

Je ne crois pas que ce soit le moment ni le lieu pour analyser les travaux logiques de JvH, laissez-moi quand même les évoquer d'un mot, ici et maintenant, pour ce qui me paraît en être le point fondamental. Trois articles du recueil *Selected Essays* y sont consacrés (1967, 1976, 1979), et le titre du troisième suggère aussi bien que possible de quoi il s'agit : « Absolutism and Relativism in Logic ». La distinction de deux traditions, l'une absolutiste (celle de Frege, Peano, Russell), l'autre relativiste (celle de Boole, Schröder, Löwenheim), dans l'histoire de la logique moderne et leur analyse sont caractéristiques des travaux de JvH. Sa conférence sur Russell au Congrès d'Orsay, l'été dernier, était de la même veine ; de la même veine aussi, l'article sur Gödel auquel il travaillait dans les derniers temps et qui devait s'appeler : « Que démontre le théorème de complétude ? » (autrement dit : que démontre le théorème qui démontre la complétude de la logique du premier ordre ? — question philosophique).

C'est sur ce point que nous revenions le plus souvent dans nos discussions, pour « tenter, selon sa propre expression, de nous mettre au moins en désaccord » (ce qui n'était pas moins difficile que si nous eussions tenté le contraire). Pour l'essentiel de son analyse historique, je ne pouvais que le sui-

vre, et reconnaître avec lui que le relativisme l'avait emporté sur son rival en logique mathématique depuis, précisément, le théorème de complétude de Gödel, en 1930 ; mais, tandis qu'il avait tendance à en prendre son parti et à soutenir le relativisme pour l'absence de dogmatisme et l'adéquation à la réalité du travail scientifique contemporain, je luttais à contre-courant et défendais plutôt l'absolutisme pour la force et le courage à l'égard des questions philosophiques. Je ne sais comment la question pourrait être instruite en précision et jusqu'au bout, je sais seulement qu'elle devait l'être dans les termes où JvH l'a, pour la première fois, clairement posée.

Mais comme je ne veux pas rester sur une simple reconnaissance de dette théorique, je dirai ou redirai, pour finir, que c'était un homme d'une rare humanité et un esprit distingué. J'ai admiré cet homme admirable, je l'ai aimé filialement et sans réserve. Et ce me sera désormais comme une consolation, et la seule possible, que de faire savoir à ceux qui ne l'ont pas connu qui était JvH et l'importance de ses travaux ; ou mieux d'évoquer sa mémoire, comme aujourd'hui, avec ceux qui l'ont connu et qui, comme moi, tout simplement, l'ont aimé.

Pierre Broué

Van, le militant, l'ami, l'homme

Van est mort de trois balles dans la tête tirées à bout portant dans la nuit du 28 au 29 mars 1986. Celui qui fut le précieux collaborateur de Léon Trotsky pendant sept années, de Prinkipo à Coyoacán, repose désormais non loin de ce dernier, dans le cimetière français de la ville de México.

Il était né Jean van Heijenoort le 23 juillet 1912, à Creil, fils d'un travailleur émigré hollandais, qui était ouvrier aux usines Fichet. Il n'avait que deux ans quand son père mourut dans la première semaine de guerre, d'un ulcère à l'estomac dont l'hémorragie ne put être enrayée, tous les médecins étant partis. Sa mère et sa grand-mère se placèrent comme bonnes à tout faire et il logea avec elles dans les maisons bourgeoises où elles étaient employées. Déjà caractérisé par l'exceptionnelle vigueur de ses aptitudes intellectuelles, il conserva de la guerre — y compris des années où il n'avait que deux ou trois ans — des souvenirs d'une extraordinaire précision. Il connut la pauvreté, mais pas la misère, car ces femmes travaillaient et vivaient pour lui et sa sœur et il ne manqua pas d'amour. Mais il eut à subir la haine au front bas, le racisme. Il n'oublia jamais qu'il fut frappé à l'école, traité de « sale Boche » à cause de son nom « étranger » et de son physique — un « faciès » de blond aux yeux bleus — et aussi parce que Guillaume II, « le Kaiser », comme on disait, s'était réfugié en Hollande en 1918.

L'école communale allait pourtant lui ouvrir les portes du savoir. Reçu premier au concours départemental des « bourses » au terme de son école primaire, il fut pris comme interne au collège de Clermont-d'Oise où il fit de brillantes études. Tout jeune, il sut se faire respecter et fit reculer brimades et persécuteurs. Cet élève excellent était un garçon qui ne pliait pas. La politique entra très tôt dans sa vie parce qu'il le voulut. Il haïssait la guerre, abhorrait les discours nationalistes et les prêches, il aimait la vie et aspirait à la justice et à la liberté tout de suite. Son expérience d'enfant du Nord élevé pendant la guerre avec le bruit de fond des canons et dans une société de classe arborant tous les stigmates de l'injustice le conduisirent d'abord à un communisme « utopiste et rousseauiste », puis à la lecture de *l'Humanité* avec le groupe de collégiens qu'il avait réunis avec son ami Jean Beaussier. Son intelligence fit très vite de lui un jeune communiste sympathisant avec les idées de Trotsky dont il n'avait encore rien lu, mais dont il pressentait la portée et qu'il se refusait en tout cas à condamner sans l'avoir lu.

Brillant bachelier, il obtint la bourse qui lui permit d'entrer en mathématiques supérieures au lycée Saint-Louis à Paris à la rentrée d'octobre 1930.

Quelques semaines plus tard, ce qui devait arriver arriva : il rencontra un groupe de jeunes militants de l'Opposition de gauche conduits par Yvan Craipeau. Ils étaient venus chahuter une pièce anti-communiste au théâtre de Charles Dullin à qui ils imposèrent un débat et qui finit par leur donner raison. Au passage, ils avaient gagné Van. C'était un militant magnifique. Sans arrêter les mathématiques, il complétait sa connaissance du russe et participait à toutes les entreprises du petit groupe dynamique qu'il venait de rejoindre. C'est donc tout naturellement qu'à la rentrée de 1932, Raymond Molinier, à la recherche d'un secrétaire-garde du corps pour Trotsky, proposa à Van de partir pour Prinkipo. Van n'hésita pas une seconde : l'idée ne lui en fût même pas venue. C'est transporté d'enthousiasme qu'il partit se mettre au service direct de celui qu'il admirait, dont il connaissait maintenant les écrits publiés dans les différentes langues, le compagnon de Lénine, le chef de l'Armée rouge devenu l'animateur de l'Opposition de gauche, l'homme du destin de la révolution mondiale. Le train qui emportait Van était celui de l'Histoire dont il chevauchait déjà les ailes...

Ses sept années auprès de Léon Trotsky, Van les a racontées, avec la retenue qui était la sienne, dans *De Prinkipo à Coyoacán : sept années auprès de Trotsky*. Que pouvons-nous ajouter à son propre récit ? D'abord la crise qui le secoua lors de la scission de *La Commune* : comme les jeunes militants de sa génération, Van avait été attiré par la personnalité de Raymond Molinier, son intrépidité, sa combativité, son activité. La condamnation de Molinier par Trotsky, son appel à l'exclure, le surprirent : les arguments du Vieux ne le convainquirent pas dans un premier temps. Pourtant, après plusieurs semaines de combat et de débat, il abandonna le groupe *La Commune* dont sa compagne Gaby était l'un des piliers et écrivit à Trotsky qu'il reconnaissait s'être trompé. On peut l'en croire : c'est qu'il était convaincu. Il avait gravée au cœur la formule « Fais ce que dois ; advienne que pourra ! » Pourtant le déchirement personnel compta beaucoup et il m'en parla longuement et souvent.

Il accompagna Trotsky dans son voyage et les premiers jours du séjour en Norvège en juin 1935, y revint au moment du procès de Moscou en août 1936 et des premières mesures répressives du gouvernement d'Oslo. C'est à cette époque que *l'Humanité* le traita d'agent fasciste, de criminel, d'assassin, dans des articles dont il était la cible, avec Erwin Wolf, puisqu'ils étaient les deux braves qui avaient tenté de briser l'isolement de Trotsky que Moscou avait exigé. Il m'avait parlé des menaces de l'organe du P.C.F. contre Wolf — assassiné effectivement en Espagne en 1937 — mais ce n'est qu'en me reportant à *l'Humanité* que je découvris que les menaces le visaient aussi, ce qu'il ne m'avait pas dit.

Pendant la période du séjour de Trotsky en France, où il l'accompagna pendant une grande partie de son errance entre Barbizon et Domène, notamment à Lyon et Grenoble, il fut aussi l'agent de liaison entre Paris et Domène et le traducteur de plus en plus sollicité : c'est lui qui traduisit la série d'articles édités plus tard sous le titre *Où va la France ?* En 1936, c'est aussi lui qui traduisit l'ouvrage de Léon Sedov, *Livre rouge sur le procès de Moscou*. Ani-

mateur en 1935 du secrétariat international des jeunes, organisateur en 1936 de la grève à la *France mutualiste*, il était aussi le père de « Jeannot », né pendant un de ses séjours à Domène.

Dès son arrivée à Mexico en 1937, il fut plongé dans le travail d'archives nécessaire à la défense des accusés des procès de Moscou et au fonctionnement de la contre-enquête de la commission Dewey. Là, dans les premiers mois, aux côtés de Jan Frankel, il accomplit un travail de titan dans les papiers de Trotsky qu'il avait de son mieux contribué à préserver et à classer au fur et à mesure des années de Turquie et qu'il connaissait mieux que personne. C'est qu'il fallait trouver très vite tel ou tel document indispensable, l'analyser, le reproduire, voire le traduire, le commenter, le transmettre. La défense de Trotsky devant la commission Dewey a matériellement reposé en grande partie sur ses épaules. C'est dans cette obscure bataille qu'il a gagné l'estime de tous les intellectuels américains gagnés à la défense de Trotsky.

Après le départ de Frankel à l'été 1938, Van n'était plus seulement le bonhomme à tout faire, mais l'homme de confiance, le recours unique, Van-qui-arrange-tout, dont André Breton a donné une description aussi juste qu'émouvante dans son discours du 11 novembre 1938 (« Visite à Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 12, décembre 1982). Lui qui, à son arrivée, ne parlait pas un mot d'espagnol, réussit en quelques mois à construire un solide réseau de relations — sans quoi rien n'est possible au Mexique — dans la presse et l'appareil d'Etat, le monde politique et l'univers cardéniste. Cela ne l'empêcha pas de continuer à militer en trotskyste, d'écrire des articles théoriques — signés Jean Rebel — dans la revue *Clave* que Trotsky inspira sous la couverture de ses amis intellectuels mexicains. Il était en même temps l'ami de Breton et le confident de Frida Kahlo.

J'aimerais, à propos des silences de Van, évoquer ici une anecdote en relation avec le texte de Breton que je viens d'évoquer et l'hommage que le poète y rend à Van, « révolutionnaire de la tête aux pieds », qu'il appelle « l'homme tel que je l'entends, l'ami dans toute l'acceptation du mot ». Un jour de juillet 1982, j'ai trouvé à Harvard une copie de la protestation qu'il avait adressée à Breton en date du 6 décembre 1938 :

« P.S. — On m'a écrit de différents côtés sur un discours de vous où il était question de moi. C'est très embêtant. »

Tout Van est dans cette protestation. Bien décidé à le taquiner, je copiai la phrase ci-dessus et la rapportai à la maison où nous occupions des chambres en vis-à-vis. Il n'était pas rentré ; j'affichai la copie sur sa porte et l'attendis en travaillant chez moi. Il me rejoignit une heure plus tard, pour une fois pas du tout disposé à sourire comme je l'avais escompté, mais réellement et profondément désolé de découvrir l'étendue de ma stupidité : comment pouvais-je ne pas comprendre combien Breton avait été imprudent de dire que Van travaillait au moins douze heures par jour, qu'il n'était pas payé, seulement logé et nourri, qu'il était loin de Gaby et de Jeannot ? Trotsky n'allait-il pas croire que Van s'était plaint ? J'avoue avoir assuré à Van que je comprenais très bien et que j'avais en effet commis une erreur stupide de trouver comique sa protestation auprès de Breton.

En fait, Trotsky se sentait coupable vis-à-vis des jeunes hommes comme Van ou Jan Frankel, qui lui consacraient des années de leur vie, non pas bien entendu à cause des études qu'ils manquaient — bien que ce fût important à ses yeux — ni du fait d'une « carrière », mais tout simplement parce que leur situation auprès de lui, pour enrichissante qu'elle fût à certains égards, les isolait de la vie, du mouvement réel des masses et nourrissait dans leur pensée une certaine abstraction, inévitable dans le contexte où ils se formaient, mais regrettable. Aussi, malgré le désagrément de la séparation personnelle d'avec des gens irremplaçables — ce qu'étaient et Jan et Van —, était-il heureux de les voir voler enfin de leurs propres ailes et faire leur expérience politique. Celle de Frankel s'arrêta avec la scission de 1940. Celle de Van dura plus longtemps ; elle se fit aussi à travers les rangs du Socialist Workers Party — il fut Gerland dans la discussion de 1939-1940 —, mais ne fut pas en définitive plus positive. Le moment est venu, je crois, pour l'historien, de dire sereinement, dans une revue scientifique et sans polémique, ce que Van n'a pas voulu écrire, d'abord parce qu'il ne le pouvait sans passion et plus tard parce que cela ne lui semblait peut-être plus essentiel. Il m'en a parlé souvent et longuement, de préférence dans nos promenades dominicales, mais aussi à la veillée dans les belles soirées fraîches de Californie. Secrétaire de l'Internationale, responsable du S.I. à New York à partir de 1940, Van estimait — et estima jusqu'au bout — qu'il n'y avait pas été placé dans les conditions élémentaires de fonctionnement d'un organisme international et que ce dernier fut délibérément étouffé et paralysé dans son action qu'il jugeait capitale, par la mauvaise volonté et la passivité de la direction du S.W.P. Sa voix — le fait est rare — se voilait d'indignation quand il évoquait « le contrôle bureaucratique » que faisait peser sur lui le membre américain du S.I., Bert Cochran (E.R. Frank, voir *Cahiers Léon Trotsky*, n° 20), les séances où ce dernier ergotait sur des virgules de la correspondance, la retardant systématiquement, la compromettant parfois, son opposition systématique à toute proposition et toute initiative. Van — qui était alors Daniel Logan, Marc Loris, Ann Vincent — eut des heurts plus graves encore. Il s'indignait franchement quand il évoquait les audiences que lui accorda alors James P. Cannon, le dirigeant du parti américain, le S.W.P., sur les problèmes théoriques et pratiques de la IV^e Internationale, sur la question nationale en Europe, le problème des mots d'ordre démocratiques, la nécessité d'une aide aux militants d'Europe sous la botte. Conscient de l'énorme responsabilité qui était la sienne depuis la mort de Trotsky, Van songeait à revenir clandestinement en France. Il m'a souvent assuré qu'à toutes ses questions pressantes, il n'obtint d'autres réponses, après des heures de plaidoyers passionnés pour l'Internationale, que des séries de grognements inarticulés et l'assurance qu'« on verrait ». Dans cette période, Van travaillait pour vivre et fit réellement tous les métiers. Cela n'empêcha pas, me dit-il, Cannon de lui reprocher des « exigences de petit-bourgeois » pour des heures de réunion avec des permanents du S.W.P. qui n'avaient pas les contraintes horaires dont il était esclave. Je l'ai toujours entendu manifester à propos de cette période son amertume et parfois une certaine rancœur.

Sur les dernières années de son activité militante au sein de la IV^e Internationale, il était en revanche plus discret, me promettant seulement qu'« un jour » il me parlerait de sa participation à la tendance Goldman-Morrow, une promesse qu'il n'a pas pu tenir. A partir de 1943 en effet, il eut partie liée avec Felix Morrow et Albert Goldman et, ensemble, ils s'opposèrent à Cannon, en particulier sur les questions européennes. Il était absurde à ses yeux d'imaginer en 1943 que la révolution socialiste allait se produire sans transition et vaincre dès le lendemain de la chute du nazisme, de croire qu'il était temps de remettre au magasin des accessoires les mots d'ordre démocratiques au moment où le fascisme tombait en Italie ; il considérait comme une erreur énorme, frisant le reniement, que de voir dans l'avance de l'Armée rouge, par une application mécanique des textes de *Défense du Marxisme*, un pas en avant automatique de la révolution, une erreur plus grave encore que de nier purement et simplement le rôle contre-révolutionnaire du Kremlin à l'échelle mondiale. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il ne se retrouvât d'accord qu'une seule fois avec Cannon, sur la dissolution du S.I. de New York à la fin de la guerre et le transfert de ses pouvoirs à l'organisme constitué pendant la guerre par Michel Pablo, le secrétariat européen. Il s'agissait en effet d'assurer l'indépendance de l'organisme suprême de la IV^e Internationale à l'égard de la IV^e Internationale à l'égard du S.W.P., objectif à ses yeux prioritaire. Mais Van ne pouvait continuer à travailler avec le S.I. : sursitaire, mobilisé de fait au service de Trotsky puis de l'Internationale, il était en situation irrégulière vis-à-vis de l'armée française, et l'affaire, bien que dénuée de gravité, ne put être réglée avant des années.

C'est en 1948, après l'exclusion du S.W.P. de ses camarades de tendance, que Van a rompu avec la IV^e Internationale et le marxisme. Il n'a jamais voulu me parler de cette rupture et ne m'a jamais dit plus ce qu'il a écrit dans ses souvenirs à la page 211, donc beaucoup moins que ce qu'il avait écrit dans *Partisan Review* de mars 1948, sous la signature de Jean Vannier, sur le bilan du siècle écoulé depuis la rédaction du *Manifeste du parti communiste*.

*

* * *

Van ne revint en Europe qu'en 1957, pour le compte de l'Université de Harvard, à la recherche des documents des archives Sedov, vendus, mais non fournis par Trotsky à Harvard et que Natalia s'était engagée à retrouver. Je l'ai rencontré pour la première fois à la fin des années soixante au *Select Hôtel*, place de la Sorbonne, dans une chambre où l'on ne pouvait être deux à s'asseoir, son pied-à-terre au cours de ses brefs séjours de l'époque. Nous nous sommes revus ensuite souvent, à Cambridge (Ma), où il me guida, d'abord dans la « partie ouverte », mais aussi à Domène, à Paris, à Follonica, à México et finalement à Stanford — pour terminer à Grenoble, le 26 février dernier, pour la soutenance de la thèse d'Olivia Gall où il sut, malgré son extrême fatigue, tenir sous son charme cent personnes, jeunes et anciens.

Quand je ne le questionnais pas comme le témoin-acteur dont j'avais besoin, il se lançait parfois, évoquait les terribles années trente, le devoir sacré d'écrire une histoire des bolcheviks-léninistes russes, la tendance politique la

plus clairvoyante et la plus héroïque de l'histoire, la nécessité de faire comprendre aux jeunes générations le cauchemar de ces années 1936-1940, des combattants coincés entre les tueurs de Staline et ceux de Hitler, le désespoir, la peur des hommes traqués, les assassinats qui se succédaient et les tueurs guettant dans l'ombre devant une opinion indifférente. Il suffisait d'une brève information, d'un élément politique même tenu pour relancer dans son cerveau aux multiples rouages la machine de la politique et l'entendre exprimer une passion qui n'était qu'enfouie : la Pologne fut l'une de ces occasions à partir de la grève de Gdansk. Il dévora, expliqua, interrogea, espéra, en venant finalement à se demander à voix haute si, contrairement à tout ce qu'il avait tristement pensé depuis des années-là, ce mouvement ouvrier ressuscitant en Pologne n'était pas l'hirondelle qui annonçait le printemps, la mort du stalinisme sous les coups des travailleurs.

Pourtant il ne voulait plus « parler politique ». C'est, disait-il, pour des motifs de simple moralité qu'il accepta de donner son témoignage lors du procès intenté à propos des odieuses calomnies lancées contre Joseph Hansen et contribua ainsi à la condamnation des calomniateurs par le tribunal de Los Angeles.

De la même façon, dans les décennies précédentes, il était intervenu aux Etats-Unis après l'arrestation comme agents du G.P.U. des frères Sobolevicius — Roman Well et Adolf Sénine dans le mouvement — et de Mark Zborowski, le célèbre « Etienne », infiltré par les services de Staline auprès de Sedov, s'efforçant d'obtenir qu'on les interrogeât sur la préparation du meurtre de Trotsky, l'exécution de ceux de Reiss et Sedov. Ses efforts sur ce point ne furent pas couronnés de succès et il en avait du regret. Le plus important de sa contribution de non-militant à l'histoire du mouvement qu'il avait contribué à bâtir, fut l'énorme travail qu'il consacra, des années durant, aux dizaines de milliers de documents de ces « Trotsky Papers », les archives de Trotsky déposées à Harvard, qu'il identifia un par un avec le soin attentif de l'archiviste qu'il manifestait déjà au temps où, à Prinkipo et Coyoacán, il assurait leur conservation et leur datation. Sans lui, sans ce travail immense, une importante fraction des documents aujourd'hui identifiés, classés, souvent traduits, publiés, commentés, ne serait qu'une masse de vieux papiers incompréhensibles. Sa tâche sur ce plan fut heureusement plus facile à Stanford dans les archives de la Hoover et les papiers Sedov. Je n'oublierai pas son émotion, la joie qui faisait chanter sa voix quand il m'annonça au téléphone qu'il venait de revoir enfin les fameuses lettres du Vieux à Ljova, avec les longs P.S. manuscrits sur les originaux dactylographiés qu'il avait finalement cru perdus pour toujours et qui resurgissaient dans le fonds Nikolaïevsky.

D'abord réservé — toujours prudent —, Van me donna, je crois, sa confiance quand il eut lu mon premier livre. Mon existence et ma capacité de travail allaient lui donner le moyen de poser un sac qui devenait lourd. Bien qu'il ait toujours refusé d'être nommé, il était, ainsi que je le lui disais en plaisantant, « l'éminence grise » ou « l'âme damnée » de l'Institut Léon Trotsky, l'inspirateur exigeant en même temps que le conseiller irremplaçable des *Œuvres* et des *Cahiers Léon Trotsky*. Le travail de l'Institut, mes travaux personnels, lui doivent énormément : il ne nous empêche plus, hélas, de le

dire. Mais je voudrais citer à ce sujet un fait curieux. Année après année, j'ai cru remarquer qu'il ne se souvenait plus du tout d'épisodes importants qu'il m'avait personnellement racontés. Bientôt, en dépit de mon étonnement initial, j'ai dû me rendre à l'évidence et admettre qu'il oubliait précisément ce qu'il m'avait raconté. Vérification faite et refaite, je le lui ai dit prudemment et il m'a ébahi de son autosatisfaction souriante : il était, disait-il, une machine très au point, puisqu'en vieillissant il réglait ainsi le problème de sa surcharge, n'éliminant que ce dont il était assuré que c'était préservé. Le plus surprenant est que c'était vrai. Van était l'une des plus belles machines intellectuelles qu'il m'ait été donné d'approcher et d'admirer.

Le Van que j'ai connu n'était plus celui que les policiers d'une petite ville du Middle West avaient bouclé pour quelques jours parce que sa tête d'étranger ne leur revenait pas. Il n'était plus l'homme qui avait vécu de mille et un métiers, de l'enseignement du français à Berlitz à la fabrication des étagères pour ranger les livres des camarades et aux réparations de plomberie. Il n'était plus l'homme qui construisait lui-même sa baraque résidence secondaire et connaissait cent façons d'accommoder un homard que l'on n'a pas payé. Il était le père de Laure, née de sa compagne nord-américaine, Bunny, rencontrée à Coyoacán. C'était un professeur d'université de solide réputation. Il était entré dans les années cinquante au département de mathématiques de Columbia à New York, puis de 1965 à 1979, il avait été professeur de philosophie et d'histoire de la logique à l'Université de Brandeis à Waltham (Mass). Il avait publié en 1967 un ouvrage de logique mathématique (*From Frege to Gödel. A Sourcebook in Mathematical Logic*) qui lui avait valu une réelle notoriété parmi les spécialistes. D'autres ont dit d'ailleurs — et peut-être pourra-t-on un jour rassembler les hommages en un témoignage commun en l'honneur de l'intelligence sous toutes ses formes — ce que fut Van le mathématicien et surtout Van le logicien. Il était l'un des spécialistes qui avaient entrepris la publication posthume des papiers du grand logicien Gödel et, l'an passé, il avait pris place dans l'équipe du C.N.R.S. qui reprenait son projet de publication intégrale des travaux du mathématicien français Herbrand, mort accidentellement très jeune. Je ne crois pas qu'il existe un congrès mondial d'une quelconque spécialité scientifique dans lequel Van n'eût pas été à sa place et à l'aise. Inconnu du grand public, même au Mexique, où il a vécu des années et où la presse a parlé de la mort d'un « riche (!) homme d'affaires d'origine hollandaise », Van était apprécié partout dans le monde d'une série de gens compétents et d'amis sûrs. Pas de ville importante, pas de continent où il n'eût pu avoir un point de chute ou une invitation.

Il m'est arrivé de plaisanter Van parce qu'il transportait d'un continent à l'autre d'énormes et pesantes valises. Mais on ne sait pas que cet homme, qui allait ainsi d'un de ses enfants à l'autre, d'une de ses recherches, d'un de ses bureaux à l'autre, portait au bout de ses bras la moitié de ses biens. Pendant les années qui ont entouré son 70^e anniversaire, il a vécu dans deux chambres d'étudiant, à Cambridge, puis à Menlo Park, avec une petite table, deux chaises, un réveil, une radio, l'ordinateur qu'il s'était — dernière passion — bricolé lui-même, sa vieille machine reconverte en « imprimante » et son car-

net d'adresses — un Gotha de l'intelligence — avec le classeur « spécial ». Son luxe — et il n'en était pas peu fier — était d'avoir deux bureaux dans deux universités différentes, l'un à Pusey, à Harvard, l'autre au département de maths à Stanford, avec quelques dizaines de livres, des dossiers, sa correspondance, un lit de camp pour sa sieste. Cet homme avait toute sa fortune dans sa tête et dans ses mains, dont il faisait d'ailleurs exactement ce qu'il voulait : ce savant eût été l'artisan ou l'artiste de la spécialité de son choix.

Que le lecteur me pardonne de n'avoir qu'indirectement traité de « l'ami » : comment serait-ce possible autrement, alors que j'écris ces lignes quelques jours après avoir appris cette perte irréparable et alors que c'est de Van qu'il s'agit ? Le « beau sourire clair » dont parlait André Breton en 1938 est effacé pour toujours. Il ne subsistera que quelques années encore dans la mémoire de ceux qui l'ont aimé. Van aimait à dire que, parmi les centaines de millions que nous sommes, les différences individuelles ne sont que d'infinitésimales nuances. Il avait incontestablement raison. Il faut pourtant nous rendre à l'évidence : il est irremplaçable.

Au nom de l'équipe de l'Institut Léon Trotsky dont je suis ici le porte-parole, au nom de tous ceux que je ne connais pas, mais qui, j'en suis sûr, m'en donnent pouvoir, je te salue, mon ami Van, et je te dis merci pour ce que tu as été et pour ce que tu demeureras pour nous, lorsque se sera estompée l'intolérable douleur : comme l'avait su Breton, tu fus l'homme qui nous a consolés de tant d'autres.

Ce Pays surréaliste...

Ce numéro sur le Mexique au temps de Cárdenas est l'œuvre d'Olivia Gall qui en a mis les pièces essentielles en place tout en achevant sa thèse. La réalisation en a été moins rapide que prévu du fait de certains retards et d'une promesse non tenue.

Nous n'avons pas voulu assommer le lecteur français sous une avalanche de spécialités mexicaines, mais nous avons voulu un peu éclairer pour lui un pays qui ne ressemble à aucun autre. Olivia Gall décrit les rapports entre Trotsky et le général Múgica, un général de la révolution qui, ministre, soutenait déjà financièrement les trotskystes mexicains. Pierre Broué rend compte de trois thèses sur le Mexique : langue, science politique, littérature, elles se complètent et se contredisent mais l'hydre de la calomnie aux cent têtes renait avec la bénédiction d'un jury parisien. Alejandro Gálvez Cancino a étudié le revers subi au Mexique par la campagne d'auto-absolution de l'agent du G.P.U. Vidali et tenté d'éclairer l'énigme de la mort du Cubain Julio Antonio Mella.

Grâce à la documentation d'Olivia, les Cahiers Léon Trotsky s'essaient pour la première fois à l'histoire orale en publiant de larges extraits d'interviews qu'elle a réalisées avec des militants mexicains contemporains de Trotsky. Nous regrettons d'être pauvres, car il a fallu couper des passages intéressants, éliminer d'apparentes redites, sacrifier des développements suggestifs. Les quatre interviews couvrent à peu près l'histoire du trotskysme mexicain jusqu'à la mort de Trotsky.

Pour les documents, nous avons retenu une déclaration de Diego Rivera expliquant sa rupture avec Trotsky : elle nous a paru utile en regard du nombre de textes consacrés dans les Œuvres au point de vue opposé. Les autres textes ont été sélectionnés dans Clave pour donner une idée de cette revue animée par Trotsky.

Institut Léon Trotsky

Trotsky et Múgica ¹

C'est août 1936 qui a marqué le début de l'aventure mexicaine de Trotsky. C'est en août 36 qu'a eu lieu le premier des trois célèbres procès de Moscou. Le gouvernement socialiste de Norvège, sous la pression de l'U.R.S.S. accepta d'arrêter Trotsky à domicile et de le museler. Ses amis, redoutant une extradition, se mettent aussitôt en quête d'un asile. Pendant quatre mois, partout la réponse est négative et la formule fait mouche : pour Trotsky, le monde est une « planète sans visa ».

Pourtant en décembre s'élève d'un pays primitif de la violente Amérique la voix du général Lázaro Cárdenas qui s'inscrit en faux contre la formule et accorde à Trotsky asile et visa pour le Mexique. A son arrivée, le 9 janvier 1937, Trotsky, pour qui le Mexique n'est encore qu'un « pays mystérieux », découvre l'amitié et la générosité : c'est le train présidentiel qui l'attend à Tampico et il va bientôt entendre prononcer le nom de son ami inconnu qui a convaincu Cárdenas, le général Múgica, Don Francisco. Ses amis américains lui content l'histoire du visa dans lequel son rôle a été déterminant. Ses amis mexicains connaissent depuis longtemps une carrière politique de militant et d'honnête homme ; avec ses collaborateurs, Antonio Hidalgo et Juan de Dios Bojórquez, il les a même aidés financièrement à publier l'une de leurs revues, *Octubre*. Il semble qu'il n'ait pas eu de peine à convaincre le président de faire un geste aussi spectaculaire pour affirmer le devoir du Mexique de « revendiquer le droit d'asile pour les exilés politiques ».

Les rapports Trotsky-Múgica

Pendant trois ans et demi, les relations ne vont pas cesser entre ces deux hommes, l'exilé, d'une part, le ministre, homme de confiance du président, de l'autre, directes ou indirectes.

Indirectes d'abord. Parmi les personnes qui reçoivent Trotsky à la gare de Lechería le 11 janvier 1937, se trouve un homme de confiance de Múgica, Antonio Hidalgo. Le général l'a envoyé en tant qu'ami et collaborateur pour être l'intermédiaire entre Trotsky et lui-même, de la même façon qu'il sera quant à lui l'intermédiaire entre Trotsky et Cárdenas, puisque les deux hommes, parfaitement conscients des risques qu'auraient constitué pour chacun d'eux une entrevue, ne se rencontrèrent jamais.

Mais Hidalgo devint bien plus qu'un simple intermédiaire. Il fut sans aucun doute l'ami le plus proche de tous ceux que Trotsky se fit au Mexique

et, en outre, de tout l'état-major de Múgica. Sans aucun doute le plus « trotskyste » de ses membres. Non seulement Hidalgo fut très souvent l'hôte de Trotsky dans ses deux demeures successives de Coyoacán, mais encore il le reçut à deux reprises chez lui à Los Lomas de Chapultepec et dans l'*hacienda* de San Miguel Regla qui appartenait à son ami Landero, en juillet 1937 et en février 1938.

Nous n'avons connaissance d'une façon certaine que d'une rencontre entre les deux généraux, qui a été racontée dans ses souvenirs par Jean van Heijenoort :

« Début février, nous passâmes, avec Hidalgo deux ou trois jours dans la maison de campagne des Bojórquez, près de Cuernavaca. C'était lui aussi un haut fonctionnaire, ami de Hidalgo, mais qui se tenait à notre égard plus à l'écart. Les relations entre Trotsky et lui étaient courtoises, rien de plus. C'est pendant ce séjour dans la villa de Bojórquez que nous allâmes passer une journée chez Múgica qui avait un rancho tout près. Múgica était ministre des communications et travaux publics ; en fait c'était l'ami et le collaborateur le plus proche de Cárdenas. Une rencontre entre Trotsky et Cárdenas, chef de l'Etat, était impossible. La rencontre avec Múgica devait en quelque sorte en tenir lieu. C'était un homme de grande intelligence. Un front haut et des yeux vifs lui donnaient une certaine ressemblance physique avec Trotsky, ressemblance qu'il cultivait peut-être. La conversation fut amicale et animée. On parla du Mexique, surtout des problèmes économiques et sociaux, mais sans toucher à la politique courante. » 2.

Favorablement impressionné par le général Múgica, Trotsky devait conserver pour lui un respect qu'il a manifesté en plusieurs circonstances. A quatre reprises, il va lui envoyer ses livres avec des dédicaces dont l'une parle « de ses sentiments de meilleure estime » et dont l'autre me paraît significative : « Au général Múgica, avec les sentiments les meilleurs d'un vieux réfugié, probablement " indésirable " mais profondément reconnaissant et qui serait heureux d'être un jour utile au généreux peuple mexicain » 3.

Selon le témoignage recueilli sur ce point d'Octavio Fernández, quelques jours avant l'expropriation des pétroles, Múgica arriva à la maison de Coyoacán. Trotsky et lui s'enfermèrent dans le bureau après que le Vieux ait donné l'ordre de les laisser seuls — circonstance qui, en principe, ne devait se reproduire qu'avec l'assassinat. Nos deux témoins ont imaginé que cette visite avait peut-être un rapport avec la situation politique : Múgica avait été chargé par Cárdenas de rédiger le « Manifeste à la Nation » expliquant l'expropriation. Aucun document ne vient corroborer cette hypothèse. En revanche, le sénateur Gonzálo Martínez Corvalán, proche collaborateur du général Cárdenas, assure que cette visite dans ce contexte est matériellement impossible et que Trotsky ne put donc être consulté, ni pour le « Manifeste », ni pour le décret d'expropriation.

Tout indique qu'il n'y eut pas d'autres rencontres entre « Don León » — c'est ainsi que Cárdenas et Múgica appelaient leur « indésirable » réfugié — et Don Francisco, bien que les contacts fussent permanents. La preuve s'en trouve dans les archives de Múgica. Par exemple, en 1937, Diego Rivera envoie à Cárdenas, par l'intermédiaire de Múgica, la liste des citoyens mexicains — les militants qui entourent Trotsky et assurent sa défense — qui

sollicitent des ports d'armes : 26 personnes, dont deux femmes, trotskystes ou sympathisants. Au lendemain de l'attentat manqué du 24 mai 1940, au moment où la police, embarquée par la pression de Lombardo Toledano et du P.C.M. sur la thèse de « l'auto-attentat », venait d'arrêter des collaborateurs de Trotsky, c'est par l'intermédiaire de Múgica que Trotsky adressa sa protestation au président et obtint leur libération. Francisco Zendejas, qui fut en la circonstance le messenger de Trotsky chez le général, raconte qu'en le quittant, le général ajouta, après les assurances que le problème était réglé : « Et dites-bien, s'il vous plaît, à Don León que, quand la révolution permanente éclatera, je me mettrai à ses ordres ! ».

Deux hommes différents et semblables

Trotsky est né le 7 novembre 1879, quatre ans et dix mois avant Francisco Múgica, à l'autre bout du monde. Quand, en 1898, le jeune Juif russe vient de se convertir au marxisme et va être expédié une première fois en Sibérie, le jeune élève de la Préparatoria de Michoacán se révolte contre la théologie.

Quand, à 26 ans, le jeune Trotsky prend la présidence du Soviet de Saint-Petersbourg dans le cours de la révolution de 1905, le jeune Múgica de 24 ans, qui vient de découvrir le journal clandestin *Regeneración*, commence à y collaborer.

L'année 1917 est pour l'un et l'autre l'année décisive. Trotsky, jusque là marxiste indépendant, fort critique de Lénine, revient en U.R.S.S. et rejoint le parti bolchevique contre lequel il avait développé bien des polémiques. Avec Lénine, il symbolise la révolution russe au lendemain de l'insurrection d'Octobre dont il a organisé et dirigé le déroulement. Múgica, lui, à travers le Congrès Constituant, devient l'un des plus éminents des « constitutionnalistes », le plus éminent de leur aile de gauche, les « Jacobins ». L'un comme l'autre sont de très grands orateurs qui enthousiasment et soulèvent les foules.

Quand ils se rencontrent pour la première fois en 1937, les deux hommes ont parcouru la principale trajectoire de leur vie et de leur destinée politique. Trotsky n'a pas varié sur le terrain des principes et c'est à la tête de ceux qu'il a appelés lui-même les « bolcheviks-léninistes » qu'il poursuit en exil le combat contre les dirigeants du parti dégénéré et de l'Etat bureaucratique d'U.R.S.S. incarnés par Staline. Múgica, lui, après des années de clandestinité et ce que j'appellerai volontiers un « exil utopiste » à la tête du pénitencier des Iles Marias est à la tête d'un poste important dans le gouvernement de son disciple et compagnon d'armes le général Cárdenas. Il est sans doute à l'époque l'un des rares hommes qui se disaient « socialistes » dans les années vingt qui puisse avoir une chance de faire ses preuves de « révolutionnaire » au pouvoir au soir de sa vie.

Trotsky et le Mexique de Cárdenas

Contrairement à ce que proclament beaucoup d'ignorants, Trotsky s'est passionné pour le Mexique et y a finalement consacré plusieurs travaux et d'importantes analyses. Sa réflexion a d'abord porté sur ce qu'il est convenu

d'appeler « la révolution mexicaine » ; c'est son jeune ami Octavio Fernández qui signe leurs réflexions communes sur ce point :

« La révolution mexicaine a vaincu dans la mesure où la bourgeoisie indigène a pris au pouvoir la place de l'aristocratie féodale et cléricale de l'époque porfiriste ; dans la mesure où la production capitaliste s'étend de plus en plus à tous les secteurs du pays. Mais les tâches fondamentales à l'égard des intérêts populaires ont-elles été réalisées ? Non [...] Pourquoi ? Cette révolution est l'une des dernières révolutions bourgeoises. C'est là que se trouve la clé, précisément dans son retard historique qui explique le gigantesque avortement qu'elle a constitué [...] L'essai de révolution démocratique-bourgeoise qui s'est effectué à l'époque de Juárez a provoqué un renforcement paradoxal des classes féodo-cléricales dû avant tout à l'absence d'une base industrielle suffisante qui avait déterminé l'existence d'une bourgeoisie à peine perceptible. La bourgeoisie indigène née au feu de la révolution de 1910 [...] impuisante de naissance et liée organiquement à la propriété agraire et à l'impérialisme, a été incapable de résoudre les tâches historiques de sa révolution. La base de la révolution mexicaine a été le gigantesque incendie paysan, mais les paysans, incapables de se forger leur propre politique et leur propre direction, n'ont été que la chair à canon sur laquelle s'est dressée la bourgeoisie indigène toute neuve [...] La révolution mexicaine, de par son caractère de révolution bourgeoise aurait dû libérer le pays du joug impérialiste. Mais son histoire est celle d'une série de concessions forcées et parfois inévitables [...] à l'impérialisme. » ⁴.

Dans le Mexique de la fin des années trente où ne cessent de se renforcer les positions économiques et politiques de l'impérialisme des Etats-Unis, Trotsky pense, que, sans minimiser le caractère progressiste de mesures comme l'expropriation pétrolière ni le courage politique et l'anti-impérialisme de Cárdenas, il doit être clair que la bourgeoisie indigène n'est et ne peut être qu'un appendice de l'impérialisme et ne peuvent venir à bout des tâches dont sont venues à bout, des siècles auparavant, les bourgeoisies des pays avancés. Seul le prolétariat, prenant la tête de la paysannerie et des masses populaires pourra réaliser ces tâches de la révolution démocratique bourgeoise agraire et anti-impérialiste :

« C'est le déroulement même de cette tâche [...] qui le conduira inéluctablement à effectuer des pas qui seront les premiers pas de la révolution socialiste. Ainsi, la révolution mexicaine n'est pas socialiste et ne le sera qu'unie, résolue, à travers la prise du pouvoir par le prolétariat qui la transformera, sans solution de continuité, en révolution socialiste. » ⁵.

Or, le prolétariat, dans le Mexique cardéniste, occupe une place particulière. Trotsky souligne que, du fait que le rôle essentiel est joué dans le pays arriéré par le capital étranger, mais que ce dernier n'importe pas d'ouvriers, le prolétariat est conduit à jouer un rôle plus important dans la vie du pays :

« Le gouvernement oscille entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement fort. Cela lui donne un caractère bonapartiste nettement marqué. Il s'élève pour ainsi dire au-dessus des classes. En réalité, il ne peut gouverner qu'en se faisant l'instrument du capital étranger et en tenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière ou bien en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même jusqu'à lui faire des concessions, obtenant ainsi la possibilité d'une relative liberté vis-à-vis des capitalistes étrangers. La politique actuelle se situe dans la seconde phase : ses plus grands succès sont les expropriations des chemins de fer et des pétroles. » ⁶

Et Trotsky qualifie ainsi les gouvernements du type Cárdenas de gouvernements de type « *bonapartiste sui generis* ». La sécheresse de la formule scientifique ne doit pas nous abuser. Trotsky ne connaît pas le mécanisme des pseudo-marxistes. C'est bien sur la base de cette analyse qu'il écrit le 12 juillet que « le seul gouvernement courageux et honnête de notre époque est celui de Cárdenas » et qu'il existe des gouvernements comme celui-ci qui « se situent objectivement à la gauche des gouvernements qui se disent " communistes " »⁷. Et cela ne l'empêche pas de rappeler publiquement : « Ma reconnaissance sincère pour le président Cárdenas et son gouvernement ne peuvent le moins du monde avoir quelque influence sur mes idées et mon action politique. »⁸

C'est dans cette situation et parce qu'il ne peut résister à la pression impérialiste sans le soutien actif des ouvriers que le gouvernement Cárdenas essaie de reporter sur les organisations ouvrières une partie considérable de la responsabilité pour la marche de la production dans l'industrie nationalisée. Les dangers sont certes considérables, inséparables, dans l'ensemble, des risques de dégénérescence du mouvement syndical et les remèdes tiennent dans les mots d'ordre centraux, « Indépendance complète et inconditionnelle des syndicats à l'égard de l'Etat capitaliste » et « Démocratie syndicale ».

Répondant à la presse de différents pays qui lance contre le gouvernement Cárdenas l'accusation d'avoir adopté, face aux compagnies pétrolières une politique « communiste » d'expropriation, Trotsky réplique :

« L'ignorance de l'histoire se combine ici avec le mensonge conscient. Le Mexique semi-colonial lutte pour son indépendance nationale, politique et économique. Tel est dans l'état actuel le contenu fondamental de la révolution mexicaine. Dans ses conditions de soumission à l'impérialisme, l'expropriation est l'unique moyen sérieux de sauver l'indépendance nationale et les conditions fondamentales de la démocratie [...] L'expropriation du pétrole n'est ni du communisme ni du socialisme ; elle est un moyen profondément progressiste de l'auto-défense nationale [...] La lutte autour du pétrole mexicain est l'une des escarmouches d'avant-garde des combats à venir entre les opprimés et les oppresseurs. »⁹

En mars 1939, Trotsky consacre quelques remarques au « Plan sexennal » et met l'accent sur la question essentielle, l'achèvement de la réforme agraire. Il écrit :

« Quel est au Mexique le problème essentiel ? La réforme agraire ou la révolution démocratique ou agraire. C'est-à-dire que la vie des paysans est caractérisée par une accumulation massive de ce qui est accaparé par les formes féodales de propriété et par les relations et traditions de la servitude. Il faut liquider courageusement et définitivement cet accaparement par la barbarie féodale, avec l'appui des paysans eux-mêmes. Les immenses propriétés de terre parasitaires et semi-parasitaires, la domination économique et politique des propriétaires fonciers sur les paysans, le travail agricole forcé, le système quasi patriarcal de partage des récoltes qui équivaut à la servitude, voilà ce qu'il faut liquider le plus vite possible. Or, ce programme n'appelle même pas à réaliser cette tâche qui est essentielle pour la révolution démocratique pendant les six prochaines années ; mais en même temps, il appelle à achever la collectivisation des terres communales dans le courant de la même période. »¹⁰

Rappelant ce que constitua, dans l'histoire de l'U.R.S.S. la tragédie de la « collectivisation forcée », soulignant que la paysannerie doit s'engager libre-

ment dans la voie de la collectivisation avec réflexion et expériences suffisantes, et en bénéficiant de toute l'aide possible, Trotsky écrit :

« En un mot, il faut achever l'œuvre d'Emiliano Zapata, mais sans lui imposer les méthodes de Joseph Staline. »¹¹

Dans une discussion avec ses camarades américains, Trotsky souligne combien la conception du marxisme qui est la sienne s'oppose au schématisme : il est vrai que l'on peut, dans l'histoire, sauter certaines phases du développement, mais on ne peut, contrairement à ce que croient certains de ses camarades mexicains, sauter par-dessus l'étape du développement du prolétariat. La classe ouvrière mexicaine ne peut pas ne pas prendre part à la lutte pour l'indépendance du Mexique et la démocratisation des relations agraires et il peut arriver au pouvoir avant que ces tâches soient réalisées et il aura à les réaliser. Mais cela ne signifie nullement qu'il faut entrer en compétition dès aujourd'hui avec la bourgeoisie nationale à laquelle les révolutionnaires doivent prendre la direction des masses ouvrières et paysannes :

« Chaque fois qu'il y a conflit entre le gouvernement mexicain et les impérialistes, nous devons apporter notre appui révolutionnaire à ce gouvernement tout en conservant notre entière indépendance politique d'organisation, notre programme et notre liberté de critique. »¹²

Trotsky admet que le Front populaire n'a pas pour le moment en Amérique latine un caractère aussi réactionnaire que celui qu'il revêt en France ou en Espagne. La tâche du moment la plus importante est de lutter pour libérer les syndicats de la tutelle de l'Etat bourgeois et leur émancipation de la dictature de la bureaucratie dans les syndicats, en d'autres termes, de lutter pour la démocratie syndicale.

Trotsky mugiquiste ou Múgica trotskyste ?

On peut se demander si Múgica en 1939, du fait de ses positions démocratiques, radicales, socialistes, et anti-staliniennes n'était pas, pour la succession du président Cárdenas, le candidat qui correspondait au programme révolutionnaire de Trotsky pour le Mexique ? Ou, inversement, s'il faut prendre au pied de la lettre l'affirmation de Múgica à Zendejas en 1940 selon laquelle il se mettrait au service de « Don León » si la révolution permanente éclatait.

Deux faits importants nous aident à répondre. Le premier est une réponse à la première question. En mars 1939, Trotsky, sous la signature de *Clave*, s'exprime au sujet des élections :

« Nous sommes partisans d'une participation indépendante sur le plan politique. Il n'existe actuellement au Mexique aucun parti des travailleurs, aucun syndicat qui puisse développer une politique de classe indépendante et qui soit capable de présenter un candidat indépendant. Dans ces conditions, tout ce que nous pouvons décider c'est de faire, et en nous bornant à cela, une propagande marxiste et préparer un futur parti indépendant du prolétariat mexicain. »¹³

Le second fait constitue un élément pour répondre à la deuxième question. Lorsque la candidature du général Múgica à la présidence de la Républi-

que est repoussée par de nombreuses autorités locales, par le P.R.M., par Cárdenas, par Lombardo Toledano et par le P.C. mexicain — cette prétendue « gauche » mexicaine qui non seulement ne vote pas pour une ligne indépendante mais soutient ouvertement le candidat conservateur — sa réaction n'est pas alors de quitter le P.R.M. pour constituer un nouveau parti qui s'appuierait sur les ouvriers et les paysans : le général baisse les bras et abandonne la vie politique.

Nous pensons que la réponse est nette. Trotsky n'a jamais été partisan politique de Múgica ni Múgica bolchevik-léniniste. Trotsky fut très probablement l'un des hommes politiques qui, pendant le sexennat de Cárdenas, portèrent à ce dernier, à ses idées politiques, à son gouvernement, aux hommes qui, avec Múgica, en firent « le gouvernement le plus courageux et le plus honnête de notre époque », le plus grand respect. Mais Trotsky fut l'un des rares qui, sous le cardénisme, représentèrent une authentique opposition de gauche au régime. Il fut en outre l'unique théoricien sur lequel une telle opposition pouvait prendre appui — ce qui constitue, au terme de trois années seulement de séjour, un résultat assez extraordinaire. Et c'est, je crois, l'un des mérites de cette étude que d'avoir fait apparaître que Trotsky manifesta à l'égard de Cárdenas et de Múgica, comme Cárdenas et Múgica à l'égard de Trotsky, comment il était possible à un homme politique de comprendre et respecter un adversaire. L'opposition sur ce terrain politique est aussi éclatante que le respect mutuel.

Une fois de plus, le général Múgica joua dans cette affaire un rôle important. Il ne mentait pas quand, irrité contre son parti, contre les Lombardo Toledano, contre le P.C.M. et sans doute aussi dans son for intérieur contre Cárdenas lui-même, il faisait dire à Don León qu'il se mettrait à ses ordres quand éclaterait la révolution permanente. Nous disons qu'il ne « mentait » pas parce qu'il nous semble avoir été plus complexe qu'un simple Jacobin. Múgica fut le produit d'une révolution qui se produisit non plus à l'époque des révolutions bourgeoises classiques des grandes métropoles, mais dans l'ère des révolutions anti-féodales et anti-capitalistes des pays pauvres de la périphérie. Múgica fut le produit de la révolution mexicaine, une révolution de type particulier au cours de laquelle les masses paysannes anti-capitalistes, en grande partie parce qu'elles voulaient récupérer leurs traditions communautaires, détruisirent un Etat bourgeois puissant et remportèrent elles-mêmes, « se cramponnant à la queue du cheval du général Zapata » — une lutte révolutionnaire qui était *la leur*. Face au vide laissé par un projet paysan qui, muni seulement de ses puissantes idées communautaires, n'était pas cependant capable avec ces armes de prendre la tête d'une nation déjà insérée dans le marché capitaliste mondial, Múgica est entré en scène en tant que partie de cette couche radicale de la petite-bourgeoisie mexicaine qui se chargeait dans le gouvernement des destinées de son peuple. Ces hommes jeunes, surgissaient, quant à eux, armés des idées libérales du XIX^e siècle, des idéologies égalitaires de la révolution française, de celles des socialistes utopiques des différents siècles et des anarcho-syndicalistes de nuances diverses. Ils étaient en outre nourris de l'honnêteté mystique d'un Madero et aussi — dans le cas

des plus conséquents comme Múgica — du rêve ancestral de ces paysans qui, depuis le XVI^e siècle, dans de petites explosions, « en venaient à contredire ».

Múgica était certes plus complexe qu'un Robespierre ou un Danton. Mais qu'était-il exactement ? « Constitutionnaliste » ne convient pas. « Socialiste » est un terme qui ne lui correspond pas réellement dans son acception classique, parce que Múgica était un homme de cet Etat, au fond bourgeois, issu de cette révolution complexe qu'Adolfo Gilly a appelée « interrompue ». Il voulait néanmoins, à sa manière qui était aussi celle de Cárdenas, instaurer au Mexique un « socialisme » dont il pensait que le chemin qui y conduirait serait celui du Droit, de la Justice et de la Liberté que seul pouvait parcourir un gouvernement-Etat. Et là était son utopie.

Múgica est mort retiré de la vie politique, avec suffisamment de prestige pour que le parti officiel aujourd'hui s'efforce de le récupérer comme l'un des « grands ancêtres » — une opération dont il faut bien dire qu'elle n'est ni honnête ni, au fond, aisée à réaliser tant le contraste est grand entre ce qu'était le général et ce qu'est le régime qui essaie de se réclamer de lui. Quand il est mort, il y avait déjà quatorze années que « Don León » avait été assassiné, par un étranger, sur sa terre d'asile. Une campagne d'extermination et de calomnies sans précédent n'a pas réussi à occulter sa mémoire. Mais n'est-ce pas seulement maintenant, presque un demi-siècle plus tard, qu'un nombre encore réduit d'intellectuels et de militants mexicains commencent à réaliser qui furent ces deux hommes, si différents et si semblables pourtant, qui auront marqué l'histoire de ce pays d'une empreinte toujours plus visible ?

NOTES

1. Cet article rédigé spécialement pour les *Cahiers Léon Trotsky* résume et adapte une communication présentée en novembre 1984 aux 7^e Journées d'Histoire d'Occident à Jiquilpan et consacrée à Francisco J. Múgica.
2. Jean van Heijenoort, *Sept ans auprès de Trotsky*, pp. 59-60.
3. Ces documents m'ont été communiqués lors de ma visite chez elle en novembre 1983 par Madame Carolina Escudero, veuve du général Múgica.
4. Cf. ci-dessous, pp.
5. *Ibidem*.
6. *Œuvres*, 21, p. 177.
7. *Ibidem*, 18, p. 73.
8. *Ibidem*, 21, pp. 110-111.
9. *Ibidem*, 18, pp. 54-57.
10. *Ibidem*, 20, p. 259.
11. *Ibidem*, p. 261.
12. *Ibidem*, 19, p. 232.
13. *Ibidem*, 20, p. 94.

Pierre Broué

Le Mexique au temps de Cárdenas. Trois thèses

La thèse de Mme Maryse Gachie Pineda — que nous nous autoriserons, imitant son exemple, à désigner par la suite par le sigle MGP ¹, a pour titre *Réel, Idéologie et Pensée politique dans le Mexique cardéniste 1933-1940 : Vicente Lombardo Toledano, José Vasconcelos* ². Ce volumineux travail compte trois parties, dont les deux premières, « La Formation sociale cardéniste » et « Vicente Lombardo Toledano : “ un marxisme mexicain ” ? », touchent à des questions qui relèvent de notre champ d'études puisqu'elles abordent longuement le séjour de Trotsky au Mexique.

Nous avons hésité à l'inclure dans notre compte rendu. MGP est apparemment spécialiste de linguistique, enseignante d'espagnol, frottée de « marxisme moderne ». Elle nous informe qu'elle a vécu douze ans au Mexique. Elle a lu de nombreux textes et fait des analyses intéressantes sans pourtant jamais apparemment se poser les questions qui nous semblent s'imposer. Qu'une thèse d'Etat dont le sujet se rattache à l'histoire contemporaine puisse reposer sur un bagage historique et théorique aussi sommaire et une connaissance aussi réduite et surtout unilatérale que celle dont témoigne sa bibliographie ne laisse pas de surprendre. Croit-on vraiment que si MGP avait convenablement étudié l'Internationale communiste (I.C.) qu'on appelle souvent « Troisième Internationale », elle se permettrait de la désigner à longueur de pages sous le vocable de « troisième I.C. » (*sic*) ? C'est cette médiocrité qui m'a initialement retenu de passer ce travail au crible de la critique, mais le choix des entrevues utilisées pour le faire m'a finalement décidé.

MGP s'est efforcée, par les méthodes de l'analyse de contenu notamment, par le dépouillement biobibliographique et le recensement de la bibliothèque de Lombardo Toledano, de tirer des conclusions concernant la chronologie et la physionomie de la pénétration du marxisme au Mexique. Il nous semble à cet égard que le milieu qui fut le sien pendant ses douze ans de Mexique devait être singulièrement orienté — pour ne pas dire limité ou borné. MGP croit en effet apparemment que Lombardo Toledano fut l'introducteur du marxisme, ou du moins de l'idée qu'il s'en faisait. L'existence de Francisco Zamora — ce Nicaraguayen naturalisé mexicain, fondateur du premier quotidien moderne au Mexique, chroniqueur de la révolution, premier professeur d'économie ³ à avoir fait connaître les analyses de Marx bien avant les années trente — ne lui a pas échappé et c'est bien. Mais comment est-il

possible que, chercheur en thèse d'Etat, elle n'ait pas saisi, ni sans doute même cherché à saisir, l'antériorité ou la supériorité de l'un ou de l'autre. Or Zamora était déjà un spécialiste à l'époque où Lombardo n'était encore qu'un néophyte aux lectures courtes sur ce sujet. Comment a-t-elle pu prendre le risque de conclure sur cette question historique après avoir certes étudié les écrits de Lombardo Toledano et recensé sa bibliothèque, mais après n'avoir lu qu'une partie des écrits de Zamora et négligé sa bibliothèque⁴ ? Tout homme qui connaît personnellement Francisco Zamora — et j'en étais — refusera de croire qu'il n'aurait pas été disponible pour une telle enquête d'une universitaire française. Le parti était donc pris ?

Sur le plan de la méthode et en ce qui concerne l'évaluation générale du « marxisme » de Lombardo Toledano, nous ne nous inscrirons pas en faux contre la conclusion de MGP selon laquelle la version lombardiste du marxisme ne serait qu'un « positivisme évolutionniste »⁵, ce qui indique au moins que ses outils conceptuels et sa méthode d'analyse sont susceptibles d'efficacité. Mais l'historien peut-il se contenter, surtout dans une thèse, d'une affirmation catégorique selon laquelle les travaux de Louis Althusser ne feraient que « revenir aux sources, dépouiller le marxisme de cette gangue épaisse de plusieurs décennies qui le dénaturait »⁶ ? Faut-il, pour étudier la pensée politique de Lombardo Toledano, accepter le postulat selon lequel le marxisme à la mode althussérienne serait un authentique « retour aux sources » et à une pensée non dogmatique indépendante ? On frôle ici l'abus de confiance, d'autant plus que MGP, convaincue de l'efficacité de l'« outil idéologique » unique dont elle s'est munie, « dopée » par les analyses du philosophe de la rue d'Ulm, se lance dans des explications de Lombardo Toledano qui relèvent, dans le meilleur des cas, de la candeur et donnent envie de la rappeler à la nécessaire modestie : le dirigeant syndical est tancé sans indulgence et sévèrement caractérisé du point de vue d'une « orthodoxie » dont nous ne comptons pas MGP au nombre des gardiennes : il « perçoit mal » les « traits fondamentaux », il a des « failles » dans « sa pensée »⁷. Munie de sa crème rajeunissante de retour aux sources et extraction de la gangue, MGP nous assène des vérités qu'elle croit premières. C'est ainsi qu'à propos du grand débat entre communistes dans l'I.C. à propos de la « révolution par étapes » et de la « révolution permanente », elle suggère que les protagonistes ne seraient peut-être pas aussi éloignés les uns des autres qu'on pourrait le croire. Elle écrit :

« En réalité, même dans l'optique stalinienne, le passage d'une étape à une autre suit un mouvement ininterrompu et permanent, car il est consécutif à la modification du rapport des forces sociales en présence. »⁸

Ailleurs elle n'hésite pas à affirmer que « les spécialistes » — lesquels et de quoi ? — préfèrent employer le terme de « conception stalinienne du marxisme » plutôt que celui de « stalinisme », dont elle assure qu'il est « de nature à engendrer la confusion »⁹ : nous aimerions pourtant savoir quels spécialistes pensent qu'il y eut vraiment une « conception stalinienne du marxisme » (alors qu'elle-même admet qu'il n'existe aucune « théorie stalinienne » et que c'est « une thèse que personne ne défend »¹⁰). Elle affirme

plus loin de façon péremptoire la distance qui existerait, selon elle, entre Staline et la politique du Front populaire, cette dernière étant l'œuvre de Dimitrov ¹¹... ou encore la « nature différente » (et elle insiste !) de la politique de « Front populaire » et de « Front anti-impérialiste » ¹², sans apparemment se douter un instant qu'il existe plus qu'une « nuance » entre « Front unique prolétarien » et Front populaire, par exemple ¹³. Que dire du certificat décerné à Régis Debray en tant qu'auteur de *la* « théorisation » sur la révolution cubaine ¹⁴ ? S'agit-il d'enfantillages ? Cette assurance revêt parfois des accents qui semblent attendrissants de naïveté lorsque, se demandant tout de même (et sérieusement) si les intéressants « décalages sémantiques » qu'elle a relevés dans le discours de Lombardo Toledano à la fin des années trente ne révéleraient pas un certain « opportunisme », elle invoque aussitôt une circonstance atténuante en rappelant avec un grand sérieux : « Mais la dénatura-tion du marxisme et de ses concepts politiques traditionnels n'est-elle pas également un des traits essentiels de la conception stalinienne ? » ¹⁵. Ou encore quand elle assume qu'un travail sur l'U.R.S.S., dans le mesure où il est fait par des Soviétiques, doit être nécessairement supérieur à tout autre dans « la connaissance et l'assimilation du marxisme, même stalinisé » ¹⁶.

MGP n'est pourtant pas dénuée de pénétration et se montre capable d'obtenir des résultats en dépit des mauvais outils qu'elle a choisi d'utiliser. Bien qu'elle soit apparemment persuadée — c'est même là son postulat — que Lombardo, bien que sa pratique contredise sa théorie, est un homme qui écrit ce qu'il pense et qui pense ce qu'il écrit, bien qu'elle manifeste à tout moment une conviction apparemment inébranlable selon laquelle la clé de la politique de Lombardo se trouve dans ses « idées », elle a étudié de près les textes sans négliger, comme d'autres le font trop souvent, la chronologie. C'est ainsi qu'elle a bien dégagé le « tournant » de 1935, le retour en octobre de la même année du dirigeant de la CTM après le VII^e congrès de l'I.C. et son « expérience » de l'U.R.S.S. Bien sûr, elle pense que Lombardo Toledano dit vrai quand il écrit qu'il a subi un choc avec la « découverte » de « la patrie des travailleurs », du « pays du socialisme » ¹⁷, mais elle a tout de même été capable de saisir le lien entre cette « expérience » et l'importante révision que fait Lombardo de sa conception de la nature de l'Etat... mexicain. Après avoir célébré les mérites du congrès qui a, selon lui, libéré les initiatives des partis communistes et brisé la « gangue » (il ne dit pas s'il a brisé aussi le « dogmatisme »), Lombardo Toledano explique en décembre 1935 que l'Etat mexicain n'est pas un Etat de classe : il serait devenu « une nation et la nation un Etat au service de la majorité du peuple mexicain » ¹⁸, laquelle est évidemment incarnée par le gouvernement et le parti officiel : il assure en effet que la bourgeoisie est exclue des commandes de l'appareil de cet Etat, lequel s'incarne en même temps dans le parti unique, le P.N.R., instrument, non de répression voire de coercition, mais de simple administration ¹⁹.

Très correctement, MGP voit dans ce « tournant » — qui n'est en réalité que la traduction au Mexique de la politique déterminée à Moscou après une longue hésitation — une « démarxisation de la pensée politique » qu'elle qualifie d'« adaptation à l'idéologie dominante » ²⁰, sans y déceler toutefois la conséquence d'une *politique* — celle des Fronts populaires — qui se déve-

loppe à l'échelle mondiale à partir d'août 1935. Dans le même temps, elle relève que Lombardo Toledano, à partir de ce moment, ne voit plus aucune contradiction entre lutte nationale et lutte sociale, ce qui le mène dans la pratique à « un accord total » avec le gouvernement Cárdenas sur la place et le rôle de la bourgeoisie mexicaine dans la « révolution »²¹. Elle montre avec beaucoup de clarté que Lombardo subordonne l'organisation de classe des travailleurs, la C.T.M., au gouvernement Cárdenas et l'oblige à renoncer à son indépendance de classe en la faisant adhérer au P.R.M., parti officiel dont elle ne saisit pas qu'il est la forme mexicaine *sui generis* du Front populaire, ce qui ne change rien d'ailleurs à la valeur de la remarque. Mais pourquoi couronner cette fine analyse, inachevée, par des platitudes, voire des inexactitudes, comme cette description/interprétation sur le lien entre Front populaire et mouvement de masses... en France, qui relève malheureusement du dogme ou de la cassette²² ?

Malheureusement, MGP retombe très vite dans des errements infiniment plus graves que ceux que nous avons signalés, avec ses développements sur Trotsky, dont elle doit parler, dont elle veut parler, mais dont elle ne s'est jamais résignée à commencer une étude sérieuse. C'est ainsi qu'elle nous entretient de la théorie de « la révolution permanente » sans même mentionner *Bilan et Perspectives*, ni — c'est plus grave encore — *La Révolution permanente* elle-même, qu'elle semble ignorer, puisqu'elle assure que Trotsky a développé « cette idée » dans le premier tome de *l'Histoire de la Révolution*²³ qu'elle semble donc avoir feuilleté. Tout au long de ce que l'on ne peut qualifier que de « bavardages » où son unique source est le *Trotsky* d'Isaac Deutscher qu'elle qualifie de « biographie exhaustive »²⁴, ce qui lui permet d'ignorer les autres travaux, elle assure par exemple que « le rejet de tout Front populaire sera le point nodal (*sic*) de cette irréelle et fantomatique IV^e Internationale fondée à Paris en septembre 38 »²⁵, confessant probablement en cette unique phrase l'alpha et l'oméga de ses connaissances sur la question et l'ignorance qui est la sienne qu'il s'agit ici de l'indépendance du prolétariat ou de la subordination de ses partis au programme de la bourgeoisie ! Il eût sans doute suffi à MGP de lire quelques pages de Trotsky pour le comprendre. Mais il ne s'agit pas ici seulement de paresse. MGP qui n'a pas lu Trotsky, c'est clair, assure qu'il s'intéresse peu au Mexique et qu'il continue à l'ignorer à l'époque où il y habite²⁶, lui attribue les inquiétudes nourries par son fils avant l'installation²⁷, lui prête de la « vindicte »²⁸, parle de son « mépris pour les révolutions non-permanentes »²⁹ (les bras en tombent, d'une telle prétention), assure qu'il fut perçu au Mexique comme « un agent de la réaction »³⁰ ! Est-ce faute d'écriture ou perfidie calculée que d'écrire : « Trotsky indigné, mais également soupçonné »³¹ ? Est-ce étourderie ou malhonnêteté que de préciser qu'il n'est même pas besoin de citer Gorky ou Ehrenbourg (*sic*) pour démontrer que Trotsky était coupé des intellectuels³² ? Ou encore de donner Lombardo ou *Futuro* en référence, pour étayer des affirmations concernant l'accueil fait à Trotsky par le réactionnaire Cabrera ou sur la prétendue hostilité de l'opinion publique à « la versatilité politique » de Diego Rivera³³ ?

Gogo ou propagandiste ? La question est posée, qui n'exclut pas l'hypothèse de l'ignorance prétentieuse. Que vient faire dans cette thèse sur Lombardo Toledano une polémique contre Ernest Mandel ³⁴, laquelle a pourtant le mérite de nous montrer que MGP ne comprend non seulement pas ce que signifie « révolution permanente », mais pas non plus ce que veut dire révolution « démocratique-bourgeoise » ³⁵ ? Pourquoi avoir lu en diagonale Octavio Fernández et agrémente un mauvais résumé d'appréciations marginales, comme s'il s'agissait d'une « copie » à corriger ? Pourquoi manifester une nouvelle fois son ignorance à propos de Francisco Zamora en le présentant à la fois comme un « trotskyste » et « un intellectuel critique traditionnel », sans doute pour mieux colorer de militantisme la physionomie du licencié Lombardo ³⁶ ?

Une fois de plus, au terme de pages qui oscillent entre le médiocre et l'inacceptable, un aveu, qui est peut-être un alibi, on ne sait plus : MGP qualifie Francisco Zamora de « plus cohérent et plus lucide des marxistes mexicains » ³⁷, sans avoir encore compris pourtant sa dimension de militant politique et syndical, sa stature, qui n'est pas celle d'un « intellectuel critique » et encore moins d'un politicien.

Dans sa conclusion sur Vicente Lombardo Toledano, MGP nous assure qu'il s'est engagé du côté des « plus opprimés et des plus faibles » ³⁸. Il est vrai qu'il s'est engagé de « leur côté » pour leur prêcher l'abandon de leur indépendance de classe ³⁹ et la soumission à ce qu'il a appelé Etat-Nation ou Nation-Etat. C'est le droit de MGP de ne pas douter en l'affaire de « son progressisme » ni de « sa sincérité ». Pourquoi cependant ne pas au moins tenter d'expliquer pour quelles puissantes raisons ce chef syndicaliste « progressiste et sincère » n'a pas hésité à mettre en péril l'axe même de sa politique, l'alliance avec Cárdenas, pour combattre l'application du programme démocratique (je précise bien : *démocratique*) de ce dernier à travers le droit d'asile pour Trotsky ? Pourquoi la solidarité avec Staline l'a-t-elle emporté chez Toledano sur la fidélité à son propre programme sur un point capital ? Pourquoi enfin Vicente Lombardo Toledano a-t-il été au Mexique un meilleur représentant des intérêts de l'Union soviétique, ou plutôt de son gouvernement, que le P.C. mexicain lui-même ? MGP ne propose pas de réponse à ces questions dans une thèse sur Toledano où elle exprime pourtant son opinion sur le caractère « irréel » de la IV^e Internationale et le « schématisme » de ses partisans ! C'est gros.

On pourrait écrire des pages encore sur ses procédés. Il serait intéressant de voir par exemple l'utilisation par MGP de la chronologie, outil commode pour la falsification puisqu'il peut se passer de références et facilite rapprochements et insinuations. Il est tout de même un peu fort d'écrire dans sa chronologie que la C.T.M. assure qu'elle ne sera pas hostile à Trotsky, dans un texte qu'on ne cite pas, mais de ne même pas y mentionner la résolution votée par son congrès le déclarant « ennemi du peuple mexicain » ⁴⁰ — résolution évidemment présentée par Lombardo.

Il est tout de même abusif de laisser percer une indignation de bon aloi à propos des attaques de Trotsky contre Bassols, sans les avoir de toute évidence

lues dans le texte, sans citer un seul des comptes rendus de presse et en adoptant sans discussion la version de Bassols qui s'estimait diffamé.

Enfin, MGP a eu des « entretiens importants », essentiellement avec des collègues universitaires ou des proches de Lombardo, mais curieusement avec aucun proche de Trotsky ni aucun universitaire ou chercheur compétent sur cette question. En revanche, elle a interrogé Georges Fournial qu'elle présente comme « journaliste, spécialiste de l'Amérique latine, militant politique »⁴¹. Ignore-t-elle l'appartenance politique de Fournial et pourquoi la cache-t-elle à son lecteur, si elle la connaît ? Ignore-t-elle les accusations portées publiquement contre lui personnellement et qu'il n'a jamais contestées en justice, d'appartenir aux « services » et d'avoir contribué pendant son séjour au Mexique en 1938 à la préparation de l'assassinat de Trotsky ? Nous reconnaissons à MGP le droit de rencontrer Georges Fournial et de le trouver intéressant. Nous lui dénions celui de le présenter sans dire ce qu'on sait de lui, les ombres et les rumeurs, sans dire que son témoignage ne peut nullement être mis sur le même plan pour son travail que l'entrevue qu'elle a eue avec les historiens Jean Meyer et Luis González.

Une ultime remarque. On va certainement ici ou là trouver désagréable le « ton » de ce compte rendu, dans la mesure où les universitaires qui n'aiment pas parler du « fond » préfèrent chercher refuge derrière des considérations de forme qui permettent d'interdire moralement de parler de mensonge ou de falsification, de calomnie ou d'insinuation malhonnête, sous peine d'être accusé du crime... d'impolitesse. Mais les aspects de ce travail ici relevés sont tout de même assez exceptionnellement déplaisants. On travaille sur Lombardo Toledano, « le réel, l'idéologie et la pensée politique » chez lui. On en profite pour exprimer sur Trotsky et ses camarades, y compris ceux qui écrivent quarante ans après sa mort, des opinions personnelles parfaitement déplacées dans un tel travail. On se croit probablement protégé par l'ignorance généralisée des questions abordées. Mais est-ce vraiment une pratique justifiable dans une thèse ? L'attitude du jury pourrait le laisser supposer. En effet, MGP, qui a soutenu sa thèse dans l'année universitaire 1983-1984, devant un jury qui ignorait sans aucun doute à peu près tout des documents authentiques du combat de Lombardo contre Trotsky, n'avait de toute évidence même pas pris connaissance de l'ensemble des travaux de notre Institut et de notre groupe de recherche du C.N.R.S., notamment des articles et documents reproduits dans le numéro 11 des *Cahiers Léon Trotsky* paru en juin 1982, et particulièrement de l'étude d'Olivia Gall sur *Clave*, dont la lecture lui aurait évité d'écrire plusieurs sottises.

En outre, non seulement MGP a délibérément méprisé la seule documentation récente qui aurait pu lui rendre service, mais, en outre, elle la défigure avec un certain cynisme. C'est ainsi par exemple qu'à propos du flirt entre Trotsky et Frida Rivera — dont on saisit mal le rapport qu'il a avec son sujet, *Réel, Idéologie et Pensée politique...* — elle s'interroge sur l'effet qu'il produisit sur les relations entre Trotsky et Diego Rivera, en renvoyant au livre de Jean van Heijenoort qui écrit qu'il ne put en avoir ! Plus grave encore, elle ose affirmer également que, « curieusement », c'est cet épisode qui semble

avoir retenu le plus l'attention des chercheurs depuis l'ouverture des archives de Harvard en 1980... Responsable d'un institut qui a depuis cette date publié treize volumes des *Œuvres* de Trotsky et en était à neuf quand elle soutint sa thèse, et dix-sept *Cahiers* dont dix à la date de sa soutenance, je ne reconnais à personne le droit de me contester le droit d'écrire ici nettement que de tels écarts et pareille désinvolture sont inexcusables dans un travail scientifique (et je ne parle pas d'une thèse) !

Allant, à la lecture de ce travail, d'étonnement en indignation, j'ai pourtant hésité un moment : s'agissait-il d'ignorance ou de parti-pris ? Je suis maintenant convaincu que les deux coexistent ici, l'ignorance expliquant le parti-pris et le parti-pris ayant dispensé le chercheur de chercher. Mais pourquoi bâtir là-dessus une thèse ? Simplement pour le titre de « Docteur d'Etat » ?

*

* * *

J'ai, comme on dit à l'université, dirigé la recherche d'Olivia Gall et le travail de cette brillante étudiante a été atteint de plein fouet par la crise économique qui a frappé si dur le Mexique et ses boursiers d'enseignement supérieur. Olivia Gall a dû regagner le Mexique au moment où elle s'installait pour l'ultime étape et il a fallu l'intervention d'un président d'université responsable pour qu'une étudiante salariée dans ces conditions soit reconnue dans l'ex-boursière qui avait perdu toute bourse. Ce sont ces conditions et le délai très bref imparti du coup au travail final qui expliquent de petites imperfections, à limer pour l'édition dont nous espérons qu'elle ne tardera pas.

Cette thèse de troisième cycle ⁴² soutient la comparaison avec n'importe quelle thèse d'Etat, surtout la précédente. Pour parler de « Trotsky et la vie politique dans le Mexique cardéniste entre 1937 et 1940 », Olivia Gall a utilisé l'abondante documentation de l'Institut Léon Trotsky, séjourné plusieurs semaines à Harvard et à Stanford, dépouillé la collection d'Octavio Fernández, les papiers de Félix Ibarra, les archives de l'ancien représentant de la IV^e Internationale à México, Charlie Curtiss et les archives de l'Etat mexicain comme les archives privées du général Múgica. Elle a longuement interrogé les témoins essentiels, Jean van Heijenoort et Octavio Fernández, le fils d'Antonio Hidalgo, Félix Ibarra et Félix Rodríguez, Manuel Alvarado, Charlie Curtiss (dont MGP croit qu'il s'appelle Cortes — son pseudonyme), Adolfo Zamora, les regrettés Francisco Zamora et Francisco Zendejas. Elle a rencontré Ella Wolfe, confidente de Frida ⁴³. Elle a même retrouvé les traces d'un des attaquants de la maison de Trotsky (qu'on croyait mort), Nestor Sánchez Hernández et interrogé l'homme ⁴⁴. Bref, elle a travaillé et sait de quoi elle traite : ce n'est pas, nous le savons, le cas de tout le monde.

Il n'y a pas de lacune dans le travail d'Olivia Gall sur Trotsky au Mexique, même si on peut lui reprocher de n'avoir pas toujours souligné comme il aurait convenu tel ou tel texte ou événements (la polémique contre les étudiants marxistes, le congrès international contre le fascisme, la rencontre avec Mateo Fossa, les agressions des séides de Siqueiros contre les journaux d'information, par exemple). Les textes sur le Mexique ont été repérés, situés dans

leur contexte, expliqués, justement commentés. Il n'y a que très peu d'erreurs à rectifier, de nuances à apporter : une légère exagération du rôle de García Trevino, des affirmations qui doivent être nuancées sur Klement et Sylvia Ageloff, le fait que Diego Rivera n'a pas été l'intermédiaire entre Trotsky et Orozco ⁴⁵. L'entourage de Trotsky est bien campé, des hommes injustement peu connus y prennent un grand relief, comme Francisco Zamora, journaliste et professeur, ancien membre de la commission Dewey.

La thèse d'Olivia Gall présente le grand mérite de donner une représentation simple et claire de l'analyse du Mexique par Trotsky, de l'application par lui à sa terre d'accueil de la théorie de la « révolution permanente » : elle explique très bien l'analyse du régime de Cárdenas comme un régime « bonapartiste » que Trotsky qualifie de « *sui generis* », l'appui sur les ouvriers, mais dans un cadre d'organisation qui empêche la jonction ouvriers-paysans et prend appui sur les seconds pour discipliner les premiers. Elle apporte également beaucoup d'éléments intéressants sur un phénomène qui est loin d'être spécifique au Mexique, mais que Trotsky a découvert dans ce pays : l'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat, en l'occurrence, le rôle de la C.T.M., dirigée par Lombardo Toledano, intégrée au parti officiel. Relevons également qu'Olivia Gall a parfaitement compris la dialectique entre révolution sociale et libération nationale telle que les comprend Trotsky et qui le conduit à chaque pas à s'opposer de front aux sectaires de sa propre organisation : « Le prolétariat peut sauter par-dessus les étapes, notamment celle de la démocratie en général, mais nous ne pouvons pas sauter les étapes du développement du prolétariat », doit-il leur rappeler.

Olivia Gall promène sur le Mexique le jet de lumière qu'a été Trotsky, qu'elle considère comme un « révélateur ». Il ne reste plus rien de l'hagiographie de Lombardo Toledano, après ce travail qui nous montre que ce fameux « maestro » était au service de la politique étrangère de Moscou pour son objectif essentiel, Trotsky, et que, pour le reste, il n'avait qu'un peu de mou dans la laisse qui l'attachait. L'analyse qu'elle fait du personnage, somme toute médiocre politicien, s'accompagne d'une brillante description de la C.T.M. en tant qu'appareil politique ; mais la machine syndicale brille par son absence et l'on est tout de même réduit à imaginer que les travailleurs n'avaient guère le droit à la parole dans les troupes organisées par la centrale du « licenciado ». Le PCM apparaît comme ce qu'il est, un parti médiocre, avec des dirigeants brutaux, bornés et serviles, une histoire de coups de force et de destruction directe et indirecte des militants et des possibilités. Chemin faisant, Olivia Gall éclaire certains épisodes : l'in vraisemblable gaspillage politique et humain de l'année 1929, l'exclusion des dirigeants de masse coupables de ne pas claquer les talons, la liquidation d'organisations entières, la promotion des imbéciles et des échines souples sont là pour nous rappeler ce que fut le tournant vers la « troisième période ». Elle dresse le bilan de nos connaissances — avant la mise au point d'Alexandre Gálvez — sur Julio Antonio Mella, fondateur du P.C. cubain, lié à l'époque de son assassinat à l'Opposition de gauche au Mexique, abattu au bras de Tina Modotti dont on sait qu'elle était alors sa compagne avant de partager la vie du tueur du G.P.U., Vidali, alors Carlos Contreras et envoyé de l'I.C. ⁴⁶ Elle présente

également avec beaucoup de talent le dossier qui révèle que le grand romancier José Revueltas n'a pas parcouru sa longue route du stalinisme au trotskysme, mais du trotskysme au trotskysme par un trop long détour à la direction du parti stalinien ⁴⁷. Elle raconte l'aplatissement des dirigeants du P.C.M. devant les bureaucrates syndicaux Lombardo et Velásquez au nom de « l'unité à tout prix ». Bref, elle nous permet de comprendre comment s'est dessinée cette débilité du stalinisme mexicain, malgré les injonctions du G.P.U., et que ce parti est mort, déshonoré, d'avoir assassiné Trotsky aux ordres de Staline.

Ce n'est que tardivement qu'Olivia Gall s'est laissée convaincre de se tourner vers la droite et l'extrême-droite mexicaines. Non que celles-ci aient été susceptibles d'éclairer de façon particulière son sujet. Mais parce qu'il est instructif de découvrir à travers leurs textes que la haine contre Trotsky, identifiée chez eux à la haine contre les Juifs et les communistes, était le sentiment qui servait de moteur aux « fascistes » dénoncés par Lombardo comme aux lombardistes eux-mêmes : fascistes, staliniens et lombardistes ont les mêmes accents et bien souvent les mêmes mots. Ce n'est pas par hasard que, face à Trotsky comme face à l'impérialisme du Nord, les staliniens mexicains et leurs alliés se retrouvaient à l'extrême-droite de l'arc-en-ciel politique. Derrière les mots lombardo-staliniens d'un vocabulaire d'une stupéfiante violence, on aurait alors pu découvrir les mêmes stigmates qui caractérisent les assassins venus de la droite... Une étude attentive eût probablement découvert une identité avec Hitler dénonçant la main de Trotsky dans les manifestations de février 1934, les félicitations de Mussolini à l'adresse de Staline après les exécutions des procès de Moscou. On eût peut-être touché du doigt, en ces années d'avant-guerre, ce que les procès staliniens des années trente allaient mettre en pleine lumière : à travers l'antisémitisme ouvert, ces points communs entre hitlériens et staliniens, et la clé de l'entreprise commune que fut, en août 1940, l'assassinat de Trotsky. Les quelques pages bien informées d'Olivia Gall sur la droite nous laissent donc un peu sur notre faim.

De même, ce n'est qu'en passant et à propos des passionnantes recherches du jeune historien Pérez Montfort qu'Olivia Gall mentionne l'hypothèse de ce dernier concernant la rébellion de Cedillo et ses prétendus liens avec les puissances de l'Axe : bien qu'il ne nie pas la « sympathie idéologique » du général rebelle pour les puissances de l'Axe, le jeune historien refuse d'accepter la thèse stalino-lombardiste d'un « complot » appuyé sur les forces germano-italiennes alors que le cacique de San Luis Potosí était surtout l'homme des grands propriétaires expropriés et peut-être d'intérêts pétroliers en rupture avec la politique de Roosevelt. La même remarque est valable pour les aboyeurs de la presse mexicaine et nord-américaine qui présente Cárdenas comme « un bolchevik » parce qu'il nationalise les pétroles et institutionnalise une « gestion ouvrière ». Tous ces gens ont haï Trotsky avant tout. Olivia Gall aurait dû fortement souligner une idée que l'on ne découvre qu'entre ses lignes : Trotsky fut-il rejeté comme « agent de la réaction », comme l'assure MGP, ou bien en tant que « Juif ennemi du Christ et de l'hispanité », comme le clame la droite ? La question est posée et elle sera définitivement réglée avec une étude de la droite. D'ores et déjà, il y a là assez d'éléments pour

qu'on puisse résolument écarter l'affirmation tendancieuse d'un refus populaire global et progressiste que dément déjà la présence de centaines de milliers de petites gens sur le parcours du cercueil de Trotsky et l'entrée directe de ce dernier dans la légende orale du peuple mexicain avec les *corridos* dont il est le héros.

De toute façon, c'est tout de même probablement une des preuves de la richesse du travail d'Olivia Gall que ce perpétuel jaillissement d'idées et d'hypothèses, cet appel à l'imagination, son entrain à ouvrir la porte des nombreux possibles, dont elle nous donne une idée quand elle cite l'éblouissante conclusion du livre d'Adolfo Gilly *La Revolución interrumpida*. De ce point de vue, Olivia Gall, qui est mexicaine, a parfaitement épousé la partie non-mexicaine de son sujet, Trotsky, aussi éclatant, varié et étincelant que la vie sous le soleil des tropiques. Et c'est la grandeur même de l'exilé qu'elle nous fait sentir en rappelant l'amitié qui l'a lié à un homme qui était son adversaire politique, le général Múgica, l'admiration sincère pour le courage et l'honnêteté de Cárdenas, « Bonaparte » du Mexique. Amitié, estime, et conflits d'idées entre hommes différents, la leçon est aussi belle que celle qui nous montre la phénoménale stature de Trotsky appréhendant une réalité nationale profondément originale qu'il ignorait totalement en arrivant et l'intégrant dans sa vision mondiale.

La thèse de MGP était une réédition à peine mise à jour des attaques des assassins et de leurs complices. Celle d'Olivia Gall est finalement — et probablement sans qu'elle l'ait voulu — un monument à la gloire du « penseur assassiné ». Qu'elle en soit remerciée. Il faut des Olivia Gall pour faire oublier les thèses des MGP.

*
* *

C'est à une catégorie toute différente de travaux universitaires qu'appartient la thèse de notre collègue ivoirien Théophile Kouï, *Le Roman de José Revueltas : Politique et Fiction* ⁴⁸, une solide analyse dans le sens des travaux du Centre de recherche socio-critique de Montpellier et d'Edmond Cros, que nous n'aborderons ici que pour la partie qui nous a valu d'être membre du jury, à savoir la partie historique.

De ce point de vue, il est difficile d'estimer que Théophile Kouï innove en tant que biographe de Revueltas. Tout au plus dit-il à haute voix ce que beaucoup pensent, à savoir que l'itinéraire politique du grand romancier l'a finalement conduit du stalinisme des années trente à une sorte de trotskysme dans les années soixante. Mais l'affaire est en réalité beaucoup plus compliquée, puisque les témoignages des anciens, corroborés par une lettre à Trotsky de l'Américain Abern, attestent que le jeune Revueltas, âgé de quinze ans à peine, fut membre du premier noyau de l'Opposition de gauche, constitué autour d'un militant de l'organisation des pionniers — les moins de seize ans —, l'Américain Russell Blackwell, plus connu sous le nom de Rosalio Negrete. A cette époque, bien entendu, les militants de l'Opposition sont quand ils le peuvent également membres du parti et des jeunesses et c'est à une date indéterminée que notre Revueltas s'est éloigné du groupe de

L'Opposition de gauche et a commencé une rapide ascension dans les J.C. et le parti.

C'est à ce titre qu'il a été arrêté une première fois en 1932 et enfermé quatre mois aux îles Marias, puis une deuxième fois en mai 1934, où il resta aux Marias jusqu'en février 1935. Ces deux expériences constituent la substance de son roman *Los Muros de Agua*. Nous savons qu'il était aux îles avec plusieurs trotskystes et qu'il soutint la position hétérodoxe du point de vue stalinien selon laquelle il fallait organiser avec eux la défense de tous les prisonniers politiques, une position que d'autres dirigeants du parti lui reprochèrent violemment mais sur laquelle il tint bon. Cela n'empêcha pas qu'en sa qualité de dirigeant des Jeunesses, Revueltas fit partie de la délégation mexicaine au VII^e congrès de l'I.C. et y signa un texte appelant les communistes mexicains à opérer le « tournant » préconisé par l'I.C...

Il semble bien que José Revueltas, dont la période d'oppositionnel de gauche avait été pour l'essentiel dirigée contre la politique « sectaire » de la « troisième période » et ce qu'il appelle son « dogmatisme doctrinaire », ait bien accueilli et très sincèrement un tournant dans lequel il entrevoyait enfin la possibilité pour le P.C.M. de devenir un « parti de masses » et de réunir la masse des travailleurs exploités sous son drapeau de combat pour le socialisme. Curieusement cependant, Théophile Kouï semble perdre la trace de son personnage pendant cette période cardéniste si instructive, faute d'avoir découvert l'existence — pas clandestine du tout — d'une riche interview qui pourrait servir de point de départ à une bonne recherche de biographie politique pour cette période⁴⁹. Et nous devons renoncer à connaître pour le moment la position de Revueltas dans le débat autour du thème imposé par Browder au nom de l'I.C. de « l'unité à tout prix », et sa place dans le dispositif mis en place pour l'hallali contre Trotsky.

Kouï ne retrouve la trace de Revueltas qu'après la mort de Trotsky, mais le serre de près désormais. Revueltas est exclu du P.C.M. en novembre 1943 ; avec d'autres exclus, il se retrouve au Groupe marxiste indépendant, puis à la Ligue socialiste mexicaine de Bassols et enfin, en 1948, avec Lombardo Tolodano, quand ce dernier fonde le parti populaire. Il rompt avec ce dernier en 1954, revient au P.C.M. en 1956 au temps de la déstalinisation, est exclu avec toute sa cellule en 1960 pour ses positions. C'est alors qu'il fonde la Ligue léniniste spartakiste, dans laquelle Théophile Kouï voit un retour vers les « anciennes positions » qu'il avait « reniées » sous le poids des « critiques dogmatiques ». Il en est exclu en 1963 avec toute la minorité qu'il inspirait et qui est accusée d'« activités fractionnelles ». Kouï pense qu'il consacra alors son temps à liquider « ce qu'il y avait encore en lui de stalinien », sans rejoindre une organisation et en luttant pour l'unité des révolutionnaires ce qui l'amena à renouer avec les trotskystes. Il joua un rôle très important en 1968 dans la protestation contre le massacre des étudiants de Tlatelolco, le 2 octobre, et reprit fièrement le chemin de la prison où il resta du 16 novembre 1968 au 13 mai 1971 où, comme les autres détenus, il fut grâcié par le président Echevarria. Gravement diminué par la grève de la faim qu'il avait eu à soutenir, il est mort à 62 ans le 14 avril 1976.

Il n'est évidemment pas question ici de tenter même partiellement de résumer le travail considérable de T. Kouï sur l'ensemble de l'œuvre romanesque de José Revueltas. Ses conclusions sont capitales. C'est sur la base de sa propre expérience de militant, puis d'écrivain et de militant en même temps, que José Revueltas, membre du parti dont les dirigeants firent assassiner Trotsky sur ordre de Staline, le rejoint dans ses conclusions pour la défense de la liberté totale dans l'art et la littérature. L'écrivain en particulier doit combattre pour la vérité, avant tout exprimer ce qui est et ce qu'il sent sans se préoccuper de message ni de propagande : c'est parce que la vérité est rébellion qu'elle est révolutionnaire.

L'œuvre romanesque de Revueltas n'est pas autobiographique. Mais ses héros sont des hommes de chair et de sang, militants ouvriers, cadres d'origine intellectuelle, marginaux, paysans pauvres, mais aussi « révolutionnaires » rassasiés, comme dans le parti officiel : il nous fait assister au saisissant spectacle qu'est « l'éclosion, au sein même des masses révolutionnaires, d'une conscience petite-bourgeoise, une conscience de parvenus, d'arrivistes ». C'est bien entendu au sein du P.C. que se trouvent les types les mieux dessinés, depuis le secrétaire général, philistin cynique, jusqu'aux opposants qui font jusqu'au bout ce qu'ils doivent, en passant par la masse écrasée et souvent désespérée de ceux qu'il appelle « les communistes du silence » face à leurs illusions perdues et à leurs espoirs ravagés par les chefs. Un compte rendu dans les *Cahiers Léon Trotsky* se doit de relever que le roman *Los Errores* porte sur le thème des procès de Moscou, de l'épuration du parti, du massacre des communistes. Il nous emmène jusqu'à Moscou dans la prison où est détenu pour « trotskysme » le militant du P.C.M. qu'il appelle Padilla — une couverture transparente pour Evelio Badilla qui connut le même sort ⁵⁰. On peut seulement regretter qu'une connaissance de toute évidence insuffisante de l'histoire du P.C. mexicain n'ait pas permis à Kouï, ici ou là, de découvrir des « clés » dont l'utilité pourrait être grande même pour son travail de socio-critique.

Une remarque cependant s'impose. Théophile Kouï, dont les prises de position principielles semblent le rattacher à quelque courant communiste critique, ou à tout le moins anti-stalinien, présente du stalinisme une interprétation parfaitement idéaliste, ce dernier se résumant sous sa plume à une « pratique », tantôt sectaire et tantôt opportuniste, dont l'origine est à chercher dans ce qu'il appelle le « dogmatisme », c'est-à-dire l'élaboration d'une politique en fonction de ce qu'il appelle des « dogmes » ou plutôt des « dogmes figés », au nombre desquels il range, de façon un peu surprenante, non seulement « le socialisme dans un seul pays », « le social-fascisme », le « Front populaire », mais aussi le « centralisme démocratique ». Ainsi rejoint-il curieusement la conception, critiquée plus haut, de MGP qui retraçait avec délices des « conflits d'idées » en distribuant bons et mauvais points à ceux qui les comprenaient bien ou mal, en entier ou partiellement. Comment expliquer telle coïncidence ? Peut-être par ce que nous avons appelé au début de cet article, avec une ironie dont nous espérons qu'elle n'a abusé personne, le « marxisme moderne », et parce que l'université est susceptible de reproduire à l'infini ce type de construction aussi abstraite qu'artificielle qui justi-

fie les privilèges en conférant à certains des siens la toge qui permet de juger « les idées ». Ou s'agit-il simplement du risque encouru dans ce cadre par ceux qui, même se réclamant de la « socio-critique », n'arrivent pas à sortir d'un monde où il n'existerait que des idées et où celles-ci s'affronteraient à travers des textes dont il n'est pas certain qu'ils aient été écrits par des hommes et véhiculés par des classes ? Nous nous abstenons de répondre à cette question, faute d'éléments suffisants.

Notre conclusion sera plus modeste. Ces trois thèses qui touchent toutes les trois à la période capitale de Cárdenas dans l'histoire mexicaine, soulignent avec force, s'il en était besoin, la médiocrité de la littérature historico-politique française sur ce Mexique qui n'a pourtant jamais été, et est aujourd'hui moins que jamais, la cinquième roue de notre char-planète. A quand un bon manuel ? Ou la traduction du livre de Luis González ? A quand une bonne thèse sur le syndicalisme mexicain, par exemple sur Velázquez⁵¹, ce « Fidel » qui explique en ces années de crise aux travailleurs mexicains qu'il ne faut rien qui puisse gêner le gouvernement et qui, dans les années trente, contrôlait les journaux et l'appareil de la C.T.M. qu'il a finalement conservée au parti officiel ? Mais, de grâce, si une thèse de ce genre est en gestation dans une U.E.R. d'études ibériques ou latino-américaines, que les professeurs chargés de la direction de la recherche n'oublient pas que les historiens, l'histoire et la compétence peuvent être d'une grande utilité pour un travail à dimension historique. Ils éviteront ainsi un certain discrédit, désagréable, mais malheureusement mérité, comme nous l'avons montré à travers le cas de la première thèse passée en revue.

NOTES

1. Mme Maryse Gachie Pineda s'autorise à parler de deux débats d'idées qui se sont déroulés au Mexique en les appelant respectivement D1 et D2. Les initiales en question apparaissent page 125, mais l'explication n'en est donnée qu'à la page 139...
2. Cette thèse porte le label de l'Institut d'études ibériques de Paris III-Sorbonne nouvelle et a été dirigée par M. le Professeur Claude Fell. Elle a été soutenue durant l'année universitaire 1983-1984.
3. Rappelons le rôle joué par Francisco Zamora dans l'enseignement de l'école d'économie de México.
4. MGP confesse son ignorance de l'anglais, ce qu'un certain nombre de références dans cette langue avaient laissé supposer. On comprend pourtant mal qu'elle n'ait pas appris le minimum nécessaire : dans un pays dominé, la connaissance de la langue du maître est indispensable : dans la bibliothèque d'intellectuels comme F. Zamora ou V. Lombardo, c'est évidemment en langue anglaise que se trouvent dans les années trente les ouvrages marxistes qui n'y sont pas en français.
5. MGP, vol. I, p. 137.
6. *Ibidem*.
7. *Ibidem*, pp. 164, 235, etc.
8. *Ibidem*, p. 234.
9. *Ibidem*, p. 239.
10. *Ibidem*, p. 95, p. 257.
11. *Ibidem*, p. 249. Serge Wolikow a développé cette idée en France : elle consiste à « séparer » Staline de la politique du Front populaire, au bénéfice de cette dernière. L'idée est actuellement développée dans le monde entier, pratiquement sous une forme identique. Elle connaît une certaine vogue comme l'a démontré un récent débat dans la *New York Review of*

Books entre Theodore Draper et les champions de la « Nouvelle Histoire ». Elle permet de frayer la voie à une nouvelle politique de Front populaire, ainsi « réhabilitée » au détriment de Staline de toute façon démonétisée.

12. *Ibidem*, p. 275.
13. Rappelons que le Front populaire est caractérisé par l'alliance des partis ouvriers avec des formations politiques bourgeoises sur le programme de ces dernières. L'I.C. au temps de Lénine avait préconisé le « front unique ouvrier (ou prolétarien) » des partis socialiste et communiste. Les P.C., à la suite de l'I.C., n'avaient renoncé à leur politique de dénonciation des socialistes comme « social-fascistes » — qui avait ouvert la voie à Hitler — que pour préconiser l'alliance avec les partis bourgeois des métropoles et des colonies (le parti radical en France).
14. MGP, I, p. 244.
15. *Ibidem*, p. 278.
16. *Ibidem*, p. 139.
17. Vicente Lombardo Toledano, « El VII Congreso de la Internacional comunista », *El Universal*, 20 novembre 1935.
18. V. Lombardo Toledano, « El Significado sociológico de las Guardias Blancas », *El Universal*, 18 décembre 1935.
19. MGP, I, p. 213.
20. *Ibidem*, p. 215.
21. *Ibidem*, p. 229.
22. *Ibidem*, pp. 271-272.
23. *Ibidem*, p. 281.
24. *Ibidem*, p. 283.
25. *Ibidem*, p. 282.
26. *Ibidem*, pp. 287 sq. Il faut bien entendu s'intéresser soi-même à Trotsky pour découvrir le profond intérêt qu'il éprouvait pour le Mexique : il faut en effet pour cela lire sa correspondance, rencontrer les frères Zamora et Octavio Fernández, Jean van Heijenoort et quelques autres.
27. Il est évidemment impossible de bâtir quoi que ce soit concernant l'attitude de Trotsky dans ce pays qu'il aime tant, à partir de ce que son fils en pensait *avant* !
28. MGP, I, p. 285.
29. *Ibidem*, n. 132, p. 332.
30. *Ibidem*, p. 292.
31. *Ibidem*, p. 290.
32. *Ibidem*, p. 287.
33. Page 49, MGP assure que « le peintre Diego Rivera, exclu du P.C. » a « une idéologie politique » qui « manque, aux yeux de l'opinion publique (*sic*) de fermeté et de consistance ». La note 32 renvoie à ce sujet à une affirmation de Lombardo. Pour l'accueil favorable de Cabrera à Trotsky, la référence est à la revue de la C.T.M. *Futuro*, « Chanteclercito y Trotsky » (février 1937). Cabrera, qui était de droite, mais intelligent, avait porté un jugement catégorique sur... les procès de Moscou. C'est ce que Lombardo lui reprochait et pas d'être de droite. « Curieusement », comme dirait MGP, elle ne semble pas avoir « compris » que les procès de Moscou avaient une certaine importance en eux-mêmes et pour Trotsky, et tout se passe, pour elle exactement comme pour Lombardo, comme si toute tentative de Trotsky de se défendre contre les accusations de Moscou était une agression — « maladroite », par-dessus le marché — contre les « progressistes » mexicains.
34. MGP, I, p. 354.
35. *Ibidem*, pp. 355-356. MGP cite « un article sur l'APRA » qui est peut-être l'un de ceux qui furent rédigés par Trotsky et signés par Rivera. Elle n'en sait rien et ne donne même pas de référence, ce qui nous interdit de répondre ici.
36. *Ibidem*, pp. 357 sq. C'est p. 365 que MGP, qui ignore visiblement que Francisco Zamora fut, dans de multiples activités, un militant, se permet de parler « du recul, de la distanciation d'un Zamora, intellectuel critique beaucoup plus « traditionnel » que Lombardo, directement impliqué, lui, dans la pratique politique et syndicale, etc. ». Le ridicule ne tue plus dans l'université française.
37. *Ibidem*, p. 357. En fait les articles de F. Zamora que MGP cite ici avec admiration sont la condamnation la plus sévère qui soit, non seulement de Lombardo, mais de sa thèse à elle.

38. *Ibidem*, p. 366.
39. « Nous ne voulons pas d'un parti de classe », affirme Lombardo (*Futuro*, mars 1938), cité sans référence paginée par MGP, p. 277 ; pour lui, les ouvriers réclament d'être l'avant-garde dans « le parti du peuple ».
40. Cette résolution qui fut publiée *in extenso* dans la presse du P.C. américain, par exemple, est mentionnée ici par MGP, p. 323, comme « une motion spéciale contre Trotsky » que Lombardo a « fait voter ». Le vote unanime par un congrès *syndical* d'une résolution sur le « trotskysme » et son histoire, en dit long sur la démocratie qui régnait dans la C.T.M. Mais cela ne semble pas entrer dans l'étude du « réel », de l'« idéologie », voire de « la pensée politique » de Lombardo, qui a valu à MGP un doctorat d'Etat.
41. *Ibidem*, III, p. 861. Rappelons simplement que c'est Georges Fournial qui eut dans *l'Humanité* mission d'informer les lecteurs, quarante ans après, que Trotsky avait été assassiné à l'initiative de Staline. Le choix de cet homme-là garantissait évidemment le caractère limité au strict nécessaire des « révélations » devenues inévitables.
42. Olivia Gall, *Trotsky et la Vie politique dans le Mexique de Cárdenas*, thèse de troisième cycle « études politiques », Université des sciences sociales de Grenoble, 1986, 730 p.
43. Rappelons que Bertram D. et Ella Wolfe étaient de très vieux amis de Diego et Frida Rivera.
44. On trouve le récit de leur « rencontre » p. 584.
45. Ces remarques ont été formulées lors de la soutenance de thèse par Jean van Heijenoort, membre du jury.
46. Les arguments concernant l'appartenance de Mella à l'Opposition et son éventuelle exclusion du P.C. cubain sont nombreux et variés. Nous ne voulons pas reprendre ici la polémique au sujet de sa mort traitée par Olivia Gall et A. Gálvez. Indiquons seulement que le livre récent *Les Maîtres de Cuba* de Juan Vivès, un ancien agent des services secrets de Castro, accuse Vidali d'avoir organisé la provocation qui a obligé Mella à s'exiler. Il assure que c'est un homme de Machado qui abattit Mella, mission pour laquelle il avait reçu la somme de cinq mille pesos d'Aurelio Randulfo García, membre du P.C.C. et collaborateur de Vidali.
47. Nous donnons les détails plus loin à propos d'une thèse sur Revueltas.
48. Th. Kouï, *Le Roman de José Revueltas : Politique et Fiction*, thèse d'Etat, Montpellier, 852 pages.
49. « Conversación con José Revueltas », (11 août 1972), dans Arturo Anguiano, Guadalupe Pacheco, Rogelio Vizcaino, *Cárdenas y la izquierda mexicana*, pp. 181-238.
50. On trouvera des éléments d'information sur cette affaire dans ce même numéro avec les souvenirs d'O. Fernández et A. Zamora.
51. Fidel Velázquez tenait l'appareil de la C.T.M. quand Lombardo en faisait la politique. Il tient toujours l'appareil.

Alejandro Gálvez Cancino *

L'auto-absolution de Vidali et la mort de Mella

Au début des années soixante-dix, le vieux militant stalinien Vittorio Vidali ¹ a entrepris de répondre à ceux qui l'avaient mis en cause pour sa participation à une série d'entreprises qui « tachaient » son histoire politique. Il a utilisé pour cela tout l'appareil de propagande des partis communistes auxquels il était lié en Europe et en Amérique. A sa mort, le 9 novembre 1983, il semblait avoir partiellement atteint cet objectif. Cet homme qui, pendant les années trente et quarante, fut identifié comme l'un des auteurs matériels et intellectuels des crimes contre des militants révolutionnaires en Europe et Amérique en sa qualité d'agent de la police politique soviétique (G.P.U.), s'est appliqué à se nettoyer du stalinisme à partir de la publication de son livre *Diario del XX Congreso* ² (Journal du XX^e congrès) où il raconte ce qui s'est produit dans ce congrès du P.C. de l'Union soviétique où Khrouchtchev prononça son fameux « discours secret », jusqu'à la publication de son livre *Comandante Carlos* en juin 1983, peu avant sa mort à 83 ans.

De son vivant, Vidali fut accusé par des militants de tendances diverses d'avoir participé à l'organisation des assassinats de Carlo Tresca à New York en 1943, Sandalío Junco à Sancti Spiritus, Cuba, en 1942, Léon Trotsky à México en 1940, Andrés Nin et Rexach en Espagne en 1937 et Julio Antonio Mella à México en 1929. C'est en rapport avec ce dernier que la campagne de Vidali et des partis communistes pour le blanchir a subi au Mexique un sérieux revers.

Le Mexique dans la ligne de mire

La maison italienne Vangelista a publié en 1982 le livre de Vidali *Portrait de femme. Une vie avec Tina Modotti*. Il écrivait :

« J'écris ses souvenirs avant que Tina courre le risque d'être romancée une fois de plus, avant que les mass media la transforment en un personnage extravagant qu'elle ne fut jamais. Elle s'est mariée très jeune avec un peintre qui l'introduisit dans une ambiance intellectuelle de gauche et la laissa veuve presque immédiatement. De cette ambiance, Tina sortit pas à pas avec conviction et modestie jusqu'à devenir une organisatrice infatigable de l'appui à la population et aux miliciens espagnols. »

Les mass media des communistes et de leurs compagnons de route se consacraient déjà néanmoins à faire de Tina Modotti une héroïne communiste, à travers une série de publications, expositions avec les photographies qu'elle avait faites pendant son premier séjour au Mexique, œuvres de théâtre, cinéma et émissions de télévision. Vidali a visé le Mexique comme l'endroit dans lequel il pourrait obtenir les meilleurs résultats pour consolider l'image de Tina puisqu'entre 1922 et 1930 elle avait été en rapports avec le monde intellectuel et politique de la gauche mexicaine lié au jeune P.C.M. Que cherchait Vidali ? Non seulement à nettoyer l'image politique de Tina, qui fut sa compagne de 1930 à sa mort à México en 1942, mais en même temps projeter l'image de Carlos Contreras (son pseudonyme au Mexique et en Espagne), du « commandant Carlos » du 5^e régiment pendant la guerre civile, comme celle d'un révolutionnaire inébranlable et opposé au stalinisme depuis le début des années trente.

Le Mexique était pour Vidali un objectif-clé. En 1981, il a fait don au gouvernement mexicain de la collection de photographies de Tina Modotti « pour l'immense amour que Tina avait pour le Mexique » et parce que ses restes reposaient en terre mexicaine. Une année suffit pour réaliser ses intentions. Il parut en 1983 une pièce de théâtre de Victor Hugo Rascon sur la vie de Tina Modotti. Elle remporta le premier prix du concours *Nuestra América* organisé trois ans plus tôt par les universités de Puebla et Sinaloa que dominaient depuis des années les staliniens du vieux P.C.M.³ Parallèlement le cinéaste Paul Leduc annonça que son prochain film serait sur Tina Modotti et la célèbre auteur Elena Poniatowska fit paraître quelques fragments de son prochain roman, *Timisima*⁴. A la mi-1983 fut inaugurée, au Musée national d'Art de l'Institut national des Beaux Arts, une exposition où se trouvaient réunies la collection de photographies de Tina Modotti et l'œuvre picturale de Frida Kahlo. C'était le plus bel hommage qui pouvait être rendu à l'œuvre de ces deux femmes puisque rendu dans l'enceinte culturelle la plus prestigieuse du Mexique.

Journaux et revues s'intéressèrent aux œuvres des deux artistes et la stalinienne et critique d'art Raquel Tibol proposa des raisons « de joindre Frida et Tina » dans l'exposition. Elle s'efforça en effet par tous les moyens de réunir en un projet artistique unique les deux femmes qui n'avaient pourtant guère en commun. Par exemple dans le paragraphe suivant :

« Elles se rencontrèrent et furent amies dans les années vingt, dans ce Mexique qui était, sur le continent américain et peut-être dans le monde entier de l'après-guerre mondiale, un carrefour ouvert à tous les chemins de confrontation des idées et des partis. Tina Modotti se vit impliquée en janvier 1929 dans l'assassinat du jeune dirigeant de 25 ans, Julio Antonio Mella et grossièrement soumise à des interrogatoires par le chef policier Valente Quintana sur l'assaut contre la maison de Léon Trotsky par David Alfaro Siqueiros et un groupe de staliniens sans parti en 1940, réalisé dans une camionnette appartenant à Diego Rivera, la maison de Frida Kahlo à Coyoacán fut perquisitionnée et elle-même interrogée sur ordre du général Manuel Nunez, chef de la police. »

Il n'est pourtant guère possible dans les biographies qu'elle donne de Tina et Frida de rencontrer quelque ressemblance entre elles.

Polémique politique autour de Tina

Dans l'océan d'éloges de l'œuvre de Tina Modotti que se chargèrent de réaliser tous les intellectuels liés au P.S.U.M. apparut rapidement une critique inattendue de la tentative d'unir Frida et Tina dans une exposition commune. Le poète Octavio Paz, dans une petite note de la revue *Vuelta* en septembre 1983 sous le titre « Frida et Tina : des vies non parallèles »⁵, dans laquelle il répondait indirectement à Tibol et aux organisateurs de l'exposition commune que c'était là une tentative de présenter « une coexistence biographique — toutes deux ont vécu plusieurs années dans la même ville et fréquentée les mêmes milieux — comme s'il s'agissait d'un accord artistique et d'une camaraderie politique ». Et Paz, avec précision, ajoutait :

« Double équivoque, artistique et morale. En tant qu'artistes, Frida et Tina ne peuvent pas être plus différentes. La deuxième n'a consacré que quelques années de sa vie à l'art de la photographie et le reste au militantisme politique, au côté de ses compagnons et amants successifs, tous dirigeants stalinien. »

Après avoir indiqué que l'œuvre photographique de Tina n'avait aucune originalité, puisqu'elle était une « œuvre dérivée » de son maître Edward Weston et un peu « insuffisante », il rappelait qu'au contraire :

« La peinture de Frida, née d'une conjonction entre une vision très personnelle du monde et une maîtrise d'exécution peu fréquente est un univers propre, en soi, qui doit peu ou rien à l'art de Rivera et des autres peintres mexicains [...] Son réalisme, si son art tolère cette étiquette, est aux antipodes du réalisme socialiste. Rien de moins idéologique que les visions en même temps, précises et hallucinantes que présentent ses tableaux. »

Paz ne se limitait pas à réfuter la convergence artistique recherchée entre Tina et Frida, mais allait aux implications politiques du divorce entre elles deux, écrivant :

« L'équivoque artistique devient une tricherie morale quand on transforme les deux femmes en figures pieuses du même livre des saints politique. »

Il opposait le militantisme de Frida et Diego Rivera ensemble dans les rangs trotskystes dans les années trente au militantisme stalinien de Tina sa vie entière dans lequel elle accompagne Vittorio Vidali, son amant.

Raquel Tibol avait écrit dans *Proceso* n° 344 :

« Je ne sais pas si à son retour au Mexique Tina a cherché Frida. [En 1939], la guerre, le fascisme, les luttes fractionnelles entre forces révolutionnaires émiettaient et isolaient les gens. Tina s'était éloignée de la photographie. Frida avait intensifié à la limite de ses forces limitées son travail pictural. Toutes deux aspiraient à vivre dans un monde moins épouvantable. »

Octavio Paz répond de façon ravageuse, en témoin de cette époque :

« On a présenté Frida et Tina comme des camarades. C'est vrai qu'elles ont été amies pendant quelques années, mais quand Diego a été exclu du parti communiste en 1929 — l'année de son mariage avec Frida — Tina a rompu avec eux. Presque dix années après, Tina est revenue au Mexique avec son compagnon Vittorio Vidali. Diego l'a immédiatement attaqué, l'accusant d'avoir commis en Espagne des crimes politiques graves, comme l'assassinat d'Andrés Nin. Il n'est pas facile que Frida voie d'un

bon œil Vidali et sa femme. Il est à peine utile de se rappeler qu'un de ses amours avait été un jeune militant du P.O.U.M., le parti de Nin décimé par les staliniens. Peu après, Tina est morte sans s'être réconciliée avec Diego et Frida. »

Dans le même numéro de la revue *Vuelta*, le philosophe Philippe Cheron — chargé avec sa femme Andrea Revueltas de réunir et de publier l'œuvre de José Revueltas ⁶ — rappelait les implications politiques contenues dans la mystification de Tina qui avait finalement accompagné entre 1930 et 1942 Vittorio Vidali — Carlos Contreras — l'auteur intellectuel présumé de la mort de Julio Antonio Mella, Sandalio Junco, Andrés Nin, etc., s'appuyant sur des témoignages recueillis par Gorkin dans son livre *Como asesinó Stalin a Trotsky* ⁷, dans lequel l'Espagnol a réuni les pièces de son enquête pour reconstruire la façon dont le stalinisme a organisé la liquidation de l'Opposition de gauche et l'assassinat de Trotsky. Cheron écrit :

« S'il subsiste un doute sur le personnage de Tina Modotti, il n'en est pas de même avec Contreras dont l'activité comme agent stalinien et assassin est aujourd'hui claire. Bien. S'il est vrai comme tout le monde est d'accord pour l'admettre que Tina n'était nullement une femme soumise, naïve et stupide, et si nous excluons la possibilité qu'elle fût aussi un agent du G.P.U. : comment s'expliquer ses rapports avec Carlos Contreras ? Comment une femme aussi sensible et intelligente, n'ayant rien à voir avec la femme-objet, a pu se rendre compte de qui était son mari, qu'elle a vu agir en Espagne pendant la guerre civile aux côtés de Lister ? Cette grande artiste croyait-elle que la révolution socialiste implique la torture et l'assassinat ? »

Militant du P.S.U.M. et membre de la rédaction du journal *Uno más Uno*, Humberto Musacchio, indigné, écrivit dans ce quotidien le 7 novembre 1983, contre les textes d'Octavio Paz et Philippe Cheron :

« Contre les " arguments " que la droite utilise pour combattre les communistes vivants en injuriant les communistes morts, il y a l'enthousiasme de la critique pour l'œuvre de Frida et Tina », et, plus loin « Pour Tina Modotti et Frida Kahlo s'ouvrent les musées des Etats-Unis et d'Europe avant qu'elles viennent être à México objet de la vénération publique, précisément dans un bastion de l'Etat capitaliste. »

Concernant les accusations politiques contre Tina Modotti en tant que complice dans l'assassinat de Julio Antonio Mella organisé par Vittorio Vidali, Musacchio disait :

« En ce qui concerne Tina décrite dans cette revue comme tueuse au service de Staline et par conséquent complice de l'assassinat de Mella, il va de soi que si tel avait été le cas, la police calliste et le F.B.I. n'auraient pas laissé perdre une telle occasion de discréditer les communistes. C'est précisément en 1929 quand commença la pire des répressions qu'eût à subir le P.C.M., mais l'amnésie sur cette question est totale chez les rédacteurs de cette revue. »

Plus loin, essayant de détacher l'œuvre artistique du militantisme politique, et cherchant à démontrer la grandeur de Modotti et de Vidali devant les « calomnies » publiées par *Vuelta* :

« Enfin, la terreur devant la croissance des créateurs communistes dépasse la mesure. Leurs légendes ne sortent pas du néant. Elles obéissent à leur vérité, incompatible avec la société de marché ; à leur conviction de militants, quelles qu'aient été leurs erreurs et leurs fautes ; à la qualité de leur œuvre qu'on a cherché à réduire au

silence à un moment ou un autre. C'étaient des hommes disposés à mettre en jeu tout ce qu'ils avaient, y compris la vie, pour défendre leurs principes. Cela devrait les rendre responsables même aux yeux des idéologues de la droite. Une grande partie de ce qu'il y a de meilleur au Mexique, on le doit à ces militants, dont beaucoup étaient étrangers, ce qui ne nous empêche pas de les considérer comme nôtres, comme mexicains. »

Et comme Musacchio ne pouvait réfuter l'argumentation d'autres étrangers, également militants de gauche et persécutés avec acharnement par le stalinisme en leur temps comme Julián Gorkin et Jesús Hernández, il a attendu le moment opportun. Il en a eu enfin l'occasion avec la publication du livre de Vittorio Vidali, *Comandante Carlos*, et sa mort survenue le 9 novembre 1983. Huit jours plus tard, le 17 novembre, Musacchio, d'accord avec ses camarades du P.S.U.M. qui contrôlaient la rédaction du quotidien *Uno más Uno*, a publié un supplément spécial dont l'article central était composé de diverses parties considérées par eux comme *fondamentales* du livre de Vidali où l'auteur s'attache à se présenter comme un partisan du communisme anti-stalinien et un militant incapable de commettre un acte de barbarie contre des militants de gauche, ce qu'il résume dans les phrases suivantes : « Je n'ai jamais trahi ni mes idées ni mes camarades », et, plus loin « Enfin, j'ai revendiqué comme un mérite d'avoir des principes, du caractère, de la dignité, une honnêteté politique et morale... C'est ma nature et je n'y puis rien changer. »

Mais les fragments des mémoires de Vidali traduits par Musacchio, au lieu de devenir des arguments irrésistibles contre les calomnies lancées à son égard, deviennent une pièce-clé de son engagement, au moins dans les préparatifs de l'assassinat de Léon Trotsky. Vidali se présente en émigré révolutionnaire arrivé en Amérique en 1939, à New York d'abord, puis à Mexico, où il se retrouve dans une ambiance trouble, où ses camarades communistes ont Léon Trotsky dans leur ligne de mire. A New York, il a pris contact avec les Browder, Earl et Irene, et avec Stachel ; au Mexique, c'est David Alfaro Siqueiros qui lui a fait avoir le visa, il s'est réuni avec un militant des Etats-Unis et avec Vittorio Codovilla et a collaboré au périodique de la Confederación de Trabajadores de México — C.T.M. — *El Popular*, contrôlé par Vicente Lombardo Toledano où ses articles « étaient évidemment en harmonie par leur ton avec la campagne anti-trotskyiste menée avec le langage agressif et truculent qui caractérisait la propagande communiste d'alors », avoue Vidali.

Néanmoins, et bien que tous les personnages mentionnés dans le paragraphe qui précède aient participé au complot pour assassiner Trotsky et que Vidali lui-même reconnaisse sa participation à la campagne de presse pour préparer l'assassinat du révolutionnaire russe, il assure qu'il est resté en marge et n'a rien eu à voir avec l'assassinat comme l'ont « démontré » le chef de la police le général José Manuel Nunez qui l'a interrogé et le juge Raúl Carranca Trujillo qui l'a déchargé de toute accusation en rapport avec l'assassinat de Trotsky. Et pourtant, un homme qui était au centre du complot, qu'on avait invité à y prendre part, qui a collaboré à créer le climat pour l'attentat, dit que l'accusation concernant sa participation fut lancée par Diego Rivera qui dirigeait une campagne de presse contre lui, car le peintre était « passé au

trotskysme » et sa campagne était « alimentée avant tout par les journaux nord-américains et le F.B.I. » (*sic*).

Cette unique phrase révèle tout entier « l'anti-stalinien » Vidali, qui indique qu'outre Ramón Mercader ⁸, d'autres personnes inconnues étaient impliquées dans le complot, et qui ajoute :

« Je ne fus pas nommé parmi celles-ci, bien qu'au cours des années on ait cherché à m'inclure à tout prix. Et ces accusations apparaissaient d'autant moins documentées et d'autant plus lourdes et abracadabrantes qu'à la fin de l'enquête très soigneuse sur ce crime, mon nom en fut exclu et il n'y fut plus fait aucune référence. Et je ne cherche pas pour autant à me dissimuler derrière le témoignage d'un communiste prestigieux et autorisé comme Mario Montagnana qui se trouvait alors au Mexique et fut toujours un ami très cher. » ⁹

Il parle d'« adversaires déclarés » et énumère Isaac Deutscher, Victor Serge, Natalia Sedova, le colonel Sánchez Salazar (chef de la police secrète) et Georges Verecken qui, dans leurs travaux sur Léon Trotsky ou la IV^e Internationale, ne le citent pas comme impliqué dans le complot. Pourtant, pour démontrer sa rupture virtuelle avec le stalinisme, il écrit — il était temps, à 80 ans — que :

« J'ai plus d'une fois pensé à une convergence objective ou quelque chose comme ça, entre les services secrets soviétiques et américains (*sic*). En tout cas, l'un comme l'autre, mus par des raisons et des objectifs opposés, étaient intéressés à me marginaliser par rapport au mouvement ouvrier. Au contraire, personne n'a attaqué Earl Browder, le secrétaire du P.C. des E.U., membre de l'exécutif du Comintern qui était certainement au courant du complot anti-trotskyte. »

Ainsi Vidali cherche-t-il à se faire absoudre en démontrant sa vaillance face aux services secrets de l'U.R.S.S. et des E.U. et indiquant que le véritable connaisseur sur le complot était Browder, dirigeant qui fut exclu du P.C. des E.U. au début de la guerre froide. Mais si Vidali croyait se laver de cette façon des « imputations trotskystes » sur son passé criminel, il a tout de même ajouté un fait de plus en sa « faveur ». Il a raconté comment, après le congrès extraordinaire du P.C.M. de mars 1940 ¹⁰ au cours duquel fut purgée la direction de Hernán Laborde et Valentín Campa et où Vittorio Codovilla poussa Dionisio Encina au secrétariat du parti, il resta isolé parce qu'il ne voulait pas participer à cette exclusion et par conséquent non plus au complot contre Trotsky. C'est pour cette raison qu'il dit :

« Je me retrouvai moi-même isolé au sein de l'émigration communiste espagnole, signalé comme " suspect ". Plus tard je fus à mon tour exclu du P.C.M. auquel je n'étais nullement affilié ! »

Cette preuve accablante se démolit facilement quand on sait que les défenseurs de l'« exclu » Vittorio Vidali contre les « imputations » lancées par les trotskystes étaient tous des staliniens éminents, comme Montagnana, déjà cité, dont la brochure parut aux éditions du P.C.M., parti dont il avait soi-disant été exclu et rien moins qu'en 1943 au temps de l'hégémonie absolue d'Encina ! Le soutinrent également Miguel Angel Velasco, Rafael Carrillo et José Revueltas, tous dirigeants du P.C.M., Juan Rejano, communiste espagnol, Pablo Neruda, communiste chilien, Salvador de la Plaza, communiste

vénézuélien, Egon Erwin Kisch, communiste tchécoslovaque, pour citer quelques-uns de ceux qui militaient dans les sections de l'I.C. plutôt qu'un stalinien sans parti comme Vicente Lombardo Toledano.

Ainsi la publication des mémoires de Vidali par les journalistes du P.S.U.M. dans le quotidien *Uno más Uno* a-t-elle apporté plus de charges que de décharges contre le soi-disant homme à défendre. La pratique de Vidali, l'auto-absolution, avait déjà été employée dans son livre *La Chute de la République* ¹¹, également publié en Italie par Vangelista et n'avait non plus apporté de preuve définitive contre ses accusateurs.

Le premier maillon

Alors que la polémique semblait terminée, deux publications montrèrent en 1985 qu'elle était encore ouverte, précisément sur la question de l'assassinat du dirigeant communiste Julio Antonio Mella. La première était l'article de la chercheuse cubaine Olga Cabrera, « Un crime politique qui retrouve une actualité », paru dans *Nuevo Antropología*, apparemment écrit avant et en tout cas très près du débat de 1985, après des recherches dans les archives du Mexique et de Cuba, apportait des faits intéressants sur l'origine possible de l'assassinat de Julio Antonio Mella en janvier 1929, bien que de façon générale il ait été un effort pour sauver, en l'affaire, l'honneur des communistes. Le premier paragraphe l'indiquait :

« Aujourd'hui, à 56 ans de l'assassinat de Julio Antonio Mella, les critères avec lesquels on l'aborde reflètent les positions politiques. Il ne fait pas de doute que ceux qui soutiennent qu'il fut effectué par les communistes, même quand ils essaient de se couvrir d'attitudes soi-disant révolutionnaires, font le jeu de l'impérialisme. » ¹²

Elle s'efforce ensuite d'établir que le crime fut « préparé par la dictature de Gerardo Machado, instrument politique de l'impérialisme yankee à Cuba », « depuis le moment où tomba entre les mains de Machado le premier numéro de *Cuba Libre*, publié par l'Associación de Nuevos Emigrados Revolucionarios Cubanos (ANERC) organisée par Mella avec d'autres exilés au Mexique avec l'objectif de libérer la patrie de la dictature et de réaliser une révolution sociale. » C'est pourquoi notre auteur écrit :

« Le gouvernement machadiste, connaissant les plans insurrectionnels de Mella et devant l'impossibilité de les empêcher, décida son assassinat dès octobre 1928. Le retard apporté à sa réalisation n'est dû qu'à la recherche de l'impunité la plus totale possible. » ¹²

Pour prouver son assertion, l'auteur se base sur un document du secrétariat d'Etat de Cuba dans lequel Machado cherche à réduire au silence la presse des émigrés au moyen d'une série de démarches auprès du gouvernement de Plutarco Elias Calles. Plus loin, l'auteur indique :

« En décembre 1928, Julio Antonio avait reçu de New York une lettre de son fidèle ami et frère d'idéal Leonardo Fernández Sánchez, l'incitant à la prudence et lui donnant l'assurance que l'on avait envoyé (de Cuba) plusieurs tueurs pour l'assassiner. » ¹²

Plus loin, elle narre en détail ce qui s'est passé le 10 janvier quand Mella, après avoir rencontré José Magrinat dans un bar où il lui apprit que Machado avait envoyé deux hommes pour l'assassiner, reparti chez lui en compagnie de Tina Modotti et, à l'angle des rues Morelos et Abraham González, fut tiré dans le dos. Selon la version des témoins, Mella blessé dit à Modotti : « Pepe Magrinat a un rapport avec ça » et ajouta : « Machado est responsable de tout, je meurs pour la révolution ». Olga Cabrera indique, par une série de témoignages de 1929 à 1931, réunis par le Comité Julio Antonio Mella à l'initiative du P.C.M., comment on arriva à déterminer que Magrinat, avec la collaboration de José Agustín López Valinas et Arturo Sarabia furent les auteurs intellectuels du crime qu'il revint à Valinas d'exécuter. Plus loin, elle raconte comment Magrinat fut exécuté par le groupe Pour la Loi et la Justice le 12 août 1933, jour de la chute de Machado.

La seconde publication est apparue aussi en juillet 1985, dans *l'Historia del Comunismo en México*, éditée sous la coordination de l'ancien secrétaire général du P.C.M., Arnaldo Martínez Verdugo¹³. Cette histoire, écrite comme toutes les histoires communistes du monde, passe en revue les activités du P.C.M. de sa fondation en 1919 à sa disparition en 1981, quand sa direction décida de fusionner avec d'autres organisations staliniennes et nationalistes pour constituer un parti socialiste. Dans le second chapitre, Martínez Verdugo rouvre le débat de 1983 sur Mella et Tino Modotti. Il indique qu'Octavio Paz et Philippe Cheron ont repris dans leurs travaux de *Vuelta* « les vieilles calomnies apparues des années après les événements suivant lesquelles Mella aurait été assassiné par ses propres camarades en raison de leurs divergences politiques ». Il ajoute :

« Cette version fut propagée par quelques renégats qui avaient agi dans le secrétariat latin de l'Internationale communiste en prenant comme base une déformation des faits réels. A son retour de la conférence syndicale tenue en avril 1928 à Montevideo, David Alfaro Siqueiros informa le comité central du P.C.M. que, dans le cours des réunions de la fraction communiste où on discuta la désignation du bureau syndical de Montevideo (qui organisait la conférence syndicale latino-américaine) et dans une réunion antérieure, l'Argentin Vittorio Codovilla et le vénézuélien Ricardo Martínez avaient accusé Mella d'avoir des positions trotskystes et d'avoir fait sans autorisation un voyage aux Etats-Unis à la veille de la révolte de 1927. »¹⁴⁻¹⁵

Selon Martínez Verdugo, la direction du P.C.M. s'adressa au secrétariat latino de l'I.C. pour éclairer la question et rejeter les calomnies contre Mella. La demande fut rédigée par Julio Gómez-Rosovskij, secrétaire d'organisation du P.C.M. et datée du 14 juin 1928. Selon Martínez Verdugo, il y était dit :

« Il n'y a dans le P.C.M. ni division, ni lutte fractionnelle et encore moins trotskysme ; le même Julio Antonio Mella a été l'auteur des thèses du comité central où est définie la position du P.C.M. sur le trotskysme en U.R.S.S. et dans l'I.C. et il a été le porte-parole du C.C. sur cette question. La carte mentionnée indiquait aussi que Mella était allé aux E.U. avec la permission expresse du C.C. pour des problèmes relatifs au mouvement révolutionnaire à Cuba et qu'au début de la révolte il télégraphia offrant de revenir mais que le C.C. décida de ne pas le rappeler étant donnée la brièveté du soulèvement. En dépit des intrigues, Mella occupait alors la charge de secrétaire général par intérim du P.C.M. et la lettre l'indiquait aussi. »¹⁶

Avec ce paragraphe, Martínez Verdugo tient pour réglées les « calomnies » lancées contre Mella par Codovilla et Martínez.

Avec ce qui précède, il arriverait aussi à sauver Vittorio Vidali de l'accusation d'avoir participé à l'assassinat de Mella, c'est-à-dire le premier maillon de la chaîne des crimes dans lesquels il est impliqué.

Au-delà du débat conjoncturel

Les éléments apportés jusqu'à présent se rapportent à ce que d'autres ont dit de l'assassinat de Mella et de la participation de Modotti à l'affaire.

Je voudrais maintenant me référer à des faits plus significatifs de la vie de Julio Antonio Mella à partir de la fondation du parti communiste cubain (P.C.C.) en août 1925. Il faut se rappeler qu'entre 1921 et 1926 on vécut à Cuba une grande mobilisation sociale. La classe ouvrière connut des journées décisives entre 1921, organisation de la Federación Obrera de La Habana et 1925, constitution de la Confederación Nacional Obrera de Cuba (CNOC) dans des grèves qui exigeaient des conditions de vie meilleure et affrontaient le capital principalement impérialiste qui possède les usines sucrières et les moyens de transport. L'île qui jouait le rôle de productrice du sucre dans la division internationale du travail capitaliste, va connaître les luttes des travailleurs des ports, des chemins de fer, du sucre, qui constitueront peu à peu le prolétariat central autour duquel se réuniront les autres travailleurs. Quand se tint le III^e congrès ouvrier national auquel assistèrent quatre vingt-huit organisations syndicales, du 2 au 7 août 1925, la mobilisation sociale engloba également les employés des villes et les étudiants, l'orientation politique des uns et des autres s'orientant contre le capital impérialiste qui subjuguait les travailleurs et la nation cubaine à travers sa féroce exploitation économique et la soumission de l'île à sa politique coloniale à travers l'amendement Platt. La lutte de tous du coup aboutissait à mettre en question le capital impérialiste et ses représentants, avec ceux qui gouvernaient l'île en tête.

Dans la lutte anti-impérialiste, les étudiants et ouvriers ont convergé pour créer la Ligue anti-impérialiste en juillet 1925 et peu après prirent part au congrès des groupes communistes, tenu les 15 et 16 août, d'où naquit le P.C.C. En peu de temps, les révolutionnaires cubains étaient armés de trois organisations fondamentales pour leurs luttes économiques et politiques. Dans le travail de la L.A. et du P.C.C., Julio Antonio Mella joua un rôle décisif puisque les dirigeants ouvriers contrôlaient la direction du P.C. et les étudiants révolutionnaires la L.A. De sorte que le P.C.C. orienta son travail politique plus vers les revendications ouvrières tandis que les étudiants de la L.A. furent le noyau des premiers combattants contre la domination des E.U. sur l'île. K.S. Karol écrit dans son livre *Les Guerilleros au Pouvoir* :

« On dit aujourd'hui à Cuba — on l'a peut-être toujours dit — que Julio Antonio Mella, un brillant jeune intellectuel, fut le fondateur et le premier secrétaire du P.C. En réalité, Mella fut communiste pendant toute sa courte vie, mais il ne fonda pas le parti et ne le dirigea jamais. Conformément à la tradition européenne, les secrétaires du P.C. au moment de sa fondation étaient des ouvriers¹⁷. Julio Antonio Mella n'était qu'un étudiant, fondateur de la F.U.E. (Federación Estudiantil Universitaria)

en 1923, puis de l'Université populaire José Martí en 1924. Il se distingua aussi en tant qu'organisateur des ouvriers du tabac à La Havane et fut donc le premier champion de l'unité étudiants-ouvriers [...] Il fut un leader contestataire à l'université d'abord, dans la société ensuite. Il sut théoriser l'agitation et l'action directe, individuelle et collective. »¹⁸

Ainsi l'action politique de Mella se distinguait-elle de celle d'autres militants du P.C.C. puisqu'elle se faisait sentir également chez les ouvriers, les étudiants, les intellectuels, et ses hauts faits rehaussaient le prestige du petit parti. Sa véhémence politique lui faisaient réaliser des tâches qui prenaient appui sur sa forte constitution physique. Ainsi quand, à la suite d'une fausse accusation d'avoir posé une bombe au théâtre Payret et emprisonné par le gouvernement Machado, il décida de se lancer dans une grève de la faim qu'épaulaient des manifestations politiques exigeant sa libération. La question fut discutée par la direction du P.C.C. qui considéra comme erronée la forme de lutte de Mella. Selon le témoignage de Blas Castillo — vieux militant de l'organisation : « Le Parti ne voyait pas d'un bon œil cette grève de la faim. » ... « parce qu'on disait que Mella allait en mourir par l'entêtement de Machado contre lui et qu'on allait perdre un grand lutteur »¹⁹. Les versions de cet événement sont rapportés par K.S. Karol :

« Le parti avait été contre sa grève de la faim, prétendant que seuls les intellectuels, qui mangent à volonté, apprécieraient une telle action individualiste. Les ouvriers la trouveraient plutôt outrancière et inutile. Mella ne se soumit pas aux injonctions de ses supérieurs et eut des ennuis après sa libération. On a même dit qu'il aurait été exclu du parti. »²⁰

Mella tint en grève de la faim pendant dix-huit jours, perdit de nombreux kilos et faillit perdre la vie. Le 28 décembre, les accusations contre lui furent abandonnées et Mella mis en liberté. Mais en janvier, Machado chercha à l'emprisonner de nouveau et Mella dû s'exiler pour garder sa liberté et préparer la lutte contre la tyrannie de l'extérieur. Après être passé par le Honduras et le Guatemala il arriva au Mexique en février 1926.

Il rejoignit très vite le P.C.M., travailla dans la Ligue anti-impérialiste des Amériques (L.A.A.) dont il devint bientôt, avec Diego Rivera, le principal animateur. En février 1927, il assista en tant que représentant de la L.A.A. au congrès contre l'oppression coloniale et l'impérialisme qui se tint à Bruxelles. Plus tard, il alla à Moscou où il participa en mars au IV^e congrès de l'Internationale syndicale rouge (I.S.R.). Au cours de ce congrès, ainsi que le dirigeant ouvrier cubain Sandalio Junco²¹, il connut Andrés Nin qui leur expliqua les thèses de l'Opposition de gauche et la lutte qui se déroulait au sein du P.C.U.S., l'I.C. et l'I.S.R. contre les politiques de collaboration de classe impulsées par la direction centre-droite de Staline et Boukharine. Au congrès de l'I.S.R., Mella assista en représentant de la Ligue nationale paysanne du Mexique et intervint sur les questions paysannes de Cuba et du Mexique. Au congrès, il parla de la situation des travailleurs de Cuba, cependant qu'à une réunion de l'Institut agraire international il parla de la forme d'organisation de la Ligue paysanne, des caractères de ses groupes et des luttes menées jusqu'alors par ses militants.

A son retour au Mexique, Mella redoubla d'efforts pour l'organisation et l'action politique. Il fut actif dans la L.A.A. où il organisait meetings et conférences contre la 7^e conférence panaméricaine qui prétendait établir les bases de la nouvelle hégémonie impérialiste en Amérique latine et anima le comité « Bas les Pattes devant le Nicaragua » (MAFUENIC), participant aussi au Secours rouge international et à la Ligue pour les combattants persécutés. Mella considérait que le soutien de la résistance conduite par la « petite armée de fous » de Sandino contre l'invasion des troupes E.U. au Nicaragua, devait compter sur l'appui de tous les révolutionnaires d'Amérique en tant que première lutte nationale contre l'hégémonie de l'impérialisme des Etats-Unis et que, si elle se développait, elle pouvait étendre la révolution à d'autres peuples d'Amérique, ce qui permettrait une révolution contre le capitalisme — en Amérique. Il considérait que seule une organisation révolutionnaire internationale pouvait coordonner cet effort émancipateur. Mais il comprenait que seule une action autonome de la classe ouvrière pouvait assurer l'indépendance véritable. Il ne niait pas la possibilité d'un accord avec les organisations bourgeoise dans la lutte nationale, mais pensait que l'autonomie d'organisation des travailleurs était la clé qui assurerait une véritable victoire nationale. Dans sa brochure, *La Lutte révolutionnaire contre l'impérialisme*, il disait qu'une des conséquences de la lutte nationale était :

« Les trahisons des bourgeoisies nationales ont une cause que tout le prolétariat comprend maintenant. Elles ne luttent pas contre l'impérialisme étranger pour abolir la propriété privée, mais pour défendre leur propriété contre leur vol par l'impérialisme. Dans leur lutte contre l'impérialisme — le voleur étranger — les bourgeoisies — les voleurs nationaux — s'unissent au prolétariat, bonne chair à canon. Mais elles finissent par comprendre qu'il vaut mieux s'allier à l'impérialisme qui, à terme et au fond, a les mêmes intérêts. De progressistes, elles deviennent réactionnaires. Les concessions qu'elles font au prolétariat pour l'avoir avec elles, elles les lui reprennent quand, dans son progrès, il devient un danger autant pour le voleur étranger et le voleur national. D'où le critère contre le communisme. »

Pour ne pas s'en tenir à des réunions symboliques et des campagnes propagandistes, Mella organise l'Association nationale des Nouveaux Emigrés révolutionnaires Cubains avec l'intention d'affronter la dictature de Machado à Cuba avec des journaux et des moyens politiques, y compris une petite expédition de révolutionnaires cubains qui irait à Cuba en 1929. Pour cela il travaillait avec ardeur au Mexique au côté de Sandalio Junco, le dirigeant ouvrier noir et d'autres dirigeants, à ces préparatifs. L'organisation cubaine avait sa délégation centrale à Mexico, mais elle s'étendait à tous les endroits où vivaient émigrés et persécutés cubains : Paris, New York, Madrid et Bogota. Ainsi ses membres non seulement échangeaient des informations mais se préparaient à abattre la tyrannie à Cuba et en finir avec le caractère semi-colonial du pays. Ses objectifs comprenaient celui d'ouvrir un nouveau front dans la lutte anti-impérialiste que le Nicaragua livrait au E.U. et impulser la véritable indépendance de l'Amérique, avec des démocraties où l'hégémonie appartiendrait aux classes laborieuses et leurs avant-gardes.

L'organisation de l'expédition demanda à Mella, Junco et autres exilés cubains des mois de préparation. Mella se rendait à l'étranger pour coordonner

ner les activités de l'ANERC, réunir des fonds pour l'achat d'armes et équipements nécessaires. Il se heurta à une résistance de la part de la direction du P.C.M. quant à ses plans de libération de Cuba. La preuve que leur appui lui manqua fut donnée au cours de la première conférence communiste latino-américaine, en juillet 1929 à Buenos Aires, par le délégué cubain qui répondit à la prise de position de David Alfaro Siqueiros, représentant du P.C.M. qui exigeait des communistes cubains exilés au Mexique le retour dans leur pays immédiat pour lutter contre Machado :

« Le camarade Suárez, à propos des camarades cubains réfugiés à México, a affirmé qu'il faut exiger d'eux leur retour immédiat à Cuba. Nous voulons affirmer que nous voulons retourner travailler à Cuba à la première occasion. Suárez n'ignore pas que le retour à Cuba est une obsession pour le camarade Mella et que le parti mexicain a dû le lui interdire... Il faut le dire : le parti mexicain n'a pas aidé le parti cubain. »²²

Sur le terrain syndical au Mexique, ses positions ont varié en fonction de la lutte de classes et des positions bourgeoises. Ainsi considérait-il comme juste que les militants du P.C.M. travaillent au sein des centrales ouvrières existantes : C.R.O.M., C.G.T., y gagnant les masses organisées aux positions communistes, tant qu'elles fonctionnèrent comme d'authentiques organisations hégémoniques du prolétariat. Mais quand elles commencèrent à manifester leur débilité, leur incapacité à résoudre les contradictions en son sein ou avec le gouvernement, il entreprit une lutte énergique pour construire une nouvelle organisation syndicale qui deviendrait un pôle des organisations construites par les militants du P.C. au cours des dix années précédentes. Travaillaient avec Mella dans le P.C.M. d'autres militants d'accord avec lui, Diego Rivera et Rosalio Negrete, par exemple. Ces prises de position ne posaient pas de problème dans le parti et ne l'empêchèrent pas d'être nommé secrétaire national par intérim à la fin juin 1928, quand Rafael Carrillo partit au VI^e congrès de l'I.C. avec Bertram D. Wolfe et Vittorio Vidali. C'est pendant cette période que Rivera — qui avait passé six mois en Russie — revint et entreprit un travail avec Mella. Il écrivit qu'à son retour au Mexique :

« Il était devenu suspect... et dans sa ligne syndicale pour laquelle, contre l'opinion d'une fraction du Comintern et de Staline personnellement, il avait obtenu après une longue discussion dans l'I.S.R. l'autorisation de fonder au Mexique une centrale nouvelle, la Confederación Sindical Unitaria de México (C.S.U.M.), travail que je réalisai avec les camarades Salvador de la Plaza, Julio Antonio Mella, le Cubain Albarrán, José Guadalupe Rodríguez, fusillé plus tard au Mexique, et les délégués cheminots des syndicats mexicains influencés par le P.C. »²³

A son retour au Mexique, « dans le congrès du parti qui se tint à la fin de 1928, Rivera, appuyant Julio Antonio Mella et d'autres camarades, appuya l'entreprise de la C.S.U.M. et l'emporta par un vote de la masse des ouvriers et des paysans contre la majorité du comité central du parti ». ²⁴

La bataille de Mella et autres militants éminents du P.C.M. pour la construction d'une nouvelle centrale syndicale tout au long de 1928 atteignit son apogée à la V^e conférence du P.C.M. le 2 avril et au plénum du C.C. du parti du 14 au 21 septembre. Mella soutenait la création de la nouvelle centrale. La conférence la repoussa de peu. Mella et ses camarades ne se découragèrent

pas : au C.C. de septembre, ils obtinrent que la direction ne laisse pas passer cette occasion historique. Cette victoire avait son revers. C'est dans le même temps qu'ils faisaient prévaloir leurs vues qu'ils étaient écartés des postes de commande par les membres de l'appareil liés à l'I.C. qui les accusaient de « trotskysme ». En septembre, au C.C., Stirner (Woog) présenta contre Mella un véritable réquisitoire dénonçant son « trotskysme » en citant ses articles et l'accusant d'activité fractionnelle. Il réclama son exclusion sur la base de la résolution de la 5^e conférence qui avait accepté d'« exclure du parti les éléments trotskystes ». Il semble que Mella fut écarté du C.C. en septembre en attendant les résultats de l'enquête à la charge du secrétariat latino-américain sur les accusations lancées contre lui par Codovilla et Ricardo Martínez. Les sources trotskystes indiquent qu'il fut exclu du P.C. peu avant son assassinat ²⁵. L'entreprise rencontra en tout cas une vive opposition dans les jeunesses comme le parti. Il est en tout cas certain qu'il était informé de la lutte en U.R.S.S. entre Staline-Boukharine et l'Opposition unifiée et qu'il avait été parfaitement informé par Andrés Nin.

A son retour d'U.R.S.S., il écrivit un article intitulé « Cadres de l'Union soviétique », dans lequel il citait le livre de Trotsky *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?*, une mention même impensable dans la presse contrôlée par les staliniens ²⁶. En 1928, dans un organe d'étudiants il mentionne Trotsky, fonctionnant comme une « dynamo humaine » ²⁷, et dans un autre texte de la même époque, il parle des « œuvres de Trotsky et de Lénine » ²⁸. C'est à cette époque qu'il offre la *Plateforme de l'Opposition* à l'un de ses amis avec la dédicace : « Pour Alberto Martínez avec l'objectif de réarmer le communisme. Julio Antonio Mella ». Il faut ajouter à cela les témoignages recueillis par Olivia Gall et mentionnés ci-dessous ainsi que les mémoires de Claraval ²⁹. L'épuration du P.C.M. en 1929, sous la direction de Vidali, conduisit bien des militants à l'Opposition de gauche. Rivero fut exclu, dit-il, « sous des prétextes ridicules, mais en réalité pour trotskysme ». C'est pratiquement le noyau de la J.C. qui fut convaincu de construire le noyau de l'Opposition de gauche, auquel, comme on sait, appartient aussi José Revuel-tas.

L'assassinat de Mella

L'entreprise cubaine de Mella fut anéantie par sa mort. Les auteurs matériels et intellectuels du crime furent identifiés par la commission d'enquête créée par le P.C.M., tandis que le gouvernement Portes Gil laissait s'enfuir les assassins.

Des années plus tard, à partir des enquêtes sur les crimes du G.P.U. en Espagne, le nom de Vidali surgit, lié de près ou de loin à plusieurs des meurtres politiques que l'on peut attribuer à cette organisation spécialisée. Julián Gorkin a accusé Vidali d'avoir organisé le meurtre de Mella. Plusieurs témoignages à ce sujet demeurent fragiles et sujets à caution. Gorkin évoque des menaces, mais ne donne pas de sources, El Campesino répète des propos qu'il attribue à Tina, Juan Vivès se contente d'affirmer. Que reste-t-il ? Que Tina fut fortement soupçonnée de complicité par la police mexicaine, ardemment

défendue, il est vrai, par Diego Rivera. Qu'à peine hors de cause, celle qui avait été la compagne de Mella, à son bras quand il fut tué à bout portant, devint la compagne de Vidali. Que le milieu communiste mexicain vivait à l'époque une terrible atmosphère de purge consécutive à l'exclusion de l'Opposition unifiée en U.R.S.S.

Il reste aussi cette « odeur de mort » dont Tresca percevait l'existence autour de Vidali — et qu'il perçut quelques jours avant sa mort : on ne prête qu'aux riches et Vittorio Vidali, en tout cas, a complètement échoué dans sa tentative de se donner pour la postérité le visage d'un adversaire de Staline !

NOTES

- *. Alejandro Gálvez Cancino est professeur au département de science politique de l'Université nationale autonome de México.
- 1. Sur Vittorio Vidali, cf. *Cahiers Léon Trotsky*, n° 3, 1979, p. 175.
- 2. V. Vidali, *Diario del XX Congreso*, Vangelista, Milan, 1974, 196 pages.
- 3. Le P.C.M. après 1981 s'est fondu avec d'autres formations dans le Partido Socialista Unificado de México (P.S.U.M.).
- 4. Des extraits de ce livre ont paru dans *Proceso*, n° 335 du 4 avril 1983 et *Cuadernos de Marcha*, n° 20 de juillet-août 1982. Dans le numéro 98 de *Nexos*, Rosario Ferré, sous le titre « Tina et Elena : l'œil et l'oreille du Mexique », dit que le livre de Poniatowska compte déjà plus de 500 pages et sera titré *Los Quebrantos de la Luz*.
- 5. *Vuelta*, n° 82, septembre 1983.
- 6. Sur José Revueltas, voir pp.
- 7. *Cómo asesinó Stalin a Trotsky*, Barcelona, Plaza y Janès, 1961.
- 8. Rappelons que Ramón Mercader fut l'assassin de Trotsky.
- 9. Vidali fait ici allusion à la brochure de Mario Montagnana intitulée *En défense d'un antifasciste : mystère policier ou provocation politique ?* paru à Edition Popular, éditions du P.C. à México en 1943. Le style est le style stalinien de la grande époque : Rivera exclu pour son « immoralité », les « trotskystes aux ordres de Goebbels », etc. On conçoit que Vidali ne le cite pas, car sa propre défense s'écroulerait devant le style de ces textes !
- 10. A ce congrès, selon D. Encina, nouveau secrétaire général du parti, le présidium était formé de Manouïlsky et Kuusinen, alors à Moscou, Thälmann, en camp de concentration et... Contreras (Vidali), le seul à être à México et qui n'aurait pas eu de relation avec l'assassinat de Trotsky alors que ce congrès purgeur en était la préface ?
- 11. *La Cadutta della Repubblica*, Milan, Vangelista, 1979, 192 pages.
- 12. Olga Cabrera, « Un crimen político que cobra actualidad », *Nueva Antropología*, 27 juillet 1985.
- 13. *Historia del Comunismo en México*, sous la direction d'A. Martínez Verdugo, 1985 (juillet), México, 502 pages.
- 14. *Ibidem*, p. 108.
- 15. En octobre de cette année 1927, les généraux Francisco R. Serrano et Arnulfo R. Gómez préparèrent un soulèvement militaire contre la fraude électorale qui allait imposer de nouveau Alvaro Obregón à la Présidence.
- 16. *Historia...* Martínez Verdugo, p. 109.
- 17. Les premiers secrétaires du P.C.C. furent des ouvriers, le Canarien José Miguel Pérez, puis José Pina Vilaboa, Joaquín Valdès. Le premier non-ouvrier fut l'avocat Jorge Vivo en 1934, puis commença le règne de Blas Roca.
- 18. K.S. Karol, *Les Guerilleros au Pouvoir*, p. 72.
- 19. *Pensamiento Critico* n° 39 ; La Havane, 1970, p. 49.
- 20. K.S. Karol, *op. cit.*, p. 73.
- 21. Sandalio Junco (1894-1942) avait fondé la CNOC, et allait fonder le Partido bolchevique-leninista. Il fut plus tard abattu dans un meeting nationaliste par des éléments du P.C.C. (il avait entre temps rallié le mouvement Joven Cuba puis le Partido autentico).

22. Compte tenu de la Primera conferencia Latinoamericana à Buenos Aires, *Correspondencia Internacional*, 1929, p. 185.
23. D. Rivera, « Lo que opina Diego Rivera sobre la pintura revolucionaria », *Octubre*, n° 1, 1935, p. 51.
24. *Ibidem*.
25. Cf. notamment *Claridad proletaria*, n° 5, New York, mars 1931 ; *The Militant*, organe de la C.L.A., 15 janvier 1931, et *Lucha Obrera* du P.O.I. du Mexique, 20 janvier 1941.
26. *El Machete*, n° 67, juin 1927.
27. *El Tren blindado*, n° 1, sept. 1928.
28. « Un comentario a la zafra de Agustín Acosta », *Escritos revolucionarios*, México, siglo XXI, 1978, p. 256.
29. Sur la thèse d'Olivia Gall, voir pp. 24-38. Claraval est un ancien dirigeant des J.C. qui se tourna vers le catholicisme : Bernardo Claraval, *Cuando fui comunista*, ed. Polis, México 1944, 232 pages. C'est probablement parce que l'homme a viré à droite que son témoignage n'a pratiquement pas été pris en compte.

Histoire orale

Les témoignages suivants ont été donnés dans la ville de México à Olivia Gall. Nous avons dû éviter les répétitions et pratiquer des coupures, axant chacun des témoignages sur un aspect particulier. Nous souhaitons évidemment une publication intégrale de ces textes au Mexique.

Manuel Rodríguez parle de la préhistoire de l'Opposition de gauche

Manuel Rodríguez

Je suis né le 15 juin 1906, plus ou moins. C'est à partir de 1927 qu'on a commencé à éditer des bulletins ronéotypés à l'époque où Rosalio Negrete était au Mexique. Il était chargé de contrôler et de former les pionniers, le mouvement pionnier, et son opposition a coïncidé avec notre rébellion. Je m'étais révolté parce que les dirigeants violaient complètement les décisions de la base. Nous, nous discutons, nous nous disions que nous allions faire ceci ou cela, dans le cadre d'un programme. Et alors le comité central envoyait un délégué, nous convoquions la réunion pour 7 heures du soir, et il arrivait à 9 h 30 ou 10 heures. Au début on attendait et puis on a dit qu'on allait attendre une demi-heure ou trois quarts d'heure, et ensuite on décide et on discute. Et quand le monsieur arrivait, il remettait tout en question, ce que nous n'acceptons pas : nous en avons assez.

Le mouvement a commencé avec Rosalio Negrete qui était en liaison avec *The Militant* des Etats-Unis. Ibarra, je crois était avec moi quand j'ai sorti un bulletin qui s'appelait *Izquierda* avec Abraham López. A la fondation — je crois bien que c'était en 1928 — il y avait Rosalio Negrete, Manuel Rodríguez, Benita Galeana, José Revueltas. Les premiers numéros, nous les avons faits seuls, Negrete et moi. Pour l'argent, Rosalio avait un oncle linotypiste à New York qui lui envoyait un petit chèque et on allait demander de l'argent à Diego Rivera, et on achetait le miméographe et on sortait le bulletin. Puis il y a eu la grosse répression dans le parti en 1929. Quand la scission se généralisa, que Diego fut exclu et tout un tas de gens au point qu'il n'y avait pratiquement plus personne dans le parti qui continuait sa lutte contre Rosalio Negrete, comme Rosalio Negrete persistait dans ses positions trotskystes, nous autres, rebelles jusqu'au moment où nous l'avons connu, et qui avons alors su comment Trotsky avait été écarté du pouvoir, qu'il avait été exilé dans l'île de Prinkipo en Turquie, enfin, toute une série de choses, alors j'ai commencé à mordre au trotskysme. Mais, jusque là, ma position était celle d'un rebelle, de la défense de la démocratie dans le cadre du parti. Finalement, ils ont exclu Rosalio Negrete, puis, après l'avoir exclu, quelqu'un l'a donné à la police et ils l'ont expulsé. Rosalio Negrete était un pseudonyme. C'était un *gringo*. Son nom est Russell Blackwell : chez nous, tout nous arrive importé : conquête, idéologie...

Félix Ibarra

Il y a eu un autre camarade. Comment s'appelle-t-il, ce camarade avec qui nous avons été en constante liaison, qui était de New York en correspondance avec le Mexique ? Il devait être américain, mais je ne l'ai pas connu. Il y avait aux Etats-Unis un camarade chargé des relations avec le Mexique et l'Amérique latine et c'est lui qui fut le fil conducteur de la littérature, des contacts... ¹

Manuel Rodríguez

Il y a eu aussi l'influence du groupe d'Espagne. Grandizo ², oui, mais après. D'abord, il arriva les revues *Comunismo*, par Rosalio aussi, parce que j'étais déjà en prison à Belen et que j'y ai reçu un jour un gros paquet de ces revues. Ce qui s'est passé avec Revueltas. Revueltas avait rejoint le trotskysme de la rue, le trotskysme, quand j'avais déjà formé une cellule avec Ricoy dans le commerce. Tous ceux qui étaient dans la bouteille, la sœur et la mère de Revueltas insistaient pour que le petit travaille chez Ricoy. Et nous les avons endoctrinés en leur expliquant non pas le trotskysme, mais le marxisme, mais j'étais déjà trotskyste et il m'écoutait et pendant un an il a été vraiment dans le trotskysme et il y a une revue, *Revista de Revistas* où il dit que ce que m'a dit Trotsky... Il a été dans notre groupe et nous étions l'Opposition de gauche, nous nous réunissions en tant que fraction parce que nous voulions ramener le parti sur le droit chemin. Je pense que Revueltas était entré dans le groupe en 28, plus ou moins. Il y est resté plus d'une année.

NOTES

1. Il s'agit d'un ancien fonctionnaire de l'Internationale de la Jeunesse Communiste (KIM), un Ukrainien nommé Abraham Golod qui fut ensuite connu à New York sous le nom d'Alberto González. Il semble qu'il avait été gagné au Mexique par Negrete.
2. M. Rodríguez fait allusion à Manuel Fernández Grandizo, dit G. Munis.

Félix Ibarra témoigne sur les débuts du mouvement

Je suis né le 20 novembre 1912. Quand je suis arrivé d'Oaxaca à México en 1926, j'avais quatorze ans. J'ai rencontré mon oncle, Alberto Martínez, calliste comme beaucoup de travailleurs, ébéniste militant à la C.R.O.M. J'ai commencé à travailler avec lui dans une fabrique de meubles, puis j'ai étudié. Mais la crise a interrompu mes études et je suis allé travailler à l'atelier d'armes de la Citadelle, où nous étions environ neuf cents. C'est là que j'ai commencé à avoir une idée du mouvement ouvrier en participant à des meetings en faveur de Sacco et Vanzetti en 1927. Puis j'ai suivi mon oncle comme apprenti dans un petit atelier. Il avait évolué, passant de la CROM et du parti Laborista au Parti communiste et essayait de nous faire aller aux Jeunesses communistes. Mais nous résistions — je dis « nous » parce que nous étions plusieurs frères — et c'est en cette année 1928 que nous avons connu Julio Antonio Mella.

Il venait en soirée dans le quartier parce qu'il se rendait à une petite tannerie qui travaillait pour l'armée et y faisait des conférences : nous n'étions pas prêts à entrer dans le mouvement révolutionnaire. Arrive le 10 janvier 1929 où Mella fut assassiné — et notre opinion là-dessus a changé, nous avons demandé à l'oncle de nous faire entrer aux J.C., mon frère Angel et moi. Alors, presque aussitôt — et c'est ce qui me fait penser que Mella était trotskyste — l'oncle nous a fait entrer non seulement aux J.C. mais à l'Opposition communiste de gauche, un tout petit groupe en train de s'organiser. C'est là que j'ai rencontré Manuel Rodríguez, un journaliste, Munoz Sandoval, Gustavo de Anda, Riva Cid et je ne suis pas sûr d'avoir rencontré Munis. On a commencé à organiser ce groupe, mais il ne faut pas oublier que nous nous considérons comme membres du « mouvement communiste », c'est-à-dire du parti, de la J.C. Et nous étions à l'Opposition de gauche qui voulait ramener le parti sur une ligne juste. J'étais un jeune de seize ans, d'origine ouvrière, sans idées claires sur le trotskysme, mais plein de volonté et de décision, décidé à faire tout mon possible.

Sur Mella, il allait parler aux ouvriers dans la fabrique et je ne l'ai jamais entendu ; je l'avais mené à la fabrique et ce fut mon unique contact avec lui. Ce qui me fait supposer ce que je viens de dire, c'est que mon oncle, quand nous lui avons demandé de nous amener à la J.C. nous a menés en même temps à l'Opposition communiste de gauche et on peut dire qu'au Mexique, l'oncle était l'ami le plus proche de Mella. Je ne crois pas que quelqu'un ait été lié à Mella plus étroitement que mon oncle. Une fois j'ai surpris une con-

versation entre mon oncle et Manuel Rodríguez qui disaient qu'il ne fallait pas nous parler de choses qui nous démoraliseraient. Ils pensaient que nous placer devant la profondeur de la déviation du parti allait nous démoraliser, et je l'ai entendu par hasard ! Ce n'est pas sur le moment, mais plus tard, que j'ai supposé, quand j'ai su qui était réellement Mella, qu'il avait été trotskyste et qu'il fut assassiné par Sormenti. Parce que mon oncle a fini par me dire ça, mais bien des années plus tard. Dans l'Opposition on en parlait comme s'il avait été victime de la terreur de Machado. Nous avons continué à travailler dans les fabriques de meubles, nous étions des travailleurs les plus exploités et les moins qualifiés. Puis mon oncle abandonna la « gauche » et tout le travail dans le parti. Il devint un dirigeant du syndicat — très important, autant que les staliniens. Puis il a rejoint Cárdenas. Et nous sommes restés, Gustavo de Anda et moi avec quelques ouvriers, une demi-douzaine dont Benita Galeana, qui a seulement fait ses tout premiers pas comme trotskyste, mais ne l'a jamais été [...] Nous n'avions pas de dirigeants intellectuels — parce qu'ils ont emmené Manuel Rodríguez aux îles Marias avec mes deux frères et nous sommes restés pratiquement orphelins, élaborant avec le matériel qu'il nous avait laissé un petit bulletin appelé *Izquierda*. Mais nous étions très actifs dans la Jeunesse communiste et j'étais très lié à José Revueltas. Quand je suis entré à la J.C. je l'ai rencontré, il avait un an de moins que moi. Et nous avons formé un petit groupe qui était tout ce que comptait la J.C. au Mexique : je ne sais si nous étions une douzaine dans le District fédéral. Mais c'est nous qui faisons tout le travail. Plus tard, en 33 ou 34, Galicia et Fernandez qui devaient avoir beaucoup d'importance nous ont rejoints.

Revueltas était le dirigeant de la Jeunesse communiste. Il était d'une famille petite bourgeoise de musiciens et peintres. Il fut l'un des premiers trotskystes que Manuel Rodríguez gagna à notre groupe, mais il n'eut jamais d'activité en tant qu'Opposition communiste de gauche, et il se consacrait au travail dans la Jeunesse. Il y a peut-être conservé quelque chose de sa formation et du travail que les trotskystes firent avec lui, mais, je le répète, nous militions en qualité de communistes. J'ai été avec lui aux îles Marias en 1934, début 1936. C'est lui qui essaya alors de faire l'intermédiaire entre nous et les staliniens furibonds qui ne voulaient rien avoir à faire avec les trotskystes. Il proposa que se forme aux îles Marias un comité de prisonniers politiques avec comme objectif de rencontrer le directeur et je me souviens très bien qu'un samedi, le travail fini, nous allâmes tous les trois, accompagnés de certains prisonniers. Nous eûmes une discussion avec lui. Eux ne voulaient pas que les trotskystes en soient. Revueltas fit pression et je fis partie du comité avec Angeles et Revueltas. Et avec le comité de prisonniers politiques, nous sommes allés voir le directeur : la majorité étaient staliniens. Devant le directeur, Revueltas a pris la parole et dit : « Monsieur le Directeur, nous sommes membres d'un comité de prisonniers politiques et nous voulons une entrevue. » Il nous l'accorda : il appela un de ses adjudants et nous envoya à un campement de punis...

Aux îles, dès le premier moment, que nous sommes entrés dans l'Opposition, nous avons dit que nous étions trotskystes. Je me souviens que nous disions à Revueltas, par exemple : « Nous voulons apprendre le marxisme » et

Revueltas nous disait : « Oui, mais pour étudier le marxisme, nous allons d'abord étudier les mathématiques. » Je me le rappelle et je pense qu'on aurait pu étudier le marxisme sans avoir les mathématiques. Nous nous étions formés à travers la littérature trotskyste, principalement celle qui venait d'Espagne. Je me souviens que notre groupe d'ouvriers décida d'écrire à Nin qu'il existait au Mexique un groupe qui se disait trotskyste mais qui ne savait rien ; qu'il nous dise quoi faire. Mais nous n'avons jamais reçu de réponse, je ne sais s'il a reçu notre lettre [...]

Nous sommes sortis des îles après sept mois, quand Cárdenas était président ; nous sommes revenus amicaux surtout avec Revueltas et quelques stalinien. Plusieurs fois, au cours de notre exil, on nous avait dit que nous étions libres et nous nous préparions, attendant la liberté avec une grande anxiété. Finalement il n'y avait pas de bateau pour quitter les îles et je proposai de réunir tout l'argent que nous avions pour en acheter un petit.

Les malades sont sortis les premiers. Pedro Angeles, le chef de la fraction la plus anti-trotskyste était contre, il disait que les premiers à sortir devaient être les dirigeants stalinien parce qu'on avait besoin d'eux pour la république qui vivait un moment particulier. Nous avons combattu cette position et, avec l'aide de Revueltas, nous avons gagné : les malades sont partis les premiers, les autres ensuite. Nous avons été accueillis à México avec une grande réception [...] Je n'ai plus jamais revu Revueltas. Je suis revenu à México, le groupe trotskyste s'était dissous, rien que Manuel Rodríguez avec un journal et la revue *Octubre*. Cárdenas avait fondé des écoles pour travailleurs, secondaires et préparatoires. Je suis entré dans une école secondaire, j'étais interne. C'est là que j'étais quand Galicia et Fernández sont venus et m'ont dit : « Comment peux-tu te consacrer à l'étude quand il y a tellement à faire ? Nous te proposons de devenir révolutionnaire professionnel. » J'y ai pensé et je me suis décidé à me consacrer à devenir révolutionnaire professionnel.

Nous avons été exclus, mais je ne me souviens d'aucun détail, seulement qu'on nous accusait d'être « trotskystes ». Toute la cellule nous a exclus. Les charges étaient précises : activité trotskyste et c'était le cas ! Quand nous avons été exclus, les enseignants nous ont rejoints et on a formé le groupe trotskyste. Quand 1936 est arrivé, nous étions une quarantaine, nous contrôlions un important syndicat de la construction, j'étais moi-même ouvrier de la Construction et je me consacrais intégralement au travail du groupe de la Liga comunista internacionalista, dont j'étais le spécialiste de l'organisation, les théoriciens étaient Fernández, Diego et Galicia. Nous avons une activité importante en ce sens que, sur la base du syndicat de la Construction, nous pouvions mobiliser d'autres secteurs et tenir des meetings de deux mille personnes. La question de Diego était également importante car elle avait des répercussions dans les cercles intellectuels.

Le contact avec Diego s'était fait par la Casa del Pueblo, de la rue Bolivar dont la base était le syndicat des boulangers de Gennaro Gómez (c'était son dirigeant). On m'avait dit qu'il était membre du parti communiste, mais qu'il s'en était éloigné. Ce syndicat des boulangers avait une certaine importance et Diego en était l'intellectuel. Et nous avons pris contact avec lui. Je ne sais plus comment on a pris contact avec Gennaro Gómez et Diego. J'ai eu

beaucoup de rapports avec Diego. Il n'était pas ce qu'il croyait être comme dirigeant révolutionnaire. Il avait beaucoup de défauts. Ce qu'il écrivait, il fallait que Galicia et moi le revoyions, et l'épurions avant de le reproduire dans le journal. Mais c'était un homme très important, qui parlait bien, qui entraînait les gens. Et puis il nous aidait avec de l'argent, ce qui est essentiel pour le mouvement révolutionnaire. Il ne disait pas tout ce qu'il pensait et l'argent, il fallait le lui prendre, mais il le donnait. Peut-être il ne nous prenait pas très au sérieux ?

Octavio Fernández se souvient (août 1982)

Voyez-vous, San Pablo Oxtotepec, le village de mon père, est un village situé au sud du District fédéral près de Milta Alta. C'est un vieux village aztèque ; tout le monde parle le nahuatl. Par mon père je suis intégralement d'origine indigène.

Bien qu'étant indigène, mon grand-père semble avoir été très instruit puisqu'il s'est mis à écrire [...] Il n'était pas catholique, ni protestant, mais il connaissait bien la Bible et tous ces écrits. Il avait combattu pendant l'intervention française. Il avait légué à mon père son sabre et sa winchester, ses selles de l'armée américaine ; le pistolet faisait partie des armes envoyées à Juárez par les Nord-Américains au moment de l'intervention française.

Mon père alla à México pour étudier et devenir instituteur. C'est ici à San Pablo Oxtotepec qu'il a connu ma mère dont le frère allait devenir curé. Ce fut un mariage très particulier, lui, d'origine complètement indigène avec des tendances libérales, et ma mère qui venaient d'une famille liée au porfirisme, avec un frère qui finalement n'a pas été curé mais avait étudié pour le devenir. Ce fut un terrible choc d'idées et de coutumes. J'ignore comment ils sont tombés amoureux, se sont mariés et comment nous sommes nés. Mon père a fini ses études et est allé à México.

La révolution a commencé avec Madero. Mon père raconte que, quand ils étaient fiancés, ils allaient se promener et que partout ils laissaient un tract maderiste. Après Madero vint Huerta et mon père était déjà instituteur. Pendant un temps il a continué, puis il est « allé à la révolution », comme ils disent tous. Ce qui est curieux c'est qu'il n'a pas rejoint le zapatisme. Il est allé droit aux constitutionnalistes. Il me disait qu'il n'avait aucune confiance dans le zapatisme. Après, nous avons parlé, analysé la question agraire. Mais il me disait que dans la région c'était simplement des vengeances personnelles de « bandolerisme ». Il ne croyait pas que le Mexique pouvait trouver une issue avec le Zapatisme, dans lequel il ne voyait pas d'idéologie ni de perspective, juste un mouvement sanguinaire et instinctif contre les propriétaires terriens.

Il alla dans les forces du général Benjamin Hill qui commanda l'infanterie Obregón pendant toute la révolution, c'est-à-dire que toute son attention, pendant la révolution, fut tournée vers Obregón : il fut obregoniste. Il n'a jamais assimilé la discipline militaire. On lui a même permis quand il était militaire de s'habiller en civil ; il n'a jamais porté l'uniforme. Il était capitaine en 1918 quand les zapatistes se sont intégrés dans les rangs obrégonistes.

Il a été le premier président municipal civil de Milpa Alta après la révolution — un ou deux ans — puis il a recommencé à enseigner à San Pablo Oxtotepec et Milta Alta jusqu'en 1923 et Tacuba jusqu'à sa mort.

Moi, je suis né à México dans le quartier de Merced, rue de Nanzanares, le 18 novembre 1914 et c'est incroyable, mais j'ai des souvenirs qui paraissent inconcevables par exemple en 1915 que mon père m'avait amené avec lui visiter les régiments yaquis à l'École de Tir. En 1919, mes parents m'ont mené à Tacuba. Je suis allé à l'école primaire et j'y ai passé six ans, et mon père a pu me faire visiter ses classes à Milta Alta et San Pablo. On m'a mis à l'école secondaire, mais ce fut un désastre parce que personne ne me surveillait. Je passais mon temps à me promener, jouer au football, au base-ball, aux cartes [...] J'ai fini l'école secondaire en 1929. Mon père m'a dit que j'allais continuer à étudier et il m'a mené à la Nacional de Maestros. J'ai continué à jouer : base-ball, volley-ball, football aussi et dans la dernière année, 1932, j'ai commencé à étudier la sociologie.

Mon professeur de sociologie était le licencié José Angel Cenicerros. C'est la première fois, en classe de sociologie, que j'ai connu une chose qui s'appelait marxisme, que j'ai entendu parler de Marx. On le voyait alors rapidement : ça coïncida avec l'arrivée en 1932 d'étudiants de Jalapa. Puis Luciano Galicia vint dans mon groupe et nous devinmes amis. Les camarades commençaient à poser des problèmes à l'école. Le secrétaire à l'Education était Narcisso Bassols et le directeur un vieux maître très réactionnaire mais qui était d'accord en tout avec Bassols. Alors il y a eu des heurts entre l'attitude de la direction — qui elle s'en prenait à ce que nous commencions à appeler marxisme — et une attitude un peu plus libérale dans les questions d'étude, de vie. J'avais des idées avancées, parce que c'étaient celles de la révolution, à travers mon père et Obregón. J'avais déjà entendu parler des syndicats et des paysans, des gardes dans les campagnes, de ce qu'Obregón avait fait.

Je me souviens du terrible choc que fut pour moi l'assassinat d'Obregón, que j'accompagnai mon père dans le cortège funèbre [...] Je commençais par rapport à la société à avoir une idée de ce qu'était la révolution mexicaine devant ces problèmes. Cela s'ajouta à ce que nous entendions dans la bouche du professeur Cenicerros ; mon père était venu à México et s'était inscrit à la faculté de Droit. Il apportait à la maison des livres dont il se servait et il apporta entre autres *L'État et la Révolution* : ce fut le premier livre marxiste que je lus et je me souviens que je ne pouvais arriver à comprendre comment les hommes pouvaient être égaux ; je discutais de ça avec mon père : « Les classes sociales ne peuvent pas disparaître. »

Mais c'est là et dans les propos du professeur Cenicerros que j'eus ma première étincelle d'inquiétude marxiste et nous sommes rapidement entrés en conflit avec la direction de l'école, ce qui provoqua des expulsions de camarades, garçons et filles. Alors j'organisai un mouvement de résistance pour empêcher l'expulsion de plusieurs camarades pour des raisons stupides tout à fait réactionnaires. Toribio Velazco, le directeur, exclut tout mon groupe. Nous avons riposté par une grève de l'École Normale tout entière, et j'en fis une manifestation. Nous sommes allés au Secrétariat et ce fut mon premier heurt avec Bassols parce qu'il était secrétaire à l'Education, il devait tenir

compte de notre mouvement et nous nous sommes battus si fièrement que nous avons gagné. Bassols a eu là son premier échec, face à nous. C'est la même année, je ne sais pas comment, que quelques numéros de *Comunismo* sont tombés entre nos mains. Nous avons commencé à les lire. Ils portaient l'adresse non de l'Espagne, mais de l'Opposition de gauche aux Etats-Unis, 116 University Place. Nous avons écrit à New York et pris contact avec Rosalio Negrete et González. Ils ont commencé à nous orienter, à nous dire ce qu'étaient le stalinisme, le trotskysme, et qu'ils étaient eux une opposition à l'intérieur de l'Internationale communiste..., à nous expliquer les premières questions et nous envoyer des livres. A moi, ils m'ont envoyé *Le Grand Organisateur des Défaites* et ce furent pour moi des choses définitives. Je ne sais pas ce qu'ils ont envoyé à Galicia. L'important c'est qu'en 1932 il s'est établi une correspondance, un contact permanent avec New York. Les conflits que nous connaissions à l'Ecole, liés à la perspective du trotskysme et une vision déjà large des questions sociales, nous ont menés à concevoir le projet de publier un périodique révolutionnaire et nous nous sommes lancés. Nous avons sorti une feuille pliée en quatre, il me semble que c'était *Frente Proletario*. Dans le premier numéro, je crois que Galicia disait : « L'Etat petit-bourgeois est l'ennemi du peuple. » Et nous posions les questions, mais d'un point de vue si radical que c'était vraiment extrémiste par rapport à ce que faisait le P.C. Il y avait l'illégalité. Il y avait quelques années qu'on avait fusillé Guadalupe Rodríguez, il y avait les îles Marias... Et pourtant nous nous lançions dans la publication de ce périodique, le distribuions dans la zone de Santa Julia, les usines et dans toutes les rues de la capitale. Je ne sais comment intuitivement nous avons commencé à nous méfier dans la rue, à nous déplacer la nuit à faire attention, le coller, malgré la surveillance policière et le distribuer.

Très vite, l'existence de ce *Frente Proletario* fut connue du P.C. et du Secours rouge qui avaient des cellules à Santa Julia, prirent très vite contact avec nous et nous invitèrent. De New York, González nous conseillaient d'entrer au P.C. et de lutter à l'intérieur pour les idées trotskystes. Mais moi, dès le début, je n'avais pas eu de phase stalinienne ; j'ai été trotskyste tout de suite et je le suis resté. Ce qu'était le stalinisme, je l'ai appris ensuite, mais je n'ai pas eu de phase stalinienne. Conformément aux idées de González et de Negrete, nous sommes entrés d'abord au Secours rouge puis à la cellule du P.C. qui n'étaient pas nombreux à l'époque. Mais techniquement nous étions bien au-dessus des stalinien parce que nous avons commencé comme des fous à acheter tout ce qu'il y avait au Mexique sur le marxisme. En quelques mois, nous avons des montagnes de Marx, Engels, Lénine et Trotsky. On achetait ces livres-là à 25 ou 50 centavos. On s'adressait à un milieu de stalinien mais, au point de vue de la théorie marxiste, des analphabètes politiques. Nous étions bien mieux préparés qu'eux. Ils commencèrent vite à nous donner des responsabilités. Nous sommes entrés au comité régional du Secours rouge. J'ai commencé à aller au comité régional du P.C. aussi, à une ou l'autre réunion du comité central et nous continuions notre correspondance avec les E.U. Mais comme nous accédions aux cercles dirigeants moyens du P.C., Galicia commença à se sentir intégré et me dit un jour qu'il allait

rompre, qu'il n'écrirait plus à New York, et je me souviens que j'étais en désaccord total. Je lui ai même dit une chose dont je crois qu'elle est la première que dans toute sa vie il ne me pardonnera jamais : « Toi, je crois que tu serais un bon Staline mexicain. » J'ai gardé le contact avec New York. Je suis resté dans l'opposition de gauche. Lui, il a reculé et il a gardé aussi le contact, mais il avait eu cette sensation de rompre.

Dans le Secours rouge et le P.C., je me suis toujours refusé à être un martyr révolutionnaire : c'était parmi les militants du P.C. un motif d'orgueil d'aller en prison [...] Je me suis presque toujours échappé quand la police venait pour interrompre les meetings [...] Au comité de Secours rouge, on commença à dire que j'étais son orateur. Je rencontrai les groupes juifs, les groupes cubains : parmi ces derniers il y avait Julio Antonio Mella. En un laps de temps assez court, je fus en contact avec nombre d'étrangers. Peu à peu je travaillai avec des organisations de façade du P.C., la L.E.A.R., Ligue des Ecrivains et Artistes Révolutionnaires, dirigées par Omar, avec la Ligue des Etudiants révolutionnaires dont le dirigeant était Carlos Sánchez Cárdenas et la C.S.U.M. (confédération syndicale unitaire du Mexique) dirigée par Campa et Badillo à l'époque. Les réunions de la C.S.U.M. se tenaient à la faculté de droit et c'est là qu'on planifiait le travail entre les différentes usines et les chauffeurs de louage qui constituaient la force principale du parti. C'est ainsi qu'en quelques mois je fus en contact avec tout le réseau du parti communiste. Ils commencèrent à m'emmener aux réunions du comité central. Elles se tenaient généralement à Xochimilco. Nous arrivions en tram ou en camion séparément dans une barque et ensuite dans une cabane éloignée d'un jardin des lagunes. On débarquait comme pour une fête avec pulque et viandes, et en fait c'était une réunion du C.C. C'est là que j'ai connu Laborde, Valentín Campa, Consuelo Uranga, Ratón Velasco, Padillo. Puis commencèrent les tâches : on m'a assigné au travail avec les camarades du « Sud », c'est-à-dire Evelio Badillo, Valentín Campa. Mon centre de travail fut transféré alors du quartier Santa-Julia au quartier étudiant de San Ildefonso. Là, notre quartier-général était le Droit, c'est là que nous siégeons. Je commençais à connaître les quatre ou cinq de l'université, le secrétaire général du Secours rouge, Gaston Lafarga. Le chemin du comité central s'ouvrait.

Mais arrivèrent les événements d'Allemagne, la catastrophe allemande. Nous suivions dans *Comunismo* l'analyse du Vieux de ce qui se passait, de ce qui pouvait arriver, la façon de lutter contre le fascisme. Hitler arriva au pouvoir ; ici on disait que c'était une victoire que, l'hiver prochain, le P.C. allemand serait au pouvoir, que c'était un mensonge des trotskystes qu'il y avait eu une grave défaite, que, tout au contraire, le parti communiste allemand et la classe ouvrière allemande étaient plus forts, plus puissants et plus près de la victoire que jamais. Et je commençai à trouver impossible de continuer à me taire. Nous commençâmes à parler, à discuter de ces questions, d'abord sous une forme très voilée. Ensuite, j'écrivis à New York que ce n'était pas possible, que nous allions rompre avec le P.C., que nous allions exprimer ouvertement nos divergences sur la question allemande et qu'ensuite il nous faudrait quitter le parti. Et c'est ainsi que les milieux dirigeants surent rapidement ce que nous étions en train de faire et décidèrent de nous exclure. Mais avant

qu'ils nous aient exclus, nous avons écrit une lettre de démission du parti. Nous, c'est-à-dire Galicia, un professeur Benjamin 'Alvarez, mon frère Carlos, un professeur de Veracruz qui était ici et qui a été assassiné je ne sais comment, je sais seulement qu'il a été tué à Veracruz, Segura, un ouvrier du textile de la fabrique SAILA, Nacho et moi. Nous avons signé cette démission. Alors le parti a convoqué une réunion soi-disant pour faire connaître notre démission, mais en fait pour nous exclure.

Ce n'était pas une réunion de cellule, mais une assemblée générale du P.C. Vers l'avenue du Travail, je me souviens que c'était une maison de quelques quinze mètres sur huit. Et on y fit entrer tout ce que le P.C. avait ici à México. Il devait y avoir trois cents personnes. Ils mirent les tables les unes sur les autres et sur elles, comme sur des pyramides, leurs hommes à eux. Ils devaient avoir amené des gens qui venaient de loin, parce qu'ils n'en avaient pas autant dans le District fédéral. Ils devaient avoir amené des gens de tous les Etats pour faire connaître notre affaire. L'habitude du P.C. n'était pas d'exclure sans plus, mais de frapper et de massacrer tous ceux qui s'éloignaient de lui. Pour cette raison, je dis à Galicia : « Je ne vais pas me laisser avoir. » Alors Benjamin 'Alvarez, Carlos mon frère et moi, nous y sommes allés armés, portant des revolvers. La réunion a commencé vers 10 heures du soir et ce fut un défilé interminable d'orateurs : Laborde, Campa, Badillo, Consuelo Uranga, Gaston Lafarga. Tout le monde nous insultait : « Chiens de trotskystes », « bandits », « penerreanos » — disant que nous étions des agents de la police. Ils nous ont insultés tant qu'ils l'ont voulu, et à la fin, au matin, quand c'était à nous de parler, ils nous en ont empêché. Ils voulaient nous sauter dessus, mais ils ont reculé quand ils ont vu que nous étions armés, parce que c'aurait été livrer tout le parti communiste de la République à la police s'il y avait des coups de feu. C'est ainsi qu'ils renoncèrent à nous cogner dessus et que nous sortîmes.

Restait la réunion de Santa Julia et du Secours rouge où ils devait nous exclure aussi. Nous y sommes allés ; elle était réduite à dix ou quinze personnes. Gaston Lafarga, qui était le secrétaire général du Secours rouge, présidait la réunion, épaulé par une enseignante de l'Université, Maria — j'ai oublié son nom. Avec l'expérience de la grande réunion, nous sommes arrivés en exigeant qu'on nous laisse parler et nous avons parlé les premiers. Galicia et Alvarez ont parlé, moi ensuite, et nous avons exposé ce que nous croyions fondamental sur la question allemande. Qu'il y avait en Allemagne un massacre énorme, une catastrophe, que le parti communiste allemand était liquidé, que c'était une déroute très grave, que tout le reste n'était que pur mensonge, exposant que l'origine était la théorie du social-fascisme et celle de la troisième période du stalinisme comme causes fondamentales de la politique stalinienne en Allemagne. Le socialisme dans un seul pays, disions-nous, avait mené à cela. En terminant, nous disions : « Bien, ici est notre démission, nous partons. » Je me souviens que cette enseignante, la camarade Maria alla à la porte et se croisa les bras pour nous empêcher de sortir. Nous sommes sortis et ils n'ont pas pu répéter ce qu'ils avaient fait à la réunion plénière, nous insulter, tout dire et après ne pas nous laisser parler. Avec nous sortit Nacho, un ouvrier du textile et nous partîmes.

J'écrivis à New York décrivant la situation : « Nous venons de quitter le P.C. » Nous voulions le contact avec le groupe trotskyste mexicain. Ils nous ont écrit et nous avons pris contact. A la première réunion à laquelle nous avons participé, il y avait Manuel Rodríguez, Gustavo de Anda, je ne sais plus leurs noms, l'aîné et le plus jeune, Félix Ibarra, José Ibarra son frère et cet ébéniste, Abraham López. Gustavo de Anda nous a expliqué ce qu'était le groupe et nous a souhaité la bienvenue à nous qui venions de quitter le P.C. et le Secours rouge. Je me souviens d'avoir été très déconcerté parce qu'au cours de cette réunion ce camarade Abraham prit la parole et il proposa qu'on ait recours à la sorcellerie entre autres moyens et qu'on fit tout son possible pour ensorceler Alebardo Rodríguez. Et je me disais : où allons-nous ? Quels trotskystes sont ces gens qui parlent de sorcellerie et de choses de ce genre ?

Nous avons continué les réunions et comme nous étions dans une situation favorable, nous avons décidé de publier une revue qui fut *Nueva Internacional*. Je ne sais plus si on en a sorti quatre ou cinq numéros. Dans le premier, il y avait notre réponse, une déclaration politique au P.C. allemand. Dans *El Machete*, ils avaient publié la nouvelle de notre exclusion du P.C. très largement et ils nous présentèrent comme des chiens, agents de la police. C'était probablement à la fin de 1933. Nous avons sorti trois ou quatre numéros ; nous avons répondu et expliqué la situation allemande, pourquoi nous avons quitté le P.C. et appelé à la *nouvelle Internationale*. Et nous répondions aux staliniens que c'étaient eux les agents de la police puisque dans un journal, publiquement, dans *El Machete*, ils avaient annoncé l'exclusion des enseignants trotskystes Alvarez, Galicia et Fernández pour que la police découvre tout et nous arrête.

Nous avons formé deux groupes, un que nous appelions « cellule ouvrière » et une cellule à Santa Julia. Rapidement dans la cellule ouvrière sont arrivés quelques camarades, une famille, la famille López. Il y avait un vieux très sympathique, barbu et plusieurs fils qui militèrent pendant un temps. J'ai malheureusement oublié leurs noms : ils étaient quatre ou cinq. Puis vinrent deux frères photographes qui nous aidèrent beaucoup pendant plusieurs années, mais dont j'ai oublié comment ils s'appelaient. Et deux sœurs qui venaient de la Casa del Pueblo et avaient été ouvrières du textile. A Santa Julia, à Alvarez, mon frère Carlos, Segura, Galicia et moi se joignit Nacho et aussi un autre camarade dont j'ai oublié le nom et que nous appelions « El Chilero », plus deux ou trois autres. Nous avons commencé à distribuer la revue dans les fabriques et bientôt est arrivé pour nous aider dans notre travail un camarade des Etats-Unis : c'était Carlos Curtiss. Il a commencé à travailler avec nous dès son arrivée. Nous avons progressé. De nouveaux militants sont entrés et très vite nous avons été une trentaine ou une quarantaine dans le groupe. Puis il y eut une nouvelle vague de répression gouvernementale. Ils ont commencé à faire des razzias, à arrêter des gens, à envoyer tout le monde aux îles Marias. Ils ont arrêté Félix Ibarra, le « Chilero », Nacho ; Curtiss s'est échappé miraculeusement. La femme de X... en avait assez de lui et elle a décidé de nous donner tous à la police. A quelques-uns nous avons échappé aux îles, mais Félix Ibarra, Manuel Rodríguez, Nacho et le « Chilero » y allèrent. Nous avons dit à Curtiss : « Ils te cherchent, donc

ils te connaissent, mieux vaut t'en aller aux Etats-Unis te temps que ça passe. » Et nous l'avons embarqué.

Les camarades y sont restés pas mal de temps, deux ans, je crois, avec José Revueltas. Je crois que j'avais dans mes archives quelques photos où on voit, dans les îles Marias, Manuel Rodríguez, Félix Ibarra, Nacho, le Chilero, et... José Revueltas. Il en est revenu comme il était entré : un antitrotskyte enragé, un chien contre le trotskysme, mais sur la photo, il est avec les trotskystes aux îles Marias. Et ça nous servait pour démontrer que c'était un mensonge de dire que nous étions agents de la police puisqu'il y avait là, aux îles Marias, Revueltas, avec des camarades trotskystes, victimes de la répression.

Quand les camarades sont revenus, nous avons repris le travail et c'est alors que nous avons pris contact avec Diego Rivera. C'était à l'époque de la grève générale de San Francisco en 1934. J'étais arrivé à un rapprochement avec la Confédération d'ouvriers et paysans Casa del Pueblo, presque uniquement des boulangers et des vachers. Je me souviens d'une réunion organisée dans leur local, dans les rues de Nino Perdido, je crois. Il y avait beaucoup de monde et ont pris la parole Diego Rivera, Galicia et moi — et aussi qu'au milieu du meeting Evelio Badillo avec des gens du parti est venu pour casser la réunion. Je me souviens très bien que Diego Rivera a sorti son pistolet et l'a mis sur l'estomac de Badillo. Alors ils ont abandonné. Siqueiros était avec eux.

Après ça nous avons essayé de continuer notre travail mais les gens étaient démoralisés. L'affrontement avec le P.C. était dur. Celui que nous avions avec les lombardistes des syndicats aussi. Avec le gouvernement aussi c'était dur et puis aussi nous n'étions qu'une poignée et c'est démoralisant. Le groupe est mort de mort naturelle ; moi j'ai continué à correspondre, tout 35 et début 36, avec les Etats-Unis, González.

Olivia : Quand vous parlez d'« affrontements avec Lombardo », vous rappelez-vous des faits concrets en 1934-35 ?

Une chose concrète sur Lombardo. Savez-vous que Lombardo était en train de devenir trotskyste ? Quand la réunion où — je crois — la Unión General de Obreros y Campesinos de México s'est tenue. Lombardo avait été en contact avec nous et allait faire une déclaration trotskyste. Mais il y eut cette réunion, il fut nommé secrétaire général et en sortit anti-trotskyste. Il avait parlé personnellement avec moi. Je lui avais dit qui nous étions, que je représentais le groupe trotskyste, que nous étions peu nombreux, mais que je croyais que nous avions un avenir politique. Je lui dis que nous savions qu'il avait une vision des problèmes syndicaux, quelle était sa position sur les choses d'Allemagne. Il me dit qu'il avait suivi les événements de près, qu'il était convaincu que l'union syndicale du Mexique exigeait une orientation nouvelle, révolutionnaire et qu'il allait ouvertement se déclarer trotskyste dans cette réunion. Nous nous sommes séparés et nous n'avons jamais parlé de nouveau car il est sorti de la réunion anti-trotskyste. Je n'ai pas pu l'approcher. Entretemps, j'essayais de continuer à travailler avec Galicia, mon frère Carlos, Martínez, Alvahuante, De Anda, Nacho et quelques autres que

j'oublie. Je suis arrivé à organiser les ouvriers de l'usine de tissus et de laines La Nacional ; pour affronter les lombardistes qui appuyaient les patrons avec un syndicat de muebleros, je m'affiliai à la C.G.T. et pénétrai dans les conseils de cette centrale qui se disait anarchiste. Pendant la grève, nous avons échangé les premiers coups de feu avec les staliniens et les lombardistes. La grève s'est prolongée plusieurs mois, sur mon salaire d'enseignant, j'achetais du ravitaillement pour les grévistes mais la faim les amena à se rendre. Galicia, jaloux de mon succès, le premier des trotskystes mexicains dans le travail syndical, écrivit sa première lettre de démission et partit à Jalapa.

La répression redoublait et de nouveau le groupe recommença à agoniser jusqu'à ce que, il me semble que c'était au début de 1936, Diego Rivera me parle au téléphone et me dise qu'il avait des contacts avec quelques travailleurs du syndicat de la Construction, que si ça m'intéressait de travailler dans ce syndicat, je lui dis que oui, que ça m'intéressait. Je me mis à la recherche des vieux militants, les réunis de nouveau et leur dis : « Il me semble que nous allons avoir pour la première fois la possibilité d'un travail syndical et pour nous ouvrir ce chemin, il faut réorganiser la section. »

Nous fûmes d'accord pour reformer un groupe. Et le problème se posa alors à moi : que faire ? Je cherchai Manuel Rodríguez et nous fûmes d'accord pour sortir une revue. C'est là que je fis la connaissance d'Antonio Hidalgo et Juan de Dios Bojórquez parce que, je ne sais plus comment, nous avons pensé que c'étaient des gens qui pouvaient sympathiser avec le trotskysme. J'allai les voir ; je leur dis que nous projetions de sortir une revue que nous appellerions *Octubre*. Ils nous ont répondu. Ils nous ont aidé financièrement pour la parution de la revue (c'était fin 1934 ou début 1935). Juan de Dios Bojórquez occupait un poste important au secrétariat des communications, dont Múgica était déjà secrétaire, et Antonio Hidalgo était chargé de la coordination des transports à distance des voyageurs. Je crois qu'il est sorti quatre numéros d'*Octubre*. Dans l'un d'entre eux, nous avons publié la déclaration de l'Opposition de gauche disant qu'il fallait orienter le travail vers la formation d'une nouvelle Internationale.

Mais Manuel Rodríguez était fatigué et il abandonna. Je retournai chercher les vieux camarades et de nouveau Galicia qui était revenu déjà, un peu remonté, avec les deux frères Ayala, mon frère Carlos et Nacho, nous organîsâmes un groupe de la IV^e Internationale. Et avec cette intention, d'accord avec les camarades, je me présentai à ce syndicat et eus la chance de rencontrer un militant anarchiste, Capell. Anarchiste, il était contre l'Etat, contre la politique de Lombardo et des syndicats et nous avons beaucoup sympathisé. J'avais l'appui de Capell, je voyais que les gens de ce syndicat étaient intéressés à une formation idéologique des ouvriers de la Construction. Je me présentai au secrétaire général de ce syndicat, Juan R. de la Cruz et à deux ou trois dirigeants qui avaient été syndicalistes, et cela leur donnait une physiologie progressiste dans les questions syndicales et politiques. Ils furent enthousiasmés sur ce que je leur dis de la formation politique et ils me dirent donc que j'avais carte blanche. Je commençai donc à me rendre aux réunions des sections de peintres, maçons, forgerons, plâtriers, inviter les ouvriers à parler du mouvement ouvrier, de la loi fédérale du travail, de l'histoire du

Mexique. Et nous avons commencé au bout de huit à dix jours et j'avais un groupe de cent à cent cinquante jeunes. Il y avait quelques boulangers, des peintres, des plâtriers, des forgerons à qui je donnais des conférences sur l'histoire du Mexique, des notions de droit ouvrier et ensuite ont commencé les questions politiques, jusqu'à ce qu'au bout de deux ou trois mois, j'ai commencé franchement à leur parler de la IV^e Internationale, et tout le reste. Dans le syndicat, quand j'ai commencé ce travail, il y avait environ six cents militants et sur cette base j'ai invité les dirigeants du syndicat à faire partie d'un groupe de la IV^e Internationale et ils furent d'accord. Puis nous avons organisé une réunion à laquelle ont participé Ibarra, les Ayala, Galicia, mon frère Carlos, Benjamin Alvarez, Diego Rivera, Frida Kahlo, Juan R. De la Cruz et de huit à dix ouvriers du syndicat de la Construction, et on y décida de créer de nouveau la section mexicaine de ce qui allait être la IV^e Internationale. J'ai dans mes archives l'acte avec la signature de ces personnes, de Diego Rivera et Frida Kahlo, qui ont participé à cette réorganisation de la IV^e Internationale au Mexique.

J'avais enthousiasmé cet anarchiste, Capell. Je lui expliquai que j'avais un frère qui étudiait la chimie et pouvait leur apprendre à fabriquer des bombes lacrymogènes et autres choses et il fut emballé. Et les ouvriers de la construction le furent également. Comme il y avait la question qu'à cette époque toutes les questions syndicales, les lombardistes et les communistes les réglèrent à coups de feu, parallèlement à la question idéologique, j'organisai ces groupes du syndicat de la Construction en groupes d'auto-défense. Diego Rivera apporta l'argent pour acheter les armes et nous fûmes bientôt tous armés. Ainsi pour la première fois de cette façon, nous fûmes capables de faire front devant les attaques des lombardistes et des communistes, et le syndicat de la Construction se développa rapidement, comptant près de dix mille membres, et la fraction qui constituait ces groupes de choc étaient membres de la IV^e Internationale.

Je me souviens d'un meeting que le parti communiste voulut briser au nom du Front populaire contre le trotskysme. Je leur dis : « Bien, vous voulez briser le meeting, je vous paierai de la même monnaie. » A la réunion des groupes de choc, je dis aux travailleurs : « Nous allons dissoudre leurs réunions à eux, parce que c'est une réunion pour le Front populaire. Le Front populaire c'est ça : l'union avec les catholiques, avec Cárdenas, avec la bourgeoisie ; ils tendent la main à l'Eglise ; ils sont alliés avec tout le monde ; c'est un noyau de la contre-révolution... Alors je crois que nous avons le droit. Exécution ! » Nous y sommes allés et nous avons dispersé leur meeting à coup de lacrymogènes. A l'été 1936 — à ce moment — a rejoint notre groupe un camarade espagnol Manuel Fernández Grandizo, « Munis ». Il nous dit qu'il était né dans le Chihuahua et entra dans le groupe. Il disait qu'il avait été l'un des vieux trotskystes espagnols qui avaient existé au Mexique à une époque ; je ne les connaissais pas, j'ignore qui ils étaient et ce qu'ils firent. Il entra dans notre groupe. Nous sortîmes un périodique *Cuarta Internacional* en assez grand format. Les premiers numéros sortirent et commencèrent les procès de Moscou ; le procès contre Zinoviev et Kamenev. Nous donnâmes tout de suite l'information. J'avais gardé le contact, non seulement avec les

Etats-Unis, mais aussi avec Izquierda comunista, le groupe de Nin. En Espagne, il fusionna avec le groupe de Maurín et fonda ainsi le P.O.U.M. Je continuai mes contacts avec Nin et la nouvelle organisation, le P.O.U.M. J'avais précisé mes positions : j'étais trotskyste et membre de la IV^e Internationale. Comme il n'y avait pas en Espagne de groupe trotskyste organisé je maintiens la relation avec eux. Ils m'envoyaient leur périodique *La Batalla*. Je la diffusais. Je ne considérais pas que c'était une inconséquence, par rapport à ma position trotskyste, de diffuser *La Batalla*. Je diffusai aussi les ouvrages de Luis Palacios, Andrade, Maurín et eux tous. J'ai eu un contact étroit de correspondance et de diffusion de la propagande avec le P.O.U.M. La guerre civile espagnole a éclaté : raison de plus pour le maintenir. Nous publions tout de suite ce qui se passe en Espagne et Munis décida de revenir en Espagne. Nous l'avons mis en contact avec Bojórquez et Bojórquez a réussi à ce qu'il revienne en Espagne à bord d'un bateau, le *Magallanes*, qui allait livrer des armes pour le gouvernement espagnol. Et il obtint que Munis fut admis, pour cette traversée. Je me souviens que quand nous accompagnâmes Munis un camarade russe sympathisant s'approcha de nous. Malheureusement j'ai oublié son nom. Il était déjà âgé et nous donnait de l'argent pour le journal et pour tout. Ce n'était pas un militant trotskyste mais il était incontestablement d'idées trotskystes et il était russe : Popovitch. C'était son nom. Ce type était très spécial parce qu'il m'apparaissait comme les révolutionnaires russes, la façon dont il parlait, dont il se comportait, l'expérience qu'il avait pour prendre avec nous contact de façon illégale et sans que nous sachions où il vivait. La peur qu'il avait de la police, la façon dont il faisait les choses me faisait supposer qu'il avait milité en Russie, qu'il n'était pas un simple Russe, mais avait été militant et avait de l'expérience. Il m'a abordé et il a donné un pistolet à Munis.

Munis est parti, mais *Nueva Internacional* a continué cette fois avec un grand succès. Et puis je crois que j'avais une capacité particulière pour m'ouvrir un chemin dans les syndicats de sorte qu'on me laissait entrer dans tous les syndicats où j'allais. Même quand le syndicat était lombardiste, j'entrais et je vendais le journal. Je commençais par aller aux assemblées ou je parlais avec le concierge pour savoir ce qu'ils faisaient et connaître plus ou moins la situation. J'avais du matériel pour discuter déjà dans leurs locaux et discuter des problèmes qu'ils avaient ici ou là. En outre, je travaillais aussi les dirigeants. Par exemple, Rangel, qui fut un anarchiste très connu puis secrétaire de la Confederación Proletaria Nacional, et, dans un premier temps, fut avec Lombardo. Tous ces gens sont très vaniteux. Je venais leur dire : « Dans le prochain numéro de notre journal, il va sortir un article sur vos activités ; quand tenez-vous des réunions ? Ce qu'elles font, les grèves qu'il y a et tout. Me permettez-vous de le diffuser ? Puis-je l'apporter ? » — Oui, disaient-ils, « Il parle de la grève que nous avons faite à tel endroit ? — Bien sûr ! — Distribue-le. » Bien que leur syndicat ne fût qu'une chose minuscule, on en parlait dans le journal et en échange, ils me laissaient le diffuser.

En outre, à la Construction, nous étions forts, avec ceux des groupes de choc. Nous allions quelque part ; je me souviens par exemple de l'hôpital militaire. Nous parlions avec les maçons : « Notre syndicat va vous garantir

ceci ou cela. » — « Bien sûr, répondaient-ils, nous allons adhérer. » C'est alors qu'arrivaient les pistoleros du P.C. et de Lombardo. Ils voulaient nous chasser et nous ne voulions pas nous en aller. Et nous gagnions un énorme prestige. Les gens de la construction étaient excellents, c'étaient presque des paysans purs venus à la ville pour chercher du travail ; ils étaient très impressionnés quand ils voyaient que ce n'était pas seulement des paroles, mais que nous répondions aussi par des actes, et ils nous admiraient [...] C'est ainsi que se développait la Construction et nous y avons gagné bien d'excellents militants, jeunes, très enthousiastes, qui assimilaient les idées très vite, répondant au travail. [...] Nous jouissions d'une telle sympathie que je vais vous conter une anecdote : arrive à México la nouvelle de l'assassinat d'Andrés Nin. Je savais par quelques amis que j'avais à l'école nationale des enseignants qu'ils avaient utilisé un livre traduit par Nin et que son nom était donc plus ou moins connu dans l'école. J'ai alors rédigé un tract dénonçant l'assassinat de Nin par le G.P.U. en Espagne et toute la question espagnole (*O. Fernández raconte comment son frère Carlos fut frappé devant l'école par les stalinien qui lui arrachèrent ses tracts. Un pistolet de 9 mm en main, il prévint le responsable de la cellule qu'il diffuserait de nouveau le lendemain et le fit à la tête d'un groupe de choc d'une centaine d'ouvriers de la Construction. La diffusion sera poursuivie devant le bastion stalinien du secrétariat à l'Éducation, malgré l'appel à la police et l'intervention d'un millier de policiers.*)

Nous avions une influence énorme [...] mais c'est alors que les difficultés ont commencé parce que les Ayala et Galicia ont commencé à semer la discorde dans le syndicat. Par exemple, ils accusaient les peintres qui allaient peindre une maison ou une autre d'être bourgeois, capitalistes, de se couvrir du syndicat pour une activité lucrative. C'était une ligne tout à fait ultragauchiste et de « troisième période » et les difficultés commencèrent, des frictions avec la direction du syndicat, à la fin de 36 et au début de 37. Pourtant la IV^e Internationale continuait à progresser, le syndicat aussi. A l'époque, Trotsky était en Norvège, commençait à avoir des difficultés. On m'écrivit d'Espagne qu'il venait à México une équipe de base-ball avec une délégation du P.O.U.M. qui venait essayer de trouver de l'argent. Ils en avaient besoin de façon pressante pour acheter des armes et financer leur lutte, que si je pouvais les aider. Bien sûr que je pouvais.

Quand la délégation est arrivée, la première personne qu'ils ont cherchée, c'était moi. Le chef de la délégation était Daniel Rebull (David Rey), qui était membre du bureau politique. Comme adjoint, il avait Costa Amic. Ils m'ont demandé de les aider. Nous nous sommes rencontrés tous les jours. Tous mes contacts, je les ai utilisés pour les aider. J'avais à l'époque des rapports assez étroits avec le sous-secrétaire à l'éducation, Luis Chávez Orozco, qui agissait y compris en tant que trotskyste à l'époque. Je les ai mis en contact avec lui.

J'avais connu Chávez Orozco tout à fait par hasard. En 1934, avec son orientation cardéniste, il avait eu l'idée de faire quelques programmes scolaires vraiment démocratiques : dans chaque zone, chaque école, on choisit un délégué qui connaissait plus ou moins ces choses ; puis on se réunit, on choisit un délégué pour chaque matière. Au terme de cette sélection, je fus chargé de

rédiger les programmes d'histoire dans toute la République. A la première réunion participaient Eulalio Guzman, Othon de Mendizabal, Luis Chávez Orozco et moi. Nous avons commencé à travailler et naturellement j'ai pratiquement rédigé les programmes. Malheureusement j'ai perdu la copie, mais je crois que c'est ce qu'on a fait de mieux comme programme marxiste au Mexique. Chávez Orozco a été très impressionné et nous avons commencé une amitié. Il était alors chef du département des bibliothèques. Il vit comment j'avais fait front dans les discussions, comment j'avais fait prévaloir mes idées. Je me souviens très bien quand nous avons commencé à discuter de la révolution russe. Je l'ai exposé du point de vue de Trotsky. A la sortie d'une réunion, Eulalio Guzman me dit : « Hé, professeur, je crois que c'est bien ce que vous avez dit. » Ce travail terminé, j'ai continué à venir voir Chávez Orozco. C'est alors qu'est arrivée la crise, lors de l'assassinat de Manlio Fabio Altamirano. Il devait succéder à Cárdenas. On l'a assassiné au café Tacuba. Tout de suite, la presse et nombre de secteurs insinuèrent et accusèrent presque Vázquez Vela, qui était secrétaire à l'Education, d'avoir été l'instigateur de l'assassinat d'Altamirano. Une nuit, je vins au département des bibliothèques et Chávez Orozco n'y était pas. Je l'attendis. Il arriva très agité et me dit : « Je vais démissionner. Et Vázquez Vela aussi. » Je le persuadais de n'en rien faire, car c'était un aveu. Vázquez Vela resta secrétaire et prit Chávez Orozco comme sous-secrétaire. Nous avions beaucoup d'influence sur lui et pouvions lui demander certaines choses.

En 1936, je reçus une lettre d'un camarade de Nuevo Laredo, Garza, qu'un trotskyste allemand était arrivé qu'il fallait aider et qui venait à México. Cet Allemand, nommé Paul Kirchhoff, connu sous le nom d'Eiffel, était anthropologue. Il me raconta qu'il avait milité en Europe, y compris avec le fils de Trotsky, Léon Sedov ; qu'il avait travaillé aux Etats-Unis, qu'il avait fait des articles dans les revues nord-américaines et qu'il voulait s'établir au Mexique, mais qu'il n'avait aucune ressource. Je lui avouai que tout ce que je pouvais faire pour l'aider était de voir si Chávez Orozco, qui était sous-secrétaire à l'Education, pouvait nous aider. J'allais voir Chávez Orozco, et il a eu du travail : Kirchhoff et sa femme, une allemande qu'il appelait Juanita, ont tous les deux reçu du travail au Politécnico Nacional.

Cet Eiffel est arrivé précisément au moment où moi je partais en voyage à Torreón pour rencontrer le président Cárdenas pour l'asile de Trotsky. J'arrivais à la porte quand il a frappé à l'entrée de la maison. En 1937, quand le Vieux était au Mexique, un jour Diego Rivera m'appelle de toute urgence. Il me dit qu'il veut parler avec moi à Coyoacán d'une chose très grave : devant le Vieux, il me dit qu'il a des rapports selon lesquels Paul Kirchhoff (Eiffel) est un provocateur, probablement agent du G.P.U. J'ai alors associé cela avec le fait qu'il était arrivé justement au moment où je commençais à préparer les choses ici au Mexique. Et effectivement, j'ai pu ensuite savoir que sa femme était une stalinienne et qu'il s'était démasqué totalement comme stalinien ici au Mexique. J'ai lu qu'il était mort, mais aux Etats-Unis, je crois.

Il y a eu aussi un événement assez important dans notre travail, par les répercussions qu'il eut dans la formation du mouvement ouvrier au Mexique. Quand éclata la crise ouverte par les déclarations de Calles contre Cárdenas, il

y eut une vraie panique dans les sphères gouvernementales et un jour que j'étais allé parler avec Chávez, il me manifesta son inquiétude pour ce qui allait arriver, une grande peur, car Calles était encore ici au Mexique. Je lui répondis que l'unique force capable de tenir tête à Calles était le mouvement ouvrier mais qu'il était complètement éparpillé et que je croyais que l'occasion était bonne pour faire un front unique de toutes les centrales et organisations ouvrières, lancer un appel pour le faire, pour défendre le droit de grève, défendre les syndicats et, par conséquent, indirectement, appuyer Cárdenas contre Calles.

Nous avons débattu cette perspective et sommes tombés d'accord mais je me demandais : « Qui va le faire ? Nous sommes déjà si divisés ? ». Je lui dis : « Nous, dans la IV^e Internationale, nous pouvons lancer cet appel. Je crois que c'est une ligne syndicale juste de le faire. » — « Vous le feriez ?, me demanda-t-il, oui, mais franchement nous n'avons pas d'argent ni, en ce moment, les moyens de le faire. Pouvez-vous nous les donner ? » — « Bien sûr que oui ! » Il me procura dix mille feuilles de papier de grande dimension, et de l'argent ; je rentrai chez moi, rédigeai l'appel pour la formation d'un front unique de défense prolétarienne adressé à toutes les organisations, analysant la signification, du danger que constituait à ce moment la victoire de la position de Calles ; je le présentai au comité de la section qui l'approuva. Je leur dis que j'avais déjà quelqu'un qui me donnait l'argent et le papier, j'allai à l'imprimerie et le lendemain il sortait. On l'a collé partout et ce fut un succès car les organisations répondirent. Nous n'avions de force que dans le syndicat de la Construction, mais Juan de la Cruz prit part à toutes les réunions et c'est ainsi que fut créé le Comité de Défense prolétarienne qui se transforma ensuite en C.T.M. Mais ce fut un appel et un mot d'ordre trotskyste.

Chávez Orozco en vint même à des conflits avec Laborde, le secrétaire du P.C. Pourtant je ne sais comment ils sont arrivés à gagner sa femme, et elle, à la manière mexicaine, a commencé à exercer de l'influence sur son mari et à placer des gens au secrétariat d'Education de sorte qu'il est arrivé un moment où les postes-clés s'y trouvaient aux mains de gens du parti communiste et commencèrent à manœuvrer à la manière stalinienne classique. Ils ont commencé à publier ses brochures, ses livres, à faire des éditions en français, en anglais, à en publier des milliers d'exemplaires en russe et naturellement ils ont fait de lui une figure mondiale. Il a cédé, a commencé à se dérober : je ne pouvais même plus lui parler ; il s'est rendu tout à fait au P.C. Et le secrétariat d'Education publique se transforma en secrétariat du parti communiste du Mexique ; rien ne s'y faisait, pas une feuille ne bougeait sans que le secrétariat consulte d'abord le P.C. et reçoive son accord. Les bureaux étaient des magasins d'armes fournies par le P.C. et ils ont même commencé, à la mode espagnole, à y faire des prisons, des lieux de détention des staliniens, ici, au Mexique. Leurs unités de choc ont commencé à agir un peu partout et cela m'incita à renforcer toujours plus les groupes de choc du syndicat de la Construction. Force contre force, nous nous sommes affrontés. Il y eut plusieurs rencontres à balles avec les forces du P.C.

Il y eut même un tel affrontement armé dans le secrétariat même d'Education publique. Nous faisons une réunion d'enseignants au Secrétariat et ils ont tout de suite fait appel à leurs brigades de choc qui ont encerclé le bâtiment et commencé à nous tirer dessus. Nous étions quatre à cinq cents enseignants environ, mais totalement isolés, et ils nous tiraient dessus de tous les côtés. Notre réunion devait traiter des problèmes du syndicat dont le P.C. contrôlait la direction générale. Le secrétaire général était membre du P.C., « le Gros » Peraza, que j'avais connu autrefois, quand j'étais étudiant, avec Sánchez Cárdenas, Evilio Badillo, Campa. Ils en avaient fait le secrétaire général. Et ils nous encerclaient dans les bureaux du secrétariat. Mais comme ils n'arrivaient pas à en finir avec nous, ils ont appelé les travailleurs de la construction, du département des bâtiments du secrétariat et les ont lancés contre nous, mais il s'est trouvé que nombre d'entre eux avaient été ou étaient connus des ouvriers du syndicat unique de la Construction. Et alors, dans la situation où le bâtiment était encerclé par la police et l'armée et qu'à l'intérieur on s'affrontait à coups de feu avec les stalinien, ils ont demandé à rencontrer un représentant de notre camp. J'y suis allé et j'ai eu une réunion avec le secrétaire à l'Education, Vázquez Vela, le secrétaire général du syndicat des enseignants, « Le Gros » Peraza, et le chef de la Police. On a commencé à discuter, puis le Gros en a eu assez et m'a dit : « On va en finir avec vous et vous tirer tous. » La police, confrontée au fait que nous étions non seulement de trois à quatre cents enseignants, mais presque cinq cents ouvriers de la construction, décida qu'on nous laisserait sortir mais sans armes et un par un : c'est ainsi qu'ils ouvrirent une porte et que, malgré les pistolets stalinien, nous sommes sortis un par un, nous les trotskystes, tous. Nous avons perdu toutes nos armes, mais ils n'étaient pas arrivés à nous faire quoi que ce soit. Cela vous donne une idée de la force qu'ils avaient fini par avoir au secrétariat d'Education publique. Le syndicat de l'éducation entre leurs mains signifiait trois cents mille personnes qui transmettaient l'idéologie stalinienne dans tous les coins de la République.

Olivia : C'était au début de 1937. La police et l'armée qui encerclaient le bâtiment étaient aux ordres du gouvernement Cárdenas. Cárdenas savait-il cela ? Appuyait-il cette action du P.C. ?

Cárdenas appuyait complètement le P.C. Il savait tout. Des enseignants, nos camarades des états, ils les mettaient dans des prisons tenues par le P.C. et les cognaient. Comme ils faisaient en Espagne mais sans les assassiner, en les séquestrant et en les battant. Je ne sais pas ce que sont devenus ces camarades. Ici, dans le district fédéral, nous nous sommes défendus grâce à la Construction. Elle était très forte ; il y avait des centaines d'hommes armés, des centaines appartenant aux groupes de choc et ils n'ont pas pu nous assassiner comme ils ont fait en Espagne. En outre, dans de nombreuses occasions, nous passions à l'offensive comme je vous l'ai dit dans l'affaire du théâtre Hidalgo.

Cárdenas avait beaucoup changé ; ils s'était mis entièrement entre les mains des stalinien. Nous avions peur d'être liquidés. Mais partout où ils intervenaient, ils rencontraient des gens à nous et armés. J'avais réussi à faire

de la Construction un bastion énorme. Puis il y a eu de nouveau des difficultés politiques internes.

Les problèmes avec la direction du syndicat ont commencé début 1937, alors que le Vieux était déjà arrivé. Il y a eu aussi des divergences politiques parce que Galicia, Ibarra et autres ont commencé à dire que le Vieux s'était engagé à ce que la section mexicaine appuie Cárdenas en échange du droit d'asile pour Trotsky, et qu'on n'allait pas suivre une ligne révolutionnaire, que la section mexicaine serait un appendice de Cárdenas. Ils ont commencé à attaquer les administrations ouvrières, comme celle des chemins de fer, établies par Cárdenas, à attaquer la position de Trotsky sur la Chine. La vie avait commencé à augmenter et ils ont lancé des mots d'ordre : juste au moment où à Moscou on condamnait les accusés pour sabotage, action directe et choses semblables, Galicia, Ibarra et la majorité du groupe politique ont tapissé les rues de la ville d'affiches appelant la ville et le pays à l'action directe, au sabotage, au boycottage comme moyens de lutte contre la cherté de la vie. Alors le Vieux a réagi et a envoyé une lettre par Diego Rivera. Diego Rivera a lu la lettre à la section et dit qu'il avait des instructions pour la lire, mais pas la donner parce que le Vieux ne pouvait pas intervenir. Dans cette lettre, le Vieux disait que, pendant qu'on assassinait en Russie les vieux bolcheviks sous de telles accusations, précisément en ce moment, la section mexicaine lançait une campagne en ce sens, que cela n'avait rien à voir ni avec le stalinisme, ni avec le marxisme, et moins encore avec le trotskysme ; que c'était une vague ouverte de provocation qu'il était obligé de désavouer complètement pour n'y avoir aucune responsabilité. J'étais seul, avec Diego. Nous étions en minorité au bureau politique contre Luciano Galicia, Félix Ibarra et un des Ayala.

Alors leur réaction fut que, puisqu'on sacrifiait le mouvement trotskyste aux intérêts de Léon Trotsky, il fallait dissoudre la section mexicaine. Et ils ont dissout la section mexicaine et pour la deuxième fois Galicia a écrit une lettre de démission et celle-ci a été dissoute. En outre, ils ont attaqué dans le syndicat de la Construction et sont arrivés à une scission et ont formé un syndicat rouge, trois pelés. Le syndicat de la Construction a été détruit, est resté très affaibli, avec très peu de membres et Juan de la Cruz a rompu aussi avec nous. Comment pouvait-il rester avec les trotskystes qui avaient agressé et détruit son syndicat ? Il ne restait plus que d'un côté le Syndicat unique de la Construction, avec quelques membres et un syndicat rouge avec Galicia, et les quelques militants qui restèrent, qui continuèrent à être mes amis et que j'utilisai plus pour faire les gardes dans la maison de Trotsky au début. Il y a des ouvriers de la Construction qui peuvent dire avec beaucoup d'orgueil : « J'ai été garde de Trotsky. » Je me souviens qu'au ciné Mina, dans la rue Mina, qui n'existe plus, je crois, on avait mis une affiche avec la légende : « Asile au Mexique pour Trotsky », mais c'était seulement un mot d'ordre. Une grande affiche, dessinée par Diego et les peintres de la Construction avaient complété les portraits, Marx, Engels, Lénine et Trotsky.

La première fois que j'ai été arrêté comme trotskyste, c'est précisément pour un tract demandant l'asile pour Trotsky ; quand on avait peur que les Croix-de-Feu attaquent Trotsky : nous avons fait un tract demandant l'asile

pour lui le 1^{er} mai 1934. Après, j'ai été dénoncé par Badillo, je crois. J'ai été arrêté rue de Guatemala et détenu là. J'ai été séquestré plus de quinze jours dans les locaux de la direction de la Police. Et c'est de justesse que je n'ai pas été envoyé aux îles Marias.

19 août 1985

J'ai oublié dans notre conversation de dire un certain nombre de choses [...] D'abord Benjamin 'Alvarez était aussi un parent, un enseignant entré au P.C. en même temps que nous. Il a milité avec nous dans les différents groupes, jusqu'à la mort de Trotsky. Il était, comme mon père, de San Pablo Oxotepec, plus âgé que moi. Je me souviens aussi d'un de mes parents qui était lieutenant dans l'armée, Inocencio Molina Vilchis. Il nous a aidés dans le travail illégal dans l'armée, risquant ainsi sa vie, et je me souviens du Vieux, étonné de voir chez lui un officier de cavalerie en uniforme — mais qui était membre de la section. Il était au 22^e régiment de cavalerie, loin de México et nous écrivait sur les problèmes des paysans là où il était stationné, ceux des *ejidos* et des petits propriétaires. Nous lui envoyions des tracts qu'il distribuait illégalement. C'est lui qui nous procura des grenades pour la garde de Coyoacán. Il influençait quelques soldats, mais c'était un travail difficile. Je me souviens aussi d'un autre parent, Juan Coulveaux. Lui et sa femme Maria nous ont beaucoup aidés ; ils étaient très amis avec Curtiss. Juan a milité tout le temps ; pas très actif, mais il militait ; il nous aidait sur les contacts avec les E.U., les prisonniers, et ses enfants aussi nous aidaient [...] Je dois également dire qu'en 1934, quand Curtiss revint aux Etats, à Los Angeles, au temps de la répression, arrivèrent peu après à México Sylvia et Ruth Ageloff. Elles prirent contact avec Félix Ibarra et moi ; elles venaient pour essayer de nous aider un peu contre la répression et, si possible, essayer de réorganiser le groupe. C'est depuis ce temps que je les connais ; elles partirent et quelques mois plus tard arriva à son tour Jean Mendez (Anita Brenner) qui venait aussi pour nous aider et dont je fis alors la connaissance.

J'ai aussi oublié de dire que, à la fin de 1934-35, quand le groupe s'est dissout, il y avait aussi des divergences politiques entre nous. Par exemple avait commencé en Europe ce qu'on appelait « le tournant français ». On considérait que les groupes trotskystes étaient très débiles, petits, et qu'en vivant de façon indépendante, ils allaient avoir une vie stérile très sectaire. On proposa alors d'entrer dans les Jeunesses socialistes — le « tournant français » — et en entra dans les J.S. en France. Ici, au Mexique, on disait qu'il y avait des « Jeunesses socialistes ». Carlos Madrazo et Sánchez Mireles, Sánchez Cárdenas et autres, avaient organisé ces soi-disant « Jeunesses socialistes ». Le gouvernement leur avait donné le local qu'a occupé pendant un temps le Collège de México en face du secrétariat d'Education dans González Obregón. C'étaient des gens qui en vivaient. Gustavo de Anda et Galicia proposèrent d'y entrer et Félix Ibarra et moi n'étions pas d'accord parce que nous considérions que le tournant français était justifié s'il s'agissait d'entrer dans une organisation de masse, c'est-à-dire de nous donner une possibilité de travail-

ler parmi les militants. Mais entrer avec Sánchez Cárdenas et autres me paraissait stupide.

En outre, sur la question du Front populaire, Gustavo de Anda signa un manifeste en sa faveur. Outre les questions personnelles, il y a donc eu des questions politiques qui ont provoqué la dissolution, l'explosion du groupe. Galicia était pour l'entrée dans les J.S. mais finalement il a laissé de Anda entrer tout seul. Lui commença alors à faire carrière et devint secrétaire du syndicat des travailleurs du District fédéral. Nous n'avons pas eu entre nous de problèmes personnels, mais politiquement, c'était une rupture totale.

Au sujet de Rebull, je voudrais ajouter qu'à mon retour du second voyage à Torreón comme il le savait déjà par la radio et la presse que nous avions obtenu le visa pour Trotsky, je commençais à discuter avec lui des questions concrètes de la réception de Trotsky. Il avait milité chez les anarchistes avant de militer au P.O.U.M. : une grande tradition, beaucoup d'expérience sur les questions du travail illégal. J'ai parlé franchement avec lui et il m'a beaucoup aidé dans la conception de l'organisation de l'arrivée de Trotsky.

C'est à cette époque qu'est arrivé Shachtman, des Etats-Unis. Politiquement, il était valable, mais sur les questions d'organisation, d'illégalité, etc., il ne savait rien de rien.

Toute la responsabilité pour l'arrivée de Trotsky retomba sur moi. J'avais de l'expérience acquise dans le P.C. et deux années de travail illégal au Mexique. J'ai eu bien des discussions avec Daniel Rebull et il m'a donné des conseils sur beaucoup de questions pratiques et c'est ainsi que j'ai pu organiser avec un plein succès, sans aucune difficulté, la venue de Trotsky. Il m'a appris à choisir les genres, quel type il fallait choisir pour la réception, en qui on pouvait avoir confiance, ce qu'il fallait dire... On disait par exemple qu'il allait arriver à Colonia ; or, il est arrivé à Lechería ; on a pris des mesures de diversion comme par exemple placer des gardes à la maison de Frida à San Angel pour faire croire aux staliniens qu'il allait aller dans cette maison ; nos rapports avec la police, parce qu'il a fallu entrer en contact avec les agents du service secret, les agents secrets de l'Intérieur qui avaient mandat de Cárdenas pour ces questions et à qui nous n'avons pas laissé les questions de l'arrivée de Trotsky. Comment manœuvrer avec ces gens, etc. C'est dire que Rebull, sur les questions pratiques, m'a été extrêmement utile.

Rivera était malade à la clinique de son ex-beau-frère, le docteur Marín. Il sortit cette nuit-là et nous nous réunîmes au café Principal. Le matin de l'arrivée, de ce café et d'autres, à l'heure convenue, ont commencé, de différents côtés, à partir des voitures qui allaient se retrouver à Lechería. J'avais choisi des hommes de la Casa del Pueblo, du syndicat de la Construction. On les avait convoqués à des endroits différents. De l'organisation les principaux étaient Ayala, Félix Ibarra et son frère José Ibarra, Galicia, mes deux frères Carlos et Mario, mon père Leonardo, le lieutenant Molina Vilchis. Puis, former les groupes, affecter chacun, leur dire ce que serait leur travail, où se réunir, la discrétion à observer, j'ai fait ce travail. Et les responsables du service de Sécurité de l'Intérieur, du Service secret, Diego et moi nous nous sommes réunis dans le Café Principal et, dès le matin, nous sommes partis pour Lechería. Aucun doute que les journalistes sont bons, car, malgré tout ce secret,

quand nous sommes arrivés à la gare de Lechería, quelques baraques en bois, nous avons laissé les autos loin de là et nous avons vu passer les autos des journalistes dans les deux sens, parcourant la route. Et quand le train est arrivé, comme sortant de la terre, comme par miracle, ils sont arrivés en même temps que nous.

Ils avaient eux aussi des gens qui veillaient dans toutes les gares et la route [...] Il y avait beaucoup de nervosité, parce que je n'avais pas grande confiance dans la police — de tout temps, on ne sait jamais, non ? Ensuite, le simple fait de faire ce travail avec les policiers mexicains et de l'Intérieur créait une telle ambiance. Il y avait aussi là en première ligne Antonio Hidalgo. Ce fut un grand ami du Vieux, Antonio Hidalgo [...]. Le P.O.U.M. n'a pas du tout participé à ça. Contact et discussions eurent lieu seulement entre Rebull et moi. Il était encore là quand Trotsky est arrivé, mais il s'est tenu à distance jusqu'à ce qu'on puisse préparer une entrevue de Rebull, Costa Amic, Manuel Rodríguez et Sánchez avec Trotsky, qui fut très fructueuse. Rebull est rentré en Espagne presque trotskyste.

[...] À partir de ce moment, toute ma vie a tourné autour de Trotsky. J'avais organisé tous les détails pour son arrivée. Nous sommes allés à la maison de Frida, rue de Londres, et j'avais le fait concret : Trotsky était là. Mais comment va-t-il vivre ? Il fallait régler tant de questions concrètes et pour commencer sa sécurité. La même nuit, Diego, Félix Ibarra et moi — parce que Galicia était offensé et s'était retiré — nous fûmes d'accord qu'il fallait monter un service de garde (Galicia considérait qu'il n'avait joué aucun rôle dans l'accueil de Trotsky et il s'est esbigné. Nous restions Félix Ibarra, Diego et moi. La première chose, c'était comment on va garder sa maison. Il n'y avait personne ; il était arrivé seul avec Shachtman et Frida de Tampico. Alors, Diego Rivera est allé chez lui et il est revenu avec une mitrailleuse Thomson et a dit que lui et moi pouvions monter la garde. C'est ainsi que la première nuit Trotsky a dormi, avec Rivera qui dormait, qui ronflait avec la mitrailleuse entre les genoux, mais qui montait la garde à l'intérieur, et moi dehors. Et pareil le lendemain, puis Van est arrivé. On a décidé avec lui que, pour le moment, celui qui était chargé de l'organisation des services de sécurité, c'était moi, que Diego me donnerait des cartes avec sa signature que je donnerai aux gens qui viendraient monter la garde. A qui je pensais ? D'abord à des membres des groupes de choc : je me souviens bien d'Antonio Luna, Francisco Montes de Oca, Salvador Morones, David Ortiz, Manuel Sainz, mes frères, mon père, Arturo Martínez, un autre enseignant, Francisco Portillo, un ami d'enfance, Melquiades Benitez et moi. J'oublie peut-être un ou deux noms. (Ces mois durant la garde de Trotsky fut assurée par des peintres, des forgerons, des maçons mexicains. J'ai réglé aussi le problème de la cuisinière. J'ai choisi la femme d'un des frères de Félix, José Ibarra, Rosa. Elle est partie au bout de quelques mois en larmes, parce qu'on « n'avait pas confiance en elle » : on goûtait ses plats [...]. Dès le début j'ai chargé Melquiades de tout ce qui était plomberie. C'était « le garçon ».

1937 a passé et comme il fallait s'y attendre s'est déchaînée une campagne tant de Lombardo et de la C.T.M. à travers *El Popular*, que de journaux comme *Excelsior*, du P.C. avec *El Machete* [...] accusant Trotsky d'interven-

tion dans la politique mexicaine, d'être allié du fascisme, agent de la commission Dies [...] C'est alors que Trotsky écrivit un texte disant qu'il n'avait aucun rapport avec la section mexicaine ; en conséquence, il fallait éliminer tous les camarades qui étaient militants et assuraient la garde ; les camarades de la Construction durent partir [...] Le Vieux décida que ma famille, mes frères, mon père, Arturo Martínez et moi nous continuerions. Bien entendu, ce n'étaient pas des gardes payées, comme plus tard l'a assuré Munis en me traitant d'agent de Trotsky [...] Ensuite, il y a eu en 1940 les difficultés avec les camarades nord-américains qui envoyaient comme gardes des camarades entrés depuis peu dans le parti, sans expérience du travail illégal, du manie- ment des armes et de l'esprit particulier qu'il fallait pour qui allait servir de garde à Trotsky. Il fallait des gens décidés à mourir avant qu'on l'ait touché. Eux venaient avec une mentalité de jeunes idiots. [...]

Alors, ce que fut mon rôle auprès de Trotsky ? Avant tout, je dirais le service matériel. Trotsky était en pays inconnu ; sauf l'attitude de Cárdenas lui donnant l'asile et de quelques amis isolés, Múgica, Juan de Díos Bojórquez, Antonio Hidalgo, les Zamora, c'était un pays hostile, non par sa population, mais par ses organisations politiques entre les mains ou manœuvrées par les staliniens, et le mouvement ouvrier aux mains de Lombardo et de la C.T.M. Les organisations paysannes aussi. Le syndicat des enseignants, le plus important, le P.C. Ils organisaient des manifestations, toutes contre Trotsky, et México — il ne pouvait en être autrement — était inondée d'agents du G.P.U. Pour Trotsky, savoir ce qui se passait en dehors de sa maison, l'ambiance politique dans le gouvernement, les organisations ouvrières et paysannes, les journaux, les enseignants dans la rue, était une question de vie ou de mort. C'est le service d'information politique qui l'a fait. En ce sens, Rodrigo García Trevino nous a été précieux ; il avait été membre du P.C. et a longtemps conservé des relations, des ramifications chez les staliniens. Bien qu'il n'ait pas été trotskyste et que Galicia et autres l'aient attaqué comme « opportuniste », il a été très utile. La plus grande partie des informations sur les staliniens espagnols nous sont arrivés par le réseau de García Trevino. L'information selon laquelle le P.C. décida de passer à l'action directe contre Trotsky en août ou septembre 1938, toutes ces informations ultra-confidentielles m'arrivaient par García Trevino. Il avait été membre du comité national de la C.T.M.

(Octavio Fernández raconte ensuite avec beaucoup d'émotion les relations que Trotsky a entretenues avec sa famille, ses longues conversations avec son père, ses arrivées impromptues dans les fêtes, les « posadas » où il chantait et dansa même avec les autres. Ensuite Olivia lui demande qui était proche de lui sur le plan personnel.)

Antonio Hidalgo. C'était un homme exceptionnel. Il a toujours aidé financièrement le mouvement, en le mettant en contact avec des organisations avec lesquelles il devait être en relations. A l'arrivée du Vieux, il a collaboré dès que Trotsky est descendu du train à Lechería. Il s'est mis inconditionnellement à son service. Il l'emmenait à Taxco, à Hidalgo, partout ; le

Vieux allait chez lui, le recevait parfois. Dans le gouvernement et les milieux officiels, c'était le bouclier de Trotsky, son pare-chocs. Et tous deux parlaient beaucoup. C'était un homme ouvert, loyal, sincère. Il agissait pour Trotsky et par amitié pour lui.

On peut affirmer avec une absolue certitude que *Clave* fut la revue de Trotsky. Elle est née avec lui et a servi fondamentalement ses intérêts. Du début à la fin, il l'a utilisée pour qu'elle serve à ses idées et à son travail. C'est lui qui eut l'idée d'une revue en castillan pour l'éducation théorique de ceux qui commençaient à sympathiser avec le trotskysme en Amérique latine, et elle dépassa nos espérances. En peu de temps, nous avons eu tellement de contacts que *Clave* est devenue le centre idéologique et le centre d'organisation naissant du mouvement trotskyste en Amérique latine. Ceux qui ont participé à la fondation de *Clave* ? D'abord Don Francisco Zamora, pour moi l'un des plus capables sur le plan théorique. Il nous a présenté son frère Adolfo, puis Curtiss est venu au Mexique. Il a participé à tout ce qui concerne *Clave*. Il était déjà venu au Mexique, nous nous connaissions bien et étions étroitement liés dans le travail. Il est venu pour impulser la sortie de *Clave* [...] J'aimerais à ce propos citer deux hommes, lui d'abord, qui vint dès le début au Mexique pour se charger des questions techniques de la publication de *Clave*, et un militant mexicain qui a été avec moi jusqu'au bout, le professeur Arturo Martínez qui fut chargé de toutes les besognes matérielles de *Clave*, ronéotyper les adresses, choisir, corriger, emballer, expédier, il a fait tout cela du début à la fin.

En ce qui concerne Evelio Badillo, sur lequel Broué m'a interrogé, je dois vous dire qu'il était l'un des anti-trotskystes les plus enragés — avec Campa. J'ai travaillé avec eux à la C.S.U.M. Il ne s'agissait pas seulement d'attaques contre les idées avec eux, mais d'« action directe ». Ce sont ces mérites-là qui lui ont valu d'aller en U.R.S.S. avec un autre qu'on appelait La Chiva. Et on n'en a plus entendu parler, alors il y a eu des rumeurs, et dans les réunions, ou dans les journaux, on interrogeait : « Où est Badillo ? Où est La Chiva ? » Qu'est-ce qui est arrivé avec eux ? Les années ont passé et tout d'un coup j'ai appris que Zamora, par ses contacts dans les hautes sphères gouvernementales, négociait le retour de Badillo. Je suppose que, par un moyen quelconque, Badillo a réussi à prendre contact avec lui et Adolfo Zamora, par ses contacts, a réussi à le faire sortir. Mais pourquoi cela ? A son retour, je sais qu'il est allé chez Zamora, puis il a disparu. On sait qu'il est mort dans un café, on raconte qu'on l'a empoisonné. Voilà ce que je sais sur Badillo. La Chiva n'est jamais revenu. Quant à Miguel Angel Velasco, Campa et autres, quand on leur demande où était Badillo, ils répondent qu'il effectuait une mission secrète et qu'on l'avait envoyé en Sibérie et en Orient en mission secrète...

Adolfo Zamora parle de son ami Léon Trotsky

Je n'ai jamais été membre de l'organisation trotskyste comme je ne l'ai pas été non plus du parti stalinien. J'ai été en réalité un libre-penseur de la politique. Je suis passé par le marxisme, par la phase trotskyste du marxisme. Trotsky me semblait le marxiste le plus libre, bien plus que Lénine. Mais j'ai dépassé aussi cette phase [...].

A cette époque, j'étais professeur de droit commercial, de législation bancaire exactement. Mon frère aîné Francisco fut membre du tribunal Dewey et je lui demandai de me faire connaître Trotsky. Je me rendis là-bas avec lui et c'est ainsi que je l'ai connu. Je crois que nous avons sympathisé parce que, sans vanité, je peux dire qu'il y avait une identification. Bien sûr, c'était un génie, mais humainement nous étions semblables et cela créait entre nous une énorme sympathie personnelle, bien au-delà de la politique. Un jour, Trotsky me dit : « Adolfo, si vous n'existiez pas, il faudrait vous inventer. » [...]

Plus que des anecdotes, je vais essayer de vous dire l'ensemble des impressions que j'ai eues sur Trotsky, pendant le temps que je l'ai fréquenté. Il n'était pas grand, mais il était fort, de ces hommes musclés de petite taille, un très beau front, un nez juif, une barbiche fournie, une bouche large d'orateur avec un lèvres inférieure charnue et sensuelle. Trotsky était un sensuel, pas un ascète suivant l'image que les bolcheviks veulent donner d'eux. Selon moi, il aimait les femmes et en cela j'étais d'accord.

Il avait une courtoisie militaire très particulière, prussienne. Quand une femme s'approchait de lui et qu'il devait la saluer, il s'inclinait devant elle, lui prenait la main et claquait des talons — comme un militaire ! C'était très pittoresque, des gestes acquis sans doute à l'époque où il commandait l'Armée rouge. Il avait une chevelure drue, longue. Ici, il se l'est un peu coupée — non, la coupe à la mexicaine lui réussissait. Quand il est arrivé de Norvège, il la portait longue, à l'européenne. Puis, ici, un coiffeur l'a coupée à la mexicaine. On aurait pu le prendre pour un employé de commerce s'il n'y avait pas eu son regard très vif, très pénétrant, très intelligent et, naturellement, ce qu'il disait ! C'était un homme d'une courtoisie de camarade, d'une exactitude pour l'heure et les faits qui pouvait passer — il le disait lui-même — pour de la pédanterie. « Je suis un peu pédant », aimait-il à dire parce qu'il aimait que les gens soient à l'heure et tiennent leurs engagements.

A cet égard, il était très exigeant et je dirais même jusqu'à la cruauté avec ses proches. Par exemple avec son fils Léon Sedov. On connaît une lettre si

dure qu'il lui a envoyée parce qu'il estimait qu'il n'avait pas fait ce qu'il devait faire. Quand nous allions prendre le thé chez lui, Natalia et mon épouse restaient entre la cuisine et la salle à manger, préparant le thé et j'entraîrais dans son bureau et nous nous asseyons à sa table de travail. Il me donnait un texte dont il pensait que je devais le réviser ou le traduire ou quelque chose de ce genre. Un texte de travail : on travaillait. Parfois (j'étais très jeune) je disais : « Cette phrase ne me plaît pas, j'aimerais mieux une autre. » Invariablement il me disait : « Changez-la », avec de la condescendance pour le gamin que j'étais alors ! Et puis soudain Natalia annonçait que le thé était prêt et nous allions le boire. Nous parlions français, ma femme est française. Assis à la table nous parlions des choses dont on parle quand on prend le thé. Pas des choses capitales ; des choses simples, familières. De l'un ou de l'autre, du chat des Pfemfert. « Ils lui ont fait un enterrement solennel ; ce chat était mort et les Pfemfert l'adoraient et ils lui avaient fait un enterrement dans le jardin de leur maison. » Lui avait été député et avait voté contre les crédits de guerre avec le dirigeant spartakiste Liebknecht, ils avaient voté contre les crédits de guerre en 1914. C'était un homme remarquable par sa vigueur socialiste. Quand Hitler arriva au pouvoir, il vint au Mexique parce que sa femme était israélite. Elle s'appelait Anna. Ils vinrent ensuite au Mexique et y achetèrent un petit atelier photo et de temps en temps ils rendaient visite à Trotsky et à Natalia ¹.

Et Natalia nous parla un jour du chat des Pfemfert qui était mort et qu'ils avaient enterré solennellement. Nous lui avons demandé ce qu'il avait de spécial. Et elle nous a répondu : « C'est qu'il était bien, ce chat ! ». Comme s'il s'agissait d'une personne ! J'ai beaucoup de souvenirs concrets de Trotsky et de Natalia. Mais surtout une forte impression générale. Natalia était une femme de forte personnalité, très intelligente. Beaucoup de goût pour la peinture, fanatique de Renoir. Elle avait étudié l'histoire de l'art à Paris. Ensuite, après la mort de Trotsky, nous avons continué à fréquenter Natalia. Et puis Esteban : Trotsky m'avait pratiquement chargé de l'instruction et de l'éducation de cet enfant qui était venu de France. Il avait treize ans à l'époque. Un de mes frères lui a donné des leçons d'espagnol, puis je l'ai inscrit à l'école et je l'ai rebaptisé parce qu'il avait un nom russe, impossible à prononcer ici. Trotsky a accepté qu'il devienne « Esteban » et c'est son nom maintenant. J'ai continué à veiller sur lui, à le conseiller, à l'aider de mon mieux jusqu'à la fin de ses études, son mariage, le début de sa vie professionnelle. Nos relations continuent.

[...] Mes relations avec Trotsky étaient d'une double nature. De nature politique, strictement définies par ma collaboration à la revue *Clave*. Et puis des relations personnelles, avec des rites, un peu plus intimistes, généralement des rencontres pour prendre le thé en compagnie de Natalia. Parfois, des promenades à la campagne. Il aimait bien aller à « La Barranca de los Venados », dans le domaine d'Hidalgo, en pleine montagne, où poussaient les cactus qu'on appelle « les petits vieux », des cactus couverts d'une espèce de crinière blanche, rares dans le reste du pays, presque inconnus dans la ville de México parce qu'ils s'acclimatent vite, mais meurent ensuite. On les appelle « les petits vieux » dans la zone où ils poussent et il aimait aller en

chercher, il les déterrait, de tout petits aussi des grands, de plus d'un mètre. Il les chargeait sur son dos et les portait jusqu'à l'auto. Et nous, avec les camarades qui vivaient avec lui, nous faisons de même et on arrivait à Coyoacán et on plantait dans le jardin dix ou douze « petits vieux »...

Elles étaient bien agréables, ces promenades, pour ces journées à la campagne, Natalia faisait des saucisses, emportait du pain noir et on mangeait sur une couverture qu'elle étendait. On parlait ; certaines fois, on avait un appareil photo parce que j'y allais avec ma fille, toute petite à l'époque et elle apprenait juste à marcher.

Van et moi avons traduit *Leur Morale et la Nôtre* : Van lisait dans le texte russe et je le mettais en espagnol, lisant le texte russe en traduction française et faisant de l'espagnol du français de Van. Quand il est sorti, Trotsky a apprécié beaucoup la traduction et m'a dit : « C'est la première qui m'a donné l'impression du texte original. En aucune langue, je n'ai rencontré une traduction aussi fidèle, non seulement dans la traduction des idées mais dans l'expression purement formelle, grammaticale, du texte. J'allais vous écrire pour vous féliciter pour la traduction, mais comme je sais que vous n'êtes pas fétichiste, je n'ai pas fait cette lettre. » Pourquoi m'a-t-il dit cela ? Je ne l'ai pas compris alors. Un jour, en promenade, je ne l'ai pas photographié, j'ai photographié ma fille. Il en a conclu que je n'étais pas fétichiste. Et c'est pourquoi il ne m'a pas écrit cette lettre. Nos relations de couple — les Trotsky et les Zamora — étaient très personnelles, une véritable affection humaine. Ses relations étaient en général politiques. Sur le plan politique, mon contact avec lui, c'était avant tout la revue *Clave* : c'est naturellement dans sa maison qu'on s'est réunis avec l'idée de fonder cette revue. Trotsky pensait que je pouvais en être le directeur, sinon nominalement, du moins de fait. La vérité est que je me suis occupé de *Clave* plus qu'aucun autre — sauf cet Américain, Charlie Curtiss, qui travaillait sur *Clave* à l'imprimerie, surveillait l'impression, m'apportait les épreuves à corriger, m'apportait les textes anglais des travaux de Trotsky pour que je les traduise en espagnol, ces textes qui paraissaient principalement dans l'organe du Socialist Workers Party.

Alors on a décidé de faire une revue, la revue d'un parti trotskyste mexicain, une revue, disons, indépendante. Il fallait un nom. Chacun en proposa un. Trotsky prit un dictionnaire espagnol, l'ouvrit, chercha et chercha encore et dit tout d'un coup : « *Clave* ! Court et expressif, il ira bien. » Au moment de désigner le directeur, on a pensé à moi, mais je suis Nicaraguayen, étranger donc au Mexique. Je l'ai dit : c'était un peu dangereux qu'un étranger donc au Mexique. Je l'ai dit : c'était un peu dangereux qu'un étranger la dirige. J'ai proposé un de mes amis, de toute confiance, José Ferrel. Et il est apparu comme directeur de la revue, ce qui a beaucoup irrité Diego Rivera et lui a fourni un prétexte pour rompre avec Trotsky, en disant que Trotsky était aussi despotique que Staline, qu'il avait nommé une personne étrangère au parti trotskyste mexicain pour diriger une revue qui était supposée exprimer les idées de Trotsky au Mexique. Ce fut le début de la rupture de Diego avec Trotsky. La revue a commencé à paraître avec des articles de fond, surtout écrits par Trotsky, dans la section « Idées ».

Trotsky les écrivait en russe ; il n'a jamais écrit qu'en russe : c'est une légende, sa connaissance des langues. Il les parlait plus ou moins, mais il n'écrivait qu'en russe et il fallait les traduire. On les traduisait généralement en anglais et de là on passait à l'espagnol. C'est comme ça qu'on faisait *Clave*. J'ai rédigé quelques commentaires, pas signés. Trotsky ne signait pas non plus. On ne faisait plus les réunions chez Trotsky, il n'y assistait plus, tout se faisait entre Curtiss et moi ; nous réglions les problèmes de *Clave*, la traduction, la rédaction, les commentaires de correction d'épreuves et de surveillance des travaux d'impression. On imprimait la revue dans un atelier de l'École des arts graphiques et des bureaux du secrétaire de l'éducation publique.

Bien entendu, les staliniens ont toujours su que Trotsky s'occupait des problèmes politiques du Mexique, surtout de l'activité stalinienne contre lui. Le stalinisme dirigé par Lombardo Toledano et Hernán Laborde s'employa à créer le climat de son assassinat dès son arrivée au Mexique de sorte que l'analyse politique de Trotsky sur le Mexique fut en quelque sorte une réaction à l'action stalinienne pour le discréditer et créer l'ambiance dans laquelle le crime serait explicable et presque juste. Son matériel politique, c'était la révolution mexicaine et le développement de la réaction almazaniste contre la révolution mexicaine. Trotsky n'avait qu'une passion : la politique. Il écrivait bien, mais il ne voulait pas faire de la littérature mais de l'analyse politique. Il la faisait avec élégance, distinction et une grâce stylistique qui étaient ses qualités personnelles, mais il ne cherchait pas à construire une image littéraire de lui-même, il voulait analyser événements et idées qui formaient le cadre de son existence au moment où elle se déroulait. On peut dire de lui ce qu'il a dit de Lénine : qu'il était comme une flèche tendue vers un objectif qu'il n'a pas cessé de poursuivre, sa vie durant.

NOTE

1. De toute évidence, Adolfo Zamora confond le couple Pfemfert et le couple Rühle. C'est Rühle qui avait été député au Reichstag et avait voté avec Liebknecht.

Documents

Nous avons choisi pour ce numéro une version de la rupture donnée par Diego Rivera sur un ton raisonnable dans une interview ; les articles qui suivent sont une sélection des contributions faites à Clave par d'autres personnes que Trotsky.

Diego Rivera

Ma rupture avec Trotsky (14 avril 1939) *

L'incident entre Trotsky et moi n'est pas une querelle. C'est un lamentable malentendu qui, étant allé trop loin, a provoqué l'irréparable. Cela m'a obligé à rompre mes relations avec un grand homme pour qui j'ai toujours eu et continue à avoir la plus grande admiration et le plus grand respect.

J'ai toujours eu cependant mes opinions personnelles propres et mes points de vue personnels que je ne change que lorsque je suis convaincu de me tromper. Aujourd'hui où mes idées ont divergé de celles qu'exprime Trotsky à mon sujet et sur ma façon de voir certaines questions, ses arguments ne m'ont pas convaincu que je suis dans l'erreur et je maintiens ma position.

En outre, je suis très loin de vouloir afficher la stupide présomption de m'engager dans une polémique avec Trotsky, que je considère comme le centre et la tête visible du mouvement révolutionnaire qu'est la IV^e Internationale.

C'est pourquoi, en me séparant de lui bien que je n'ai aucune querelle que ce soit avec les lignes générales de l'organisation, il m'a semblé que, compte tenu de la grande importance de la position de Trotsky et la totale absence d'importance de la mienne en son sein, la meilleure chose à faire pour moi était de la quitter. C'est pourquoi j'ai présenté ma démission irrévocable de la IV^e Internationale.

Le proverbe mexicain dit : « Celui qui ne bloque pas la route apporte une aide importante ». A l'avenir, mes actions et opinions personnelles, si j'en ai, ne bloqueront ni la route de Trotsky ni celle de la IV^e Internationale.

L'incident entre Trotsky et moi a eu pour origine une lettre que j'ai adressée à mon ami le poète français André Breton. Cette lettre fut tapée en français pour moi par un des secrétaires de Trotsky. Et il se trouva que Trotsky vit une copie qui avait été laissée sur le bureau par son secrétaire, selon une déclaration écrite qu'il m'a envoyée et les idées que j'exprimais dans cette lettre en référence à la situation générale des forces de la gauche dans le monde, au rôle social des artistes et à leur position et à leurs droits à l'intérieur du mouvement révolutionnaire, outre quelques allusions personnelles à lui, ont tellement déplu à Trotsky qu'il exprima contre moi des opinions que j'ai trouvées inacceptables et qui m'ont obligé à me séparer de lui.

Trotsky a pensé, après cet incident, qu'il ne pouvait continuer à vivre dans la maison de ma femme, Frida Kahlo, sympathisante de la IV^e Internationale qui avait l'honneur de la mettre à la disposition de M. et Mme Trotsky pour qu'ils l'utilisent aussi longtemps qu'ils le souhaitent. Comme Trotsky ne pouvait quitter immédiatement la maison et ne voulait pas en outre que je lui « impose mon hospitalité », il m'a envoyé un ami avec

une somme de deux cents pesos mexicains comme paiement d'un loyer pour cette maison qui ne m'appartient pas.

J'ai considéré cette action comme injuste et insultante pour moi et naturellement je n'ai pas accepté l'argent. Trotsky a insisté par cet ami, qui m'a dit que si je n'acceptais pas cette somme, il était sûr que Trotsky quitterait la maison et mettrait tous ses biens sur la rue, même s'il n'avait aucun endroit où aller.

Compte tenu de cette situation, j'ai accepté l'argent en donnant reçu à Trotsky dans une lettre où je disais nettement que la maison n'était pas à moi et qu'en aucun cas l'argent ne devait m'être adressé. J'ai envoyé les deux cents pesos, en demandant un reçu, au même ami qui me les avait apportés, en lui demandant de l'accepter comme ma contribution à la revue *Clave*, un organe marxiste et une publication que cet ami administre et à laquelle Trotsky et moi avons collaboré.

Trotsky travaille sans relâche, épaulant continuellement par son effort mental le lent et difficile travail de préparation pour la libération des ouvriers dans le monde entier. Il a autour de lui un état-major de jeunes secrétaires, volontaires venus des quatre coins de la terre pour l'aider dans son travail.

Pendant ce temps, d'autres ouvriers volontaires veillent nuit et jour sur la sécurité de l'homme qui, avec Lénine, a donné la victoire au prolétariat de Russie. Avec les autres milliers de héros d'Octobre, maintenant de l'exil que leur a infligé la contre-révolution de Staline, il continue à œuvrer pour la future victoire des ouvriers du monde entier.

Ses ennemis, « les organisateurs de la défaite », Staline et son G.P.U. persécutent l'homme d'Octobre. Partout ils ont essayé de l'atteindre, de l'anéantir psychologiquement par l'extermination de sa propre famille. D'abord sa fille a été conduite au suicide. Ensuite l'un de ses fils, un jeune savant qui travaillait à l'écart de toute politique, a été victime d'une machination inique en U.R.S.S. et a « disparu ». On a fait cela pour jeter dans l'esprit de Trotsky et de sa femme un doute effroyable permanent sur le sort de leur fils.

Puis son autre fils, Léon Sedov, a été la victime d'un complot médico-chirurgical qui a enveloppé sa mort dans un nuage de doutes scientifico-juridiques. À la lumière de la raison, cette mort ne peut avoir été qu'un meurtre scientifique, un empoisonnement ne laissant pas de traces.

Dans le même temps, ses plus proches collaborateurs sont persécutés et menacés, assassinés l'un après l'autre. Il est naturel que cet état de choses et l'accumulation des souffrances qu'il occasionne aient eu de l'effet sur l'homme d'Octobre malgré son énorme volonté et sa confiance en lui-même. Il est naturel que les dispositions de Trotsky soient devenues de plus en plus difficiles, en dépit de sa grande réserve de bonté et de générosité.

Je regrette que le destin ait décidé que je devais entrer en conflit avec ce côté difficile de sa nature. Mais ma dignité d'homme m'empêchait de faire quoi que ce soit pour l'éviter.

NOTE

*. Interview *New York Times*, 15 avril 1939.

Déclaration du comité de rédaction de *Clave* *

Auto-défense ouvrière (novembre 1938)

« Nous avons appris qu'aujourd'hui, à 10 heures du matin, au Théâtre du peuple (hauteur du marché Abelardo Rodríguez) les trotskystes pensent mener à bien de nouvelles provocations (*il s'agit d'un mouvement d'enseignants que les gens du GPU, avec leur précision habituelle appellent trotskystes comme tout mouvement progressiste*. NDLR). On nous informe en même temps que les enseignants et en général les travailleurs sont disposés à empêcher cette réunion de petits traîtres. C'est ce que nous espérons » (*La Voz de México*, 22 octobre 1938)

On a sous les yeux dans les lignes ci-dessus un exemple type du gangstérisme stalinien. Les enseignants sont en révolte contre le stalinisme. Les dirigeants staliniens ne répondent pas avec des arguments — ils n'en ont pas — mais pour « empêcher cette réunion », ne pas les laisser parler. « Les enseignants en général et les travailleurs » qui briseraient une réunion ouvrière n'existent pratiquement pas. Mais il ne manque pas de gangsters et ils sont actifs. Nous savons déjà ce qui s'est produit lors du meeting de la C.G.T. et de la Casa del Pueblo quand les staliniens ont essayé de le briser. Heureusement et de manière imprévue, ils ont été repoussés par les ouvriers présents. Des ouvriers et des étudiants révolutionnaires — nous pouvons nommer parmi eux Mario Fernández et Felipe Alva Huante — ont été attaqués par les agents du G.P.U.

Le gangstérisme stalinien menace le mouvement ouvrier, essaie de réprimer tout mouvement progressiste des ouvriers et des paysans ; il essaie d'étrangler tous les secteurs anti-staliniens du mouvement au pistolet et au garrot. Contre les défenseurs de l'impérialisme yankee et anglais, les ouvriers doivent répondre avec les seuls arguments que comprennent les agents du G.P.U. : les groupes d'auto-défense ouvrière !

NOTE

*. *Clave* n° 2, novembre 1938, p. 3

Rodrigo García Trevino

Les Administrations ouvrières (mai 1939)*

Selon la thèse brillamment exposée par un marxiste éminent, « dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. C'est de là que découle la relative faiblesse de la bourgeoisie « nationale » par rapport au prolétariat « national ». Et ceci crée les conditions spécifiques du pouvoir de l'Etat. Le gouvernement oscille entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement fort. Cela lui donne un caractère bonapartiste nettement marqué. Il s'élève pour ainsi dire au-dessus des classes. En réalité, il ne peut gouverner qu'en se faisant l'instrument du capital étranger et en tenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, ou bien en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même jusqu'à lui faire des concessions, obtenant ainsi la possibilité d'une relative liberté vis-à-vis des capitalistes étrangers ».

A ce schéma intéressant nous ne voulons ajouter qu'une déclaration rendue nécessaire par le fait qu'il n'y expose que les traits fondamentaux du problème, à savoir que les « concessions » ne doivent pas être considérées comme des dons gracieux comme le font certains « marxistes ». Les concessions sont le résultat de l'action des classes opprimées qui obligent les classes possédantes à céder sur tel ou tel point pour éviter une lutte qui coûterait plus que ce qu'ils cèdent, ou bien pour obtenir à leur compte l'alliance et l'appui des travailleurs.

Ceci dit, il faut admettre qu'au Mexique la thèse exposée a été pleinement confirmée par les événements qui se sont produits pendant le développement de la révolution démocratique bourgeoise. Pour ne pas remonter trop haut, nous rappellerons que dans la seconde moitié de la domination calliste les gouvernements mexicains n'étaient rien d'autre que des agents de l'impérialisme. Depuis, la conjoncture économique mondiale a permis que la pression impérialiste (yankee en particulier) s'allège un peu. Avec l'amélioration de l'économie du pays, la bourgeoisie nationale n'a plus considéré comme indispensable la tutelle dictatoriale du callisme, surtout quand ce dernier, à l'instar de tous les régimes de son espèce, faisait payer trop cher ses services tantôt permettant des malhonnêtetés du côté des fonctionnaires, tantôt protégeant le petit groupe de ses clients pour leur permettre de monopoliser les affaires et de s'enrichir naturellement au préjudice d'autres qui aspirent à en faire autant.

C'est ainsi que Cárdenas, après presque un an à gouverner d'accord avec les callistes, les a envoyés promener dans un geste qui lui a valu la sympathie

populaire. En résultat de la relative prospérité économique et de la démocratisation correspondante des méthodes de gouvernement, la classe ouvrière a commencé à s'agiter et on entra dans une période de montée du mouvement gréviste. Les grèves des cheminots et des ouvriers du pétrole ont été couronnées, la première indirectement et la seconde de façon immédiate, par la nationalisation de ces deux branches de l'industrie nationale.

L'administration ouvrière des chemins de fer

Les Chemins de fer nationaux du Mexique étaient en réalité une société mixte. Le gouvernement détenait la majorité des actions depuis le temps de la dictature de Díaz. La situation de cette entreprise était désastreuse puisqu'elle avait une dette supérieure à sa propre valeur, les créanciers étant étrangers. Avec la nationalisation, le gouvernement est resté seul maître de l'affaire, mais en même temps la dette est passée au passif de la nation. Ainsi on a d'un côté fait un pas vers la libération du pays, mais, de l'autre, les hommes d'affaires et créanciers gagnent car leur dette devient plus sérieuse que celle qu'ils détenaient sur une entreprise en faillite. Quoi qu'il en soit, le fait est que, quelques mois après leur nationalisation, les chemins de fer ont été remis au syndicat de la branche, syndicat des travailleurs des chemins de fer de la République du Mexique, afin qu'il les administre.

Avec le fonctionnement de l'administration ouvrière des chemins de fer, on a vu que les organisations de ce type avaient de sérieux aspects négatifs pour le mouvement ouvrier. Les administrateurs sont de fait les dirigeants réformistes. Une fois que ces messieurs sont devenus administrateurs d'une grande entreprise dans le cadre du système capitaliste, ils sont très souvent devenus de simples auxiliaires pour l'exploitation des travailleurs. C'est ainsi qu'on a vu que, dans certaines circonstances, ils n'ont même pas rempli les mandats légaux ou les prescriptions contractuelles qui avaient provoqué la grève mentionnée plus haut. En outre, pour avoir le moyen de rembourser la dette des chemins de fer, on a intensifié le rythme du travail des ouvriers, sans augmentation correspondante de leurs salaires. Outre ces anomalies qui ne touchent que le prolétariat, on a commis l'erreur de ne pas utiliser les ressources obtenues pour améliorer les voies et l'équipement, ce qui était une véritable nécessité nationale puisque les chemins de fer constituent dans l'économie du pays un nerf d'importance vitale. C'est ainsi qu'il a été possible d'obtenir dans la première année d'administration ouvrière un bénéfice de plusieurs millions de pesos rendant possible un remboursement de vingt millions aux créanciers impérialistes. Mais en agissant ainsi on avait atteint la confiance que les cheminots avaient en eux-mêmes en tant qu'administrateurs et surtout en tant que réalisateurs de leur propre amélioration. Il est impossible de dire jusqu'à quel point cela a contribué à la fréquence des derniers accidents de chemins de fer. Ce qui est sûr, c'est que tant du fait de ces accidents que parce que le service (voies, équipement) n'avait pas été amélioré, les porte-parole de la réaction ont trouvé des prétextes pour discréditer l'administration ouvrière.

Un fait important se détache pourtant entre tous les aspects négatifs indiqués : l'administration ouvrière des chemins de fer s'est révélée, du point de vue technique, au moins aussi efficace que n'importe laquelle de type bourgeois. Elle a commis l'erreur de procéder comme s'il s'agissait d'une administration capitaliste commune, courante, où l'objectif principal est d'avoir des bénéfices sans améliorer les moyens. Elle a obtenu ces bénéfices comme indiqué plus haut et démontré à la bourgeoisie que, financièrement parlant, elle ne pouvait être considérée comme inepte ou inférieure à elle. Bien que cela doive être condamné dans une administration ouvrière qui a oublié que jamais et en aucun cas elle ne peut se transformer en instrument de l'oppression des travailleurs, il est nécessaire de prendre en considération que l'importance des bénéfices indique qu'une bonne partie d'entre eux est due à l'amélioration de la gestion administrative.

En tout cas, le fait qu'on ne soit pas arrivé à améliorer plus l'administration et que la direction du syndicat ait perdu de son caractère ouvrier, devenant exactement le contraire de ce qu'elle devrait être, est dû à trois faits fondamentaux : 1) à ce qu'à l'intérieur du système capitaliste, même une industrie administrée par la classe ouvrière ne peut échapper aux lois de l'économie bourgeoise ; 2) à ce qu'il s'agit d'une entreprise en faillite ; 3) à ce que l'expropriation a été de type capitaliste, c'est-à-dire avec indemnisation.

L'administration mixte du pétrole

A la différence de ce qu'a été la nationalisation des chemins de fer nationaux du Mexique, l'expropriation du pétrole a constitué un authentique épisode de la lutte d'un pays faible pour sa libération nationale, par-dessus le marché contre le secteur le plus agressif et le plus puissant de l'impérialisme. Il ne s'agissait pas en outre dans ce cas d'une entreprise en faillite, mais d'une industrie florissante qui, depuis bien des années déjà, rapportait de substantiels bénéfices. A la différence également de ce qui s'était passé dans les chemins de fer, l'administration n'a pas été remise intégralement au syndicat ouvrier.

Dans l'industrie du pétrole, le gouvernement a non seulement conservé entre ses mains la propriété de l'entreprise, mais aussi son administration.

Au premier moment, l'Etat a accepté de bon gré l'offre du syndicat des travailleurs du pétrole de la République mexicaine de prendre en charge l'administration. En moins de 24 heures, il est sorti de cette rencontre l'appareil d'administration et l'importante industrie du pétrole a continué à fonctionner sans souffrir de la moindre interruption ni du moindre trouble. Incontestablement, dans la mesure où il s'agissait d'une activité de haute rentabilité, le gouvernement n'était pas d'accord avec la proposition des travailleurs de constituer définitivement une administration syndicale semblable à celle des chemins de fer. L'administration ouvrière du pétrole n'a pas duré plus de deux ou trois semaines et elle, avait, il faut l'admettre, un caractère provisoire. L'Etat a créé les organismes nécessaires au contrôle de l'administration. Néanmoins, même en tenant compte de cette modalité, l'intervention

du syndicat avait une grande importance, puisque, au conseil d'administration, il avait quatre sièges sur neuf et que presque tous les hauts fonctionnaires et la presque totalité des fonctionnaires ordinaires avaient été désignés par lui. Malgré tout, il existe la situation anormale et dans le fond inacceptable que la nouvelle administration n'a pas été légalisée. Par conséquent les travailleurs ne savent pas à qui réclamer l'exécution du contrat, puisque l'industrie n'est totalement entre leurs mains, qu'il ne s'est pas constitué de nouvelle entreprise semi-officielle ni organisé enfin un département ou une dépendance de l'Etat.

Du point de vue des résultats donnés pour les travailleurs par la nouvelle situation, on peut faire des remarques très intéressantes qui, comparées à celles qui ont été faites pour les chemins de fer, nous serviront à établir une appréciation révolutionnaire sur ce type original de capitalisme d'Etat dans lequel les grandes entreprises sont administrées par les syndicats ou avec une intervention essentielle de leur part.

La première chose qui saute aux yeux, il faut y insister, est la rentabilité élevée de l'industrie du pétrole. Bien que l'offensive impérialiste ait réduit cette rentabilité pendant l'année qui a suivi l'expropriation — et, dans une certaine mesure, continue à la réduire —, malgré cela, nous insistons, il n'est pas possible de considérer l'industrie du pétrole comme une mauvaise affaire et encore moins comme une entreprise en faillite chronique comme les chemins de fer. Sur cette base donc, les dirigeants syndicaux transformés en administrateurs ne se sont pas conduits avec la masse des travailleurs comme les collègues des chemins de fer. Dans la mesure du possible, ils se sont conformés aux termes de l'arbitrage rendu par les autorités du travail lors du conflit avec les entreprises, arbitrage selon lequel les salaires totaux des ouvriers du pétrole devaient augmenter de vingt-six millions de pesos par an. Par ailleurs, bien que l'offensive de l'impérialisme ait réduit à un moment déterminé la production du pétrole au seul volume nécessaire à la consommation interne du Mexique, l'administration mixte de l'industrie n'a pas envisagé de licencier un seul travailleur, démontrant par ce seul fait qu'il existe une différence importante entre les entreprises typiquement capitalistes et les administrations des industries nationalisées dans la direction et l'administration desquelles interviennent les syndicats.

Du point de vue de ce que signifient les administrations ouvrières dans la dynamique historique de l'économie, le cas du pétrole est très significatif. Sa valeur progressiste en tant que facteur de centralisation économique a été mise en évidence dès le premier moment.

Les dix-huit entreprises existantes avant l'expropriation ont été regroupées immédiatement au sein d'une même unité. Il n'a pas été nécessaire pour cela, loin de là, de forcer la situation. La centralisation s'est faite, si l'on peut dire, spontanément. Cela s'explique si l'on tient compte de ce que la conversion de l'appareil syndical en appareil de l'administration n'aurait pu être effectuée d'une autre manière.

L'auteur de cet article connaît cette affaire dans les moindres détails car il a participé aux travaux d'études et de recherche et à la rédaction d'un plan de réorganisation de l'industrie que le syndicat a présenté au Président de la

République quelques jours après l'expropriation. En outre, ce n'est pas un cas unique. La même tendance à la centralisation est apparue chez les ouvriers boulangers quand ils réclamèrent peu après la confiscation des boulangeries. En Espagne le même phénomène s'est produit pendant les mois qui ont suivi le soulèvement de Franco. Maîtres des usines en Catalogne, de l'industrie de la pêche et de ses produits aux Asturies, de nombreuses fermes collectives en Aragon et dans d'autres régions de l'Espagne, les travailleurs non seulement dans l'industrie, mais également les ouvriers agricoles ont immédiatement centralisé les branches économiques. La nouvelle économie collectivisée se serait magnifiquement développée malgré la guerre s'il n'y avait pas eu la destruction opérée par les stalinien qui, en cette occasion comme tant d'autres, ont agi comme des agents et policiers de la réaction bourgeoise. Ce n'est que pour se justifier qu'ils ont invoqué le prétexte selon lequel la collectivisation s'opposait aux nécessités de la centralisation de l'économie de guerre, alors que ce qui se passait était que la centralisation se réalisait par régions et par nationalités, d'accord avec la structure technique et géographique de l'Espagne, une chose tout à fait légitime du point de vue marxiste et qui, de toute façon, constituait un progrès. Au Mexique, où il n'existe aucun des inconvénients qui se présentaient dans la péninsule ibérique — à l'exception, comme nous le verrons, de l'attitude des stalinien —, les administrations ouvrières des industries ont été un puissant facteur de centralisation économique.

Les caractéristiques essentielles des administrations ouvrières

Telles sont, brièvement et schématiquement exposées les caractéristiques positives et négatives des branches industrielles qui ont été nationalisées au Mexique et qui sont administrées par les syndicats ouvriers ou avec leur intervention prédominante. Comme le thème est très large et complexe, dans le cadre d'un article comme celui-ci, on peut seulement tirer des conclusions et des expériences historiques utiles, en continuant à schématiser.

Nous pouvons donc dire sur la base des faits exposés que les administrations ouvrières :

- 1) restent dans le cadre du capitalisme d'Etat qui, dans l'économie bourgeoise, constitue un pas progressiste ;
- 2) dans cette mesure restent soumises aux lois économiques bourgeoises et que de là découlent leurs limites ;
- 3) bien qu'elles demeurent des entreprises capitalistes, elles recèlent des possibilités et des caractéristiques qui justifient que la masse travailleuse considère comme faisable que leur direction donne satisfaction aux revendications ouvrières pressantes et, pour le moins, ne fasse aucun pas en arrière en ce qui concerne la situation des travailleurs eux-mêmes ;
- 4) indépendamment de ce qui vient d'être dit et toujours du fait qu'elles sont soumises aux lois économiques bourgeoises — sujétion qui donne une mentalité non prolétarienne à la grande majorité des dirigeants syndicaux —, les chefs ouvriers transformés en administrateurs (cas du chemin de fer), opposent les intérêts des entreprises capitalistes d'Etat qu'ils

administrent à ceux des masses ouvrières dont la défense devrait être pour eux plus importante que tout ;

5) à cause des faits qui ont précédé la constitution de ces administrations ouvrières, ces dernières constituent des conquêtes authentiques aux yeux des masses ;

6) du fait des circonstances historiques de leur organisation, elles constituent des jalons dans la révolution anti-impérialiste.

7) dans les industries administrées par les ouvriers et avec leur intervention, l'Etat se réserve contrôle et autorité. S'il s'agit d'industries en faillite, la responsabilité de l'administration est intégralement reportée sur les syndicats ; s'il s'agit d'industries ayant de bonnes perspectives à long ou à court terme, le contrôle de l'Etat est plus direct et les syndicats considérés comme de simples auxiliaires.

8) au moyen de la création des administrations ouvrières des industries, le gouvernement cherche l'appui du prolétariat pour arracher à l'impérialisme une partie de la plus-value produite par la classe ouvrière elle-même.

Le Prolétariat devant ce problème

Il faut ensuite se demander : les administrations ouvrières de l'industrie méritent-elles l'appui du prolétariat révolutionnaire ? Ou, au contraire, faut-il s'opposer à elles, préférant en tout cas que les industries nationalisées soient administrées par l'Etat ?

Pour la grande majorité des travailleurs, la question mérite une réponse affirmative catégorique, sans aucune sorte de réserves. Mieux, conformément aux « théories » réformistes que le stalinisme a largement diffusées dans les masses, le stalinisme et ses amis croient que les administrations ouvrières sont des unités économiques socialistes bien que coexistant avec le capitalisme. C'est là l'opinion la plus répandue dans les masses. Comme nous le verrons plus loin, le malheur n'est pas qu'on voit d'un bon œil les administrations ouvrières, mais qu'on les accepte aveuglément et qu'on croit qu'elles constituent d'authentiques panacées qu'il suffirait de multiplier pour arriver pacifiquement et volontairement à la transformation socialiste de l'économie. L'étendue d'une telle erreur est due à la propagande de type cent pour cent collaborationniste et réformiste du stalinisme officiel et lombardiste.

Récemment néanmoins, les épigones vernaculaires de Staline ont effectué un brutal virage avec l'égalité dans laquelle ils excellent. L'approbation aveugle et enthousiaste a suivi la condamnation irrationnelle et irritée. Dans l'organe stalinien, au cours du dernier congrès du parti « communiste » mexicain et dans différents cercles internes du parti, Laborde et les siens se sont consacrés avec ardeur à la tâche d'expliquer aux ouvriers qu'il n'y a rien de pire que les administrations ouvrières.

Dans la résolution du plénum du comité central du parti communiste, qui s'est tenu les 23 et 24 octobre 1938, il est dit :

« En termes généraux, l'administration directe des entreprises par les syndicats n'est pas recommandable car elle met en danger l'indépendance et la liberté d'action des syndicats pour la réalisation de leurs véritables fonctions [...] L'administration

des grandes entreprises nationalisées doit rester à la charge de l'Etat avec la coopération des syndicats et un système de contrôle ouvrier. »

Dans le rapport de Laborde au VII^e congrès du parti « communiste » mexicain (du 28 janvier au 3 février 1939) les mêmes idées sont répétées sous une forme différente :

« L'administration d'une entreprise par le syndicat supprime ou restreint la fonction principale du syndicat qui est de défendre les intérêts de classe des travailleurs. Ou dans le meilleur des cas, elle dédouble la personnalité du syndicat qui devient en même temps défenseur des travailleurs et administrateur, c'est-à-dire défenseur de l'entreprise. Inévitablement, une fonction entre en conflit avec l'autre et le syndicat doit choisir entre l'entreprise et les travailleurs. Et il est très probable qu'il va abandonner les intérêts des ouvriers dans son ardeur à faire triompher l'administration [...] L'administration ouvrière décentralise et disperse l'économie au lieu de la centraliser et de l'organiser. »

Ensuite, dans une autre circulaire datée du 8 mai 1939, on donne des directives concrètes aux « communistes » membres du syndicat des travailleurs du pétrole de la République mexicaine afin que, dans le congrès qui se tiendra à partir du 1^{er} juin de cette année, ils luttent pour que l'industrie du pétrole ne soit pas remise aux ouvriers pour qu'ils l'administrent. Dans cette circulaire, parlant sur un ton qui est celui de n'importe quel « révolutionnaire d'autrefois », les staliniens considèrent comme un échec l'administration ouvrière des chemins de fer. Et étalant, pour finir, un esprit d'opposition contraire à tout ce qui implique la lutte, ils invoquent l'argument selon lequel l'impérialisme verrait d'un mauvais œil que le pétrole fût administré par les ouvriers.

En résumé donc, les staliniens condamnent en principe (« en général », disent-ils) les administrations ouvrières, qu'ils traitent évidemment de « trotskystes », consacrant (circulaire citée plus haut) sept à huit pages à démontrer ce prétendu trotskysme.

Sur la prétendue décentralisation que les administrations ouvrières provoquent dans l'économie, nous ne croyons pas nécessaire de dire un mot de plus. Les faits sont sous les yeux de tous. Avec une telle affirmation, on veut parfois laisser entendre que, si l'Etat administre, la centralisation se produit automatiquement, pas tellement au niveau de telle ou telle industrie qu'à l'échelle nationale. La légèreté, cependant, saute également aux yeux, quand nous voyons comment l'Etat a été, dans bien des circonstances, incapable de centraliser des tâches administratives moins complexes. Mais l'important n'est pas là : il est que la centralisation des industries administrées par les ouvriers peut et doit se faire sur un critère de classe, c'est-à-dire à travers des différentes centrales syndicales nationales. Nous nous heurtons ici à quelque chose d'inexplicable, car comment comprendre que ceux qui passent leur vie à parler de l'unité ne puissent avoir pensé à une chose si simple et si claire.

L'auteur de ces lignes ne sait comment trouver les mots les plus durs pour qualifier ces dirigeants syndicaux qui, en devenant administrateurs des industries nationalisées, deviennent des instruments de l'exploitation des ouvriers en vertu de leur désir de rendre bénéficiaires des entreprises qu'ils dirigent. Ces gens, comme bien d'autres, sont des traîtres à leur classe. Mais il faut se

demander si ce seul fait suffit pour condamner en principe (« en général » comme disent les staliniens) les administrations ouvrières. Leur existence est la cause d'une trahison identique et d'une dégénérescence semblable de l'appareil dirigeant des syndicats. Bien sûr que non. Bien des dirigeants font des syndicats un moyen de faire de l'argent en dénaturant leurs fonctions, en trafiquant sur les grèves et en arrivant mètre à se mettre à la solde des patrons. Et ce n'est pas une raison pour condamner le syndicalisme, sauf, c'est évident, s'il s'agit d'ennemis de classe ouvrière qui se prévalent de ces actes malhonnêtes comme prétexte pour essayer de dépouiller le prolétariat de ses armes. Il a été répondu aussitôt à la seconde question par les brèves remarques qui précèdent. La cause de la trahison des dirigeants qui veulent surtout être de « bons administrateurs » (au sens bourgeoisement utilitaire du mot) ne réside pas dans l'existence des administrations ouvrières, mais en ce qu'elle est un fruit pourri de l'ambiance sociale dans laquelle nous vivons. Le remède ne consiste donc pas à en finir avec les administrations ouvrières, mais à les épurer, à soutenir une lutte révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, ni plus ni moins que ce que font tous les révolutionnaires pour en finir avec le gangstérisme syndical. Il est clair qu'il faut pour cela un parti ouvrier révolutionnaire. Comme il est clair également que celui qui tient pour inévitable la dégénérescence des syndicats qui administrent des industries et qui, surtout, *ne luttent pas* contre cette modalité nouvelle de la dégénérescence des dirigeants syndicaux, n'a pas un poil de révolutionnaire.

Dans l'abondante masse des théories marxistes, on trouve des bases doctrinales qui, aussi bien que le bon sens révolutionnaire, confirment l'opinion exprimée ci-dessus. Nous pourrions accumuler les arguments. Pour abrégé cependant, rappelons seulement quelques-unes de ces théories.

Les coopératives existant à l'intérieur du régime capitaliste ont été, comme on sait, matière d'amples discussions entre les représentants de diverses tendances ouvrières. Pour les uns elles sont le sésame qui ouvre l'économie collective. Quand le mouvement coopérateur se sera suffisamment et largement étendu, disent-ils, l'humanité passera allègrement par la voie des réformes pacifiques du capitalisme au socialisme. Non, disent d'autres, les coopératives à l'intérieur du système bourgeois sont négatives ; elles constituent un élément de dégénérescence du prolétariat ; mieux, elles sont un moyen d'exploiter cruellement et impitoyablement les ouvriers, au nom précisément de l'amélioration de leur sort. Le marxisme en revanche, ne tombe dans aucun de ces deux extrêmes, également erronés et néfastes du point de vue révolutionnaire. Pour les marxistes, les coopératives ne sont pas la clé principale du socialisme, mais on ne peut néanmoins les balayer parce qu'elles sont susceptibles de servir exactement l'objectif opposé de ce pourquoi elles ont été créées. Dans la mesure où elles servent d'élément d'amélioration, d'organisation et d'entraînement des travailleurs, elles sont des auxiliaires de la lutte révolutionnaire du prolétariat à la condition de surmonter ce qui est transitoire et partiel, et de se tourner vers le général, qui n'est autre chose que la lutte pour transformer le régime capitaliste. Les coopératives doivent être subordonnées au mouvement historique et révolutionnaire de la classe ouvrière ; et la lutte contre tous les fruits de l'ambiance capitaliste doit être

mené au sein même des coopératives sous la forme d'une lutte constante et énergique contre les malhonnêtes et les traîtres qui prétendent les utiliser pour prospérer et s'enrichir.

Peut-être plus claire encore que sur les coopératives, il y a la théorie et la pratique marxistes sur la participation du prolétariat aux conseils municipaux. On peut l'étudier dans quelques pays européens. En France par exemple il arrive que les partis ouvriers emportent la majorité des sièges dans telle ou telle ville, parfois vraiment très importante. Ainsi la classe ouvrière devient-elle, dans un système économique et juridiquement capitaliste, administratrice de grandes entreprises municipales, de fourniture d'électricité et de gaz, de tramways, d'eau potable, etc. Dans la majorité des cas, les fonctionnaires « socialistes » (et aussi stalinien) n'ont pas échappé à la tentation de faire une carrière politique, se faisant traîtres à leur classe ; les réformistes les plus honnêtes passivement, simplement, au régime bourgeois, c'est-à-dire, dans le meilleur des cas servent d'éléments d'ornement du prolétariat. Pourtant cela n'a pas suffi pour que le marxisme condamne la participation de la classe ouvrière aux conseils municipaux. Cette expérience nous enseigne, parfois en paroles et parfois dans l'action que, dans les conseils municipaux, les révolutionnaires peuvent obtenir des avantages immédiats importants pour le prolétariat ; et, sur la base d'exemples vivants, elle démontre à la classe ouvrière que la politique municipale est incapable de l'affranchir de l'oppression capitaliste, car il manque la conquête de l'appareil d'Etat.

C'est un peu la même chose avec les représentants ouvriers dans les parlements. Bien que personne n'ignore que c'est au sein des parlements bourgeois que sont sortis des traîtres comme MacDonald et autres de son acabit, le marxisme n'a jamais condamné l'action parlementaire. Peut-il espérer qu'il n'y aura pas à l'avenir d'affaires de corruption ? Evidemment que non. Il sait au contraire que les députés ouvriers continueront à passer dans le camp de l'ennemi de classe, ou au moins qu'ils vont tomber dans la somnolence et la passivité qui règnent dans les parlements bourgeois. Pourtant, il ne condamne pas la lutte pour les sièges. Et il ne le fait pas non pas parce qu'il croit que, du parlement, on va faire la révolution, mais parce qu'il sait qu'il constitue un point d'appui pour sa lutte historique.

On peut dire la même chose des administrations ouvrières. Elles sont des points d'appui pour la lutte de classe du prolétariat. Et des points d'appui assurément très utiles. Il n'est pas question de s'en défaire sous prétexte qu'elles sont ou peuvent être dénaturées. Ni même parce qu'elles peuvent devenir des facteurs de décomposition du mouvement syndical. Nous avons déjà dit que la société bourgeoise est un gigantesque facteur de dénaturation et de décomposition du mouvement révolutionnaire. Nous avons le monstrueux exemple de la corruption de la glorieuse Internationale fondée par Lénine, transformée aujourd'hui, staliniste désormais et non plus communiste, en l'un des obstacles les plus puissants à la révolution socialiste !

Les collaborationnistes et les opportunistes de toutes nuances font à certains moments semblant de croire que les administrations ouvrières sont la miraculeuse panacée du socialisme ; ainsi empêcheront-ils les masses d'avoir une activité vraiment révolutionnaire ; puis ils les condamneront et préten-

dront que les industries sont administrées par l'Etat ; ainsi affaibliront-ils la confiance du prolétariat dans ses propres forces et son propre destin tout en renforçant à la fois l'Etat bourgeois et la réaction qui se frottera les mains de satisfaction devant la prétendue inaptitude et le non moins prétendu échec du mouvement syndical ; enfin ils considéreront toujours les administrations ouvrières comme un instrument pour se faire bien voir de la bourgeoisie et un moyen d'arriver.

Les vrais révolutionnaires prolétariens en revanche auront pleine conscience des dangers qu'impliquent ces administrations, mais ils n'oublient pas qu'elles peuvent être des points d'appui très précieux pour la classe ouvrière dans sa lutte contre la société capitaliste. C'est pourquoi ils les appuieront de toutes leurs forces : en même temps, ils ne cesseront de condamner les trahisons, déviations, erreurs qui se commettent autour d'elles. Je veux dire bien entendu que les résultats révolutionnaires des administrations ouvrières des industries nationalisées dépendent en dernière analyse de l'existence d'un parti ouvrier véritablement révolutionnaire, authentiquement marxiste-léniniste.

NOTE

* *Clave*, n° 9, 1^{er} juin 1939, pp. 30-43.

Francisco Zamora

La guerre et le P.C. mexicain *

(30 septembre 1939)

La politique du parti communiste du Mexique, section de la III^e Internationale, a toujours été concrétisée par son instabilité, l'incertitude de son cours. On pourrait expliquer ce phénomène par une analogie : en tant que parti suiviste parmi ceux de l'Internationale, en tant que l'un de ceux qui marchaient le plus à sa remorque, du fait de sa faiblesse et de son manque de préparation théorique, il a, à chaque tournant du Comintern, décrit un arc proportionnel à la distance qui le sépare de ceux qui marchent en tête. C'est là en fait le sort de toutes les queues.

Il n'y a donc rien d'étrange à ce que le brusque changement apporté par la bureaucratie stalinienne à la politique extérieure de l'U.R.S.S. à partir du 23 août dernier, s'est transmis au parti communiste du Mexique sous la forme d'une série de coups de queue spasmodiques au cours duquel il a perdu les derniers vestiges de son crédit ainsi que la majeure partie des éléments mal gagnés qui le composaient.

Jusqu'en mai 1935, le P.C. était dans l'opposition. Son grand dirigeant, Hernán Laborde, accusait encore le gouvernement de Cárdenas d'être le continuateur de « la politique de ses prédécesseurs, dans une étape supérieure du procès de fascisation du monde capitaliste et des préparatifs de guerre », ainsi que de suivre « le programme de fascisation et de renforcement de la domination yankee au Mexique, sous le couvert du paravent des " gauches " cardénistes, qui ne sont qu'un socialisme menteur et scandaleux ». Quelques mois plus tard s'est tenu à Moscou le VII^e congrès de l'Internationale communiste ; Dimitrov a prononcé ce célèbre discours que l'opportunisme, par la bouche de l'un de ses représentants mexicains les plus caractéristiques, a comparé en importance au Manifeste communiste ; et le P.C. du Mexique a commencé le chemin le plus long et le plus riche de son histoire. Oint de la logomachie dimitroviennne qui transformait en politique révolutionnaire « réaliste », « non schématique », la tactique la plus scandaleuse collaborationniste de tous les temps, il a tourné vers le cardénisme à la recherche d'une « formule de transition », non vers la révolution prolétarienne, mais vers les emplois publics et les prébendes que l'on pouvait obtenir du gouvernement de Cárdenas. C'est ainsi qu'il a interprété, avec une acuité infaillible dont seul l'instinct est capable, le sens caché de la nouvelle « doctrine » proclamée par Dimitrov.

A partir des derniers mois de 1935, le parti communiste mexicain s'est donc rapproché de l'Etat et des organisations ouvrières réformistes que le premier s'était mis à protéger après la rupture de Cárdenas avec Calles. En février 1936 fut fondée la Confédération de Trabajadores de México où les communistes entrèrent par le biais de leur rachitique organisation syndicale. Et depuis, exception faite de quelques désagréables vicissitudes dans ses relations avec la C.T.M., le P.C. a été un exemple d'appétit bureaucratique autant que de docilité politique, rarement égalé, jamais dépassé dans ce pays.

Bien : la colonne vertébrale de la nouvelle stratégie du Comintern si nous ne nous en tenons pas au discours de Dimitrov mais examinons aussi les interventions de Pieck et d'Ercoli au VII^e congrès, a été la lutte contre le fascisme. Le parti communiste du Mexique, en accord avec sa position à la remorque, a suivi le tournant de la III^e Internationale en l'exagérant. La confusion idéologique qui règne dans le discours de Dimitrov, bible du nouveau réformisme, a favorisé cette amplification du mouvement. C'est ainsi que, du front populaire et de sa notion enveloppé d'une sorte de brouillard mental dans le rapport dimitrovien, Laborde et ses satellites — car même un débile mental et culturel comme Laborde peut le faire — ont tiré des mots d'ordre opportunistes honteusement précis comme celui de « l'unité à tout prix, par-dessus tout », « fraternisation avec les catholiques », « subordination absolue à la politique du P.R.M. », etc. ; tout cela pour seconder l'Internationale « communiste » qui, selon le rapport de Laborde devant le VII^e congrès du P.C.M. « lutte dans tous les pays pour unir les peuples contre l'agression fasciste et les tortures de la guerre ».

En un mot, le parti communiste du Mexique a accentué, bien que cela ait paru impossible, la honteuse trahison du marxisme par le Comintern ; il a renoncé sans pudeur à son autonomie politique ; il a répudié jusqu'aux vestiges de la phraséologie de classe et révolutionnaire qui, comme de tristes débris d'un naufrage, flottent dans le discours chaotique de Dimitrov ; il s'est fait nationaliste et patriote ; il a poussé la servilité jusqu'auprès des dirigeants de la politique petite-bourgeoise, sans dédaigner les avantages bureaucratiques que sa bassesse lui valait, expliquant tous ses reniements honteux et toutes ses corruptions comme nécessaires pour ce qui était l'objectif principal de son activité, depuis l'avant-dernier courant cominternien, la lutte « sans défaillance pour l'union compacte, indestructible et combattive du peuple mexicain afin de barrer jusqu'à la dernière possibilité de victoire du fascisme en Mexique ».

Répudiant toute lutte de classe, réduisant toute son action à une vocifération monotone et inintelligente contre le fascisme, sous le prétexte de laquelle il s'est fait la claque des politiciens petits-bourgeois sans distinction, faisant bien attention à ne pas souligner « les divergences entre gauche et droite » et leurs divisions en « deux ailes » — ce sont les paroles de Laborde — le P.C.M. a connu un développement numérique qu'il n'avait lui-même pas prévu. Un torrent d'arrivistes, de chercheurs d'emploi, de bureaucrates faméliques, de fonctionnaires désireux d'acheter à bon marché le nom — seulement le nom — de radicaux, entra dans le parti communiste qui perdit ainsi ses liaisons prolétariennes antérieures. Tout ce qu'on deman-

dait aux nouveaux venus était de protester de leur amour pour « la paix et la démocratie », de leur haine contre le fascisme et sa « variété la plus réactionnaire » qui, selon le Dimitrov de 1935 est « le fascisme de type allemand », et, avant tout, de sa dévotion « au chef sage et aimé du prolétariat mondial, le camarade Staline ».

Ainsi s'est formé un parti que Laborde lui-même a officiellement décrit comme « sans consistance, mou, flasque, manquant d'une discipline de fer », « un parti de coton », mais que, dans son ignorance de la doctrine révolutionnaire et de la philosophie de l'histoire, Laborde lui-même pensait pouvoir transformer en parti de fer en se contentant de l'obliger à lire toutes les falsifications doctrinaires et historiques des éditions stalinienne. On explique par exemple qu'impressionné par la croissance rapide du groupe, il avait cru possible d'avoir cent mille membres pour la fin de cette année, d'arriver aussi à ce que cette feuille agressive, sans valeur littéraire ni scientifique, égoût de bassesses et de calomnies — nous parlons de *La Voz de México* — qui lui sert d'organe, deviendrait un « journal de masse, un vrai quotidien du peuple ».

Tous ces rêves de bureaucrate indigeste de banquets aux frais du budget, se sont évanouis d'un seul coup le 23 août de cette année. Ce jour-là, Molotov, représentant l'U.R.S.S. a signé un accord d'amitié et de non agression avec le III^e Reich représenté par Ribbentrop. Aussitôt la politique d'abus de confiance, de renoncements, d'humiliations, de domestication et d'aviilissement suivie par le parti communiste mexicain perdit sa base. Dans l'un de ses tournants caractéristiques, Staline, remorquant le Comintern, tout entier, avec tous ses sections, oublia que le régime de Hitler, comme le disait Molotov au VII^e congrès de l'Internationale communiste « est un système gouvernemental de banditisme politique, un système de provocations et de tortures contre la classe ouvrière et les éléments révolutionnaires de la paysannerie, de la petite bourgeoisie et des intellectuels », qu'il est « la barbarie médiévale et la sauvagerie, qu'il est une agression déchaînée contre les autres peuples et pays », et signa un pacte avec lui.

Commencèrent alors les pirouettes de Laborde et compagnie. Comme ils ont plus de cynisme que de critères, loin de garder prudemment le silence en attendant les mots d'ordre du Kremlin ou au moins les actes ultérieurs de la bureaucratie stalinienne, ils s'empressèrent d'assurer que le pacte Molotov-Ribbentrop avait pour objectif de maintenir la paix et d'empêcher « les terribles tortures de la guerre ». Le 30 du même mois, Hitler se lançait contre la Pologne : commençaient alors « les tortures terribles de la guerre » ; néanmoins Molotov eut la bassesse, en demandant pour la forme au conseil suprême des soviets, la ratification du traité, que celui-ci avait été conclu « en vue des intérêts de tous les peuples, dans l'intérêt de la paix du monde entier ». En même temps, les dirigeants du P.C.M., avec leur habituelle diligence, s'avancèrent jusqu'à déclarer que la Pologne était un pays semi-fasciste, coupable d'encerclement de l'U.R.S.S. et du Reich qui rendit la guerre possible, en attribuant exclusivement la responsabilité cependant à l'impérialisme anglo-français. « En défendant son indépendance les armes à la main — dit imprudemment Laborde — le peuple de Pologne a droit à la sympathie et à la solidarité de tous les secteurs de l'opinion démocratique et

de tous les honnêtes gens ». Il ajoutait : « Si le gouvernement polonais, sous la pression de son peuple, veut défendre à tout prix sa liberté et son indépendance et va à la guerre nationale contre les agresseurs, les communistes du monde entier seront prêts à lutter pour appuyer ce gouvernement. »

En faisant semblables déclarations, Laborde comptait sans Staline : seize jours plus tard, l'armée soviétique envahit le territoire polonais malgré le traité de non-agression signé par l'U.R.S.S. et la Pologne le 25 mai 1932 et prorogé le 5 mai 1934 jusqu'à décembre 1945. Il y avait du coup, dans le monde, des « communistes », dirigés par le « chef sage et bien aimé », rien moins, qui étaient non seulement tout à fait hostiles à appuyer le gouvernement polonais dans la défense de « sa liberté et de son indépendance », mais étaient capables de le frapper dans le dos. Les labordiens avaient pourtant un avantage : Molotov prit soin cette fois, craignant la réaction que le plus ignoble des actes récents de la bureaucratie stalinienne pouvait susciter dans les masses de l'U.R.S.S., de chercher des prétextes et proposer des raisons qui pourraient les expliquer : « C'est notre devoir, déclara-t-il, d'apporter notre aide fraternelle aux peuples de Biélorussie et d'Ukraine. Et le gouvernement de l'Union soviétique veut sortir le peuple polonais de la misère dans laquelle l'ont plongé ses dirigeants vaincus. »

Il est clair que le P.C.M. s'est emparé à la désespéré de la *muleta* : Campa l'a répété, dans le style bêta qui lui est propre. Il a fait mieux : il est allé jusqu'à clamer, avec un cynisme sans égal, « que le prolétariat du monde entier salue la marche libératrice de l'Armée rouge qui veille sur les intérêts de millions d'hommes ». Douze jours plus tard, le Kremlin tournait en ridicule les labordiens, si tant est qu'ils ont pu parfois sortir du ridicule ; Ribbentrop et Molotov signent un nouveau pacte dans lequel, à la nazi, ils mettent les considérations éthiques au-dessus des considérations de classes ; ils prononcent la disparition de la Pologne en tant qu'Etat indépendant ; on livre vingt-trois millions de Polonais à « la barbarie médiévale et la sauvagerie » au « système gouvernemental de banditisme politique de Hitler : on proclame définitive la répartition d'êtres humains que personne n'a consultés » ; et on « rejette l'ingérence de tierces puissances ». On fait, en résumé, un travail de brigandage international, laissant entrevoir que les bandits signataires ont décidé de lutter ensemble pour défendre leurs prises. La réponse du prolétariat mondial à cette forme typiquement stalinienne de comprendre la gloire et la liberté, ne s'est pas fait attendre. Par exemple, même avant le nouveau pacte Molotov-Ribbentrop, l'association des travailleurs de Colombie a dénoncé devant le monde entier la trahison de Staline, des « règles de la liberté prolétarienne, pour lesquelles Lénine a lutté et le peuple russe sacrifié le meilleur de sa jeunesse ». Au Mexique, les Jeunesses révolutionnaires ont publiquement déclaré qu'elles ne sont pas convaincues par l'explication donnée au Kremlin de la politique de trahison du Kremlin et laissent entendre qu'ils ont l'intention de s'en séparer. Des multitudes d'artisans, de gens des classes moyennes, d'intellectuels qui, faute de maturité politique ou du fait de leur extraction de classe, admettaient comme bonne la nouvelle ligne du parti et avaient nourri l'illusion d'appartenir, seulement en la suivant, à l'avant-garde de la révolution prolétarienne, sans soubresauts et en outre avec

la possibilité d'accéder au budget fédéral, ils se trouvent confondus et désorientés, et, au fond, honteux.

Mais ce qui est plus grave pour Laborde et sa bande d'usuriers, c'est que les politiciens petits-bourgeois qui prétendaient se donner des airs de radicalisme en protégeant les communistes, étaient ainsi domestiqués et qu'ils se sentaient tenus de faire remarquer que la « nouvelle version » du communisme était la même que son propre credo démocratique, nationaliste, humanitaire, nominalement socialiste, commencent à se sentir écœurés de la servilité héroïque, de l'impudeur épique et de l'ignorance cosmique de la troupe commandée par Laborde pour le service domestique de Staline. Le P.C.M. hypertrophié, qui n'a jamais cessé d'être un « parti de coton », « mou, flasque », sans cohésion interne, sans autre idéal que les emplois publics et les « charcutailles », commence à se dégonfler. La nuée de budgétivores qui l'a fait grossir artificiellement, commence sa débandade. Quant aux vrais prolétaires, supplantés par les bureaucraties syndicales et les pêcheurs de bonnes affaires issus des rangs du prolétariat, mais déjà déclassés, il y a longtemps qu'ils l'ont presque tous laissé.

Pourtant les miasmes qui se dégagent de ce cadavre à moitié décomposé mettent en danger la cause de la classe ouvrière du Mexique. Lombardo et Laborde qui ont pendant pas mal de temps prodigué leurs charlateneries pseudo-marxistes, paraissent liés dans l'esprit des travailleurs politiquement arriérés — sans doute la majorité — avec la doctrine de Marx qu'ils ont altérée, falsifiée, déformée, en partie par ignorance et en partie par mauvaise foi. L'échec du P.C.M. comme guide du prolétariat national équivaut, aux yeux des travailleurs en question, à un échec du marxisme. Et cela se produit alors que la seconde guerre mondiale vient de commencer, alors que la réaction bourgeoise s'efforce dans le monde entier d'accroître le désarroi que la trahison par les dirigeants de la doctrine révolutionnaire a provoqué dans la classe ouvrière, avec l'objection d'écraser cette dernière, alors qu'a commencé la gestation des conditions matérielles pour une nouvelle montée de la marée de la révolution mondiale, alors que les prolétaires de tous les pays ressentent la nécessité majeure de s'unir pour livrer ensemble les batailles qui, dans un avenir qui peut être proche, décideront de son destin.

A peine commencée, la conflagration mondiale a provoqué, comme une espèce de produit subsidiaire, l'effondrement des deux Internationales, II^e et III^e, devant la conscience de la classe travailleuse et l'éclatant discrédit des manœuvres de trahison de ses dirigeants. Au Mexique et partout, les révolutionnaires conséquents et loyaux au prolétariat et à sa cause, ont devant eux une tâche difficile et glorieuse : réorganiser l'avant-garde prolétarienne, reconquérir les masses pour le marxisme ; leur faire comprendre que ni Staline, ni sa clique, et, moins encore, ses mercenaires de second ordre, comme les Laborde et autres, ne représentent les véritables doctrines de Marx, Engels et Lénine, leur démontrer enfin, avec la supériorité de la tactique et de la vision politiques dont seul le marxisme est capable, que ce n'est que sous ses drapeaux qu'ils pourront conquérir le monde.

* *Clave* 2^e époque, n° 3/4, novembre/décembre 1938, pp. 30-38.

Octavio Fernández

Ce qu'a été et où va la Révolution mexicaine * (novembre 1939)

Jamais comme aujourd'hui et nulle part comme au Mexique le mot de révolution n'a eu de contenus si différents et n'a servi à couvrir des objectifs et des attitudes plus contradictoires. Il y a plus de vingt ans que nous entendons caractériser la Révolution mexicaine sous toutes les formes et s'intituler révolutionnaires des gens de toutes nuances, depuis les « chemises dorées » et les labordes jusqu'aux graciosos et aux almazans. Tout est « la révolution ». Tous sont « révolutionnaires », depuis ceux qui vendent les grèves jusqu'à ceux qui se comportent en agents directs de l'impérialisme. Le résultat en est une très grande confusion dans les masses ouvrières et paysannes qui ont pu faire l'expérience de la transformation de la « famille révolutionnaire » d'hier en « nouveaux riches » d'aujourd'hui, des paysans moyens en grands propriétaires de maintenant, du peuple armé de 1914 en caste militaire, des dirigeants « de gauche » hier encore en la bureaucratie vorace de l'actualité. Devant les faits de ce genre, il est plus que jamais nécessaire d'expliquer la nature de la Révolution mexicaine et d'apprécier si elle a été ou non capable de résoudre ses tâches historiques. En même temps, indiquer le chemin de l'étape prochaine.

Lombardo et ses amis aident autant qu'ils le peuvent (ce qui n'est pas peu) à troubler les masses en enveloppant d'un nuage la nature de la Révolution mexicaine et de ses possibilités par un bavardage mystique. Dans un des éditoriaux de la revue *Futuro* (numéro dédié à la révolution), on parle aux travailleurs de « la révolution mexicaine victorieuse ». Mais une révolution ne triomphe que quand elle est arrivée à réaliser ses objectifs historiques ou quand, les ayant en partie réalisés, elle démontre néanmoins sa vitalité et sa capacité pour les résoudre dans ce qui reste à résoudre. Quels ont été les objectifs de la Révolution mexicaine ? Lombardo, situé sur un plan idéal, se mouvant au milieu de paroles creuses, réalise le mot d'ordre stalinien de « l'unité à tout prix », la faisant remonter dans le passé, et affirme : entre les hommes qui ont commencé ce mouvement de liberté et ceux qui le représentent aujourd'hui, non seulement il n'y a pas de divergences idéologiques profondes, non seulement il n'y a pas des différences du point de vue pratique ». Il met ainsi dans un même sac tout le polymorphisme adopté par la Révolution mexicaine dans ses vingt et quelques années, avec l'objectif de justifier son « unité » autour d'un candidat unique afin de « défaire la réaction ». Vieux pontife de la révolution créole, il nous présente une révolution qui se réalise,

non dans le feu de la lutte de classes, mais dans un milieu analogue à celui dont rêvaient les idéalistes libéraux du XIX^e siècle. Il unit Zapata à ses assassins, Carranza aux ouvriers qu'il a fait fusiller, Flores Magón à Calles et, naturellement, le fruit le plus important du processus, c'est Lombardo et compagnie.

« Qu'a été la Révolution mexicaine ? Que sera-t-elle à l'avenir ? », se demande-t-il, et il répond immédiatement :

« Une seule chose, une seule force, un seul principe, un seul idéal : faire du Mexique ce que notre pays n'a jamais été jusqu'à présent ; en finir avec la misère matérielle du peuple, en finir avec sa misère morale, en finir avec l'ignorance, en finir avec le privilège et faire de ce peuple un peuple robuste, riche, sain et respectable. »

Jusque là, ce sont des idéaux que l'on trouve pareillement dans la tête d'un libéral, celle d'un *charro* « nationaliste » ou d'un bourgeois pieux, sans parler de celle de Lombardo. Il en vient à ce qui a été réalisé et dit :

« Non seulement elle n'a pas été accomplie (cette tâche) mais dans bien des aspects, elle n'a même pas été commencée. »

Comment est-il donc possible de parler de triomphe réalisé ? Parce qu'il ne s'agit pas de questions mineures, puisqu'il déclare lui-même :

« Nous n'en avons pas fini avec l'aspect semi-féodal de notre pays ; nous n'en avons pas fini avec les caciques ; nous n'en avons pas fini avec les vices du passé ; nous n'en avons pas fini avec les forces qui essaient de dévoyer les plus chers idéaux du peuple ; nous n'en avons pas fini avec les bas salaires, avec les rentes misérables ; nous n'en avons pas fini avec les millions d'hommes, de femmes et d'enfants pieds nus ; nous n'en avons pas fini avec tant de millions qui vivent dans des tannières comme des bêtes sauvages ; nous n'en avons pas fini avec l'ignorance de nos masses ; nous n'en avons pas fini avec nos préjugés ni même avec tant de forces importantes, internes et externes à notre sol qui font tous les jours obstacle au progrès du Mexique. »

A qui la faute ? C'est très simple : « c'est la faute de la contre-révolution ». Expliquer d'où elle provient ? Non, il faudrait expliquer que la dialectique du développement des éléments révolutionnaires les a transformés en contre-révolutionnaires et en freins à la réalisation des objectifs de « leur » révolution.

German Parra, un ami de Lombardo, s'est décidé à parler un petit peu plus que ce dernier, dans le même numéro de *Futuro* et dit ceci :

« La Révolution mexicaine est une révolution bourgeoise dont la fin consiste à transformer en capitaliste la forme féodale de la production. »

A quoi il faut ajouter que c'est le même procès que célèbre la bourgeoisie au pouvoir en consolidant l'Etat bourgeois. Et plus loin :

« Elle a été l'œuvre de la classe bourgeoise, pour exproprier les grands propriétaires, chasser du pays la bourgeoisie internationale et imposer la forme capitaliste de production à notre appareil économique. »

Rougissant un peu, il se souvient qu'il doit aider Lombardo et ajoute :

« S'il est vrai que, dans cette dernière étape, la classe ouvrière, étant parvenue à l'âge adulte, agit en conformité avec ses propres intérêts, préparant ainsi le chemin à la victoire du socialisme. »

La Révolution mexicaine a triomphé dans la mesure où la bourgeoisie du pays a pris au pouvoir la place de l'aristocratie féodo-cléricale de l'époque porfirienne ; dans la mesure où la production capitaliste s'étend chaque fois plus à tous les secteurs du pays. Mais les tâches fondamentales à l'égard des intérêts populaires ont-elles été réalisées ? Lombardo lui-même affirme tout crûment que non. Quelles en sont les causes ? Le sang versé, le sacrifice et l'héroïsme des masses, n'ont pas fait défaut pendant plus de vingt années. Parra lui-même fait inconsciemment une affirmation qui recèle en germe l'explication de ce fait :

« La Révolution mexicaine est... une des dernières révolutions bourgeoises. »

C'est là la clé : c'est précisément le retard historique de la Révolution mexicaine, comme ce fut le cas lors de la révolution de 1917, qui explique le gigantesque avortement qu'a été la révolution mexicaine en dépit des clamours excessives des laquais créoles des classes dominantes.

La tentative de révolution démocratique-bourgeoise réalisée au temps de Juárez arriva à un renforcement paradoxal des classes féodo-cléricales dû avant tout à l'absence d'une base industrielle suffisante, fait qui a déterminé l'existence d'une bourgeoisie à peine perceptible. Le mouvement de 1910 présenta le cas typique des révolutions bourgeoises dans les pays arriérés, semi-coloniaux d'Amérique latine. La bourgeoisie indigène née à leur chaleur, impuissante de naissance et organiquement liée par un cordon ombilical à la propriété agraire et au camp impérialiste, a été incapable de résoudre les tâches historiques de sa révolution. La base de la révolution mexicaine a été le gigantesque incendie paysan, mais les paysans, incapables de se forger une politique et une direction propres, n'ont été que chair à canon sur laquelle s'est élevée la bourgeoisie indigène toute neuve. Passant de main en main, de Soto y Gama à Obregón, de Calles à Graciano Sánchez, les millions de paysans misérables n'ont pas vu résoudre leur situation, ni par les distributions réalisées par Cárdenas, et moins encore par la vorace bureaucratie qu'on pourrait appeler « ejidiste ». L'issue n'est pas dans la Révolution mexicaine *qui a déjà vaincu*, car elle a créé de nouveaux exploités, mais en la prochaine, qui sera, en un certain sens, bourgeoise dans la mesure où elle détruira totalement le féodalisme à la campagne en donnant toute la terre aux paysans, mais qui sera prolétarienne parce qu'elle portera au pouvoir les ouvriers en chassant les classes actuellement dominantes.

La Révolution mexicaine, en tant que révolution bourgeoise, devait libérer le pays du joug impérialiste. Son histoire est un enchaînement de concessions, forcées et inévitables parfois, ventes répugnantes à l'impérialisme mêlées à des tentatives impuissantes de rébellion et aux grotesques contorsions des agents impérialistes, comme Lombardo qui danse sur les airs de Wall Street. Il croyait hier qu'on allait à la guerre et offrait alors le sang des ouvriers et des paysans du Mexique à l'impérialisme « démocratique » yankee. Aujourd'hui, il voit qu'on va être neutre et La Havane les voit réclamer la neutralité ; demain le Yankeeland ira à la guerre et Lombardo reprendra son poste de recruteur de chair à canon, emboîtant le pas aux petits aboyeurs du stalinisme. Lombardo est l'un des cas typiques de ces fruits de la Révolution

mexicaine, chose qui explique par ailleurs que *Futuro* baptise « victoire » ce dont Lombardo dit imprudemment qu'« elle n'a pas accompli, et sous de nombreux aspects, ce qu'elle a commencé ».

La situation économique et politique du Mexique dans laquelle les positions yankees se renforcent de jour en jour, en dépit du caractère progressiste que l'on peut accorder aux mesures du type de l'expropriation pétrolière, démontre de façon irréfutable qu'au Mexique et en Amérique latine, les bourgeoisies indigènes arrivées au pouvoir à la suite de révolutions du type mexicain sont et ne peuvent pas ne pas être, malgré leurs appétits nationalistes, de simples appendices de l'impérialisme. Le démontre bien la forme sous laquelle on se prépare à accepter les manœuvres yankees d'établir le dollar comme monnaie latino-américaine type. Nées tardivement, confrontées à une pénétration impérialiste, et au retard du pays, elles ne peuvent résoudre avec succès les tâches que leurs équivalentes dans les pays avancés ont réalisées il y a fort longtemps. À l'avenir, seul le prolétariat à la tête des paysans et du peuple pauvre, sera capable de réaliser jusqu'à ses ultimes conséquences les tâches de la révolution démocratique-bourgeoise (agraire et anti-impérialiste). Non en tant qu'agent de simple impulsion, mais comme classe au pouvoir ; il sera le vrai réalisateur de la Révolution mexicaine.

Le développement même de cette tâche, du fait de l'évolution actuelle de l'économie mondiale et de la situation politique et sociale, la conduira inévitablement à réaliser des actions qui seront déjà les premiers pas de la révolution socialiste. Ainsi, la révolution mexicaine n'est pas socialiste ni ne le sera, mais, dans son ensemble, elle se terminera par la prise du pouvoir par le prolétariat, elle se transformera sans solution de continuité en révolution socialiste. S'attendre encore à une étape indépendante de révolution agraire et anti-impérialiste après vingt-neuf ans de Révolution mexicaine et assigner au prolétariat la mission de *l'impulser*, en lui fixant la révolution prolétarienne comme « objectif final », seuls peuvent le faire des centristes confus, encombrés encore de stalinisme de la troisième période. Dans la pratique, cela conduit à l'appui et à la collaboration avec l'Etat « démocratique » et la bourgeoisie « progressiste » dans la lutte contre la « réaction ». La perspective marxiste est autre : ou le prolétariat prend le pouvoir, et *c'est la révolution prolétarienne*, ou les tâches de la révolution démocratique-bourgeoise (révolution agraire et anti-impérialiste) ne seront pas réalisées. C'est en fonction de cette perspective qu'on aborde la lutte quotidienne, avec son programme transitoire de revendications (contrôle de la production, comités révolutionnaires de lutte contre la vie chère, échelle mobile des salaires, administrations ouvrières, la terre aux paysans, pas de participation à la guerre, etc.). En politique, l'aveuglement est très dangereux, d'autant plus si, en opposition à la trahison ouverte, il est bien intentionné. Il a deux têtes : opportunisme et aventurisme ultra-gauchiste. L'une et l'autre ouvrent la voie de la défaite.

NOTE

*. *Clave* n° 3/4 (2^e ép.), décembre 1939, pp. 45-50.

Enrique Espinoza

Pour le X^e anniversaire de la mort de José Carlos Mariátegui * (mars 1940)

I

Jusqu'à la fondation d'*Amauta*, revue hispano-américaine d'orientation sociale qui servit surtout à nous révéler son directeur, José Carlos Mariátegui, notre idiome manquait d'un véritable théoricien révolutionnaire.

Il est certain qu'au milieu du siècle dernier, il était déjà sorti du même Pérou Flora Tristan, de Cuba, Paul Lafargue, et plus tard, du Venezuela, Daniel De León. Mais aucun des militants nommés ici n'en est venu, pour des raisons faciles à expliquer, à écrire en espagnol.

Au début de ce siècle, l'Argentin Juan B. Justo, avant d'écrire *Théorie et Pratique de l'Histoire*, traduisit en castillan le premier tome du *Capital* malgré ses divergences fondamentales avec le marxisme. Bernsteinien jusqu'à la moelle, le docteur Justo détermine le courant petit-bourgeois du parti socialiste que fondèrent avec lui à Buenos-Aires quelques émigrés allemands sous l'inspiration directe d'Engels, en 1895. Ce courant — assez étatiste, malgré tout — n'a apporté sur les deux rives de la Plata qu'une longue série d'orateurs plus ou moins enflammés, sans même dépasser le romantique *Dogme socialiste* d'Esteban Echevarria.

En Espagne, si chère à Marx, il n'y a pas eu non plus depuis Pablo Iglesias jusqu'à Julian Besteiro un théoricien révolutionnaire. C'est ainsi que José Carlos Mariátegui s'est trouvé en vérité le premier à mériter le titre d'écrivain marxiste en castillan. Et peut-être le seul.

La première parution d'*Amauta* était précédée de ces paroles définitives : « Il faudrait manquer particulièrement de perspicacité pour ne pas se rendre compte qu'il est en train en ce moment de naître au Pérou en ce moment une revue historique. »

Tout le monde, et même quelques-uns de ses adversaires d'idées les plus pénétrants, s'est rendu compte dans l'action de la conscience que provoquait une appréciation aussi juste. Parce qu'*Amauta*, comme nous l'avons laissé entendre dès le début, c'était avant tout Mariátegui lui-même. On pourrait dire, paraphrasant Whitman qu'en touchant la revue, c'était un homme qu'on touchait.

Il y a des revues qui valent par la qualité de leurs collaborateurs ou la disposition intelligente de leurs matériaux, et des revues dont le plus grand

mérite est dans le travail assidu de leur directeur. Nous ne voulons pas répéter qu'*Amauta* était de ces dernières car nous sommes déjà certains qu'elle valait surtout par l'apport personnel de Mariátegui. Confondant l'organe et son organisateur, quelqu'un parla de l'*Amauta* Mariátegui. Ainsi le nom incasique auquel la revue n'accordait pas une énorme importance dans son acception originale, en est venu à constituer aussi un titre pour son pilote.

Dans *Amauta* ont paru, mois après mois, pendant plusieurs années, les meilleures pages de José Carlos Mariátegui. Une grande partie de ses *Sept Essais d'Interprétation de la Réalité péruvienne*, toute sa *Défense du Marxisme* et de nombreux articles sur l'art et la littérature, outre de nombreuses notes anonymes, non moins précieuses.

Il vaut peut-être la peine de rappeler d'abord en premier lieu l'une d'elles et son histoire : la revue avait eu beaucoup de problèmes avec la police de Lima et le directeur d'*Amauta* expliquait à ses lecteurs le retard de sa parution. C'était là le motif de la note : un motif toujours plus fréquent dans le monde actuel et sur lequel on a sans doute écrit des milliers d'articles inconnus. Mais Mariátegui, qui mettait son talent d'écrivain dans chaque ligne sortie de sa plume ajouta au passage les phrases suivantes qu'il est important de citer intégralement pour le situer parmi nos contemporains :

« L'époque de la libre concurrence dans l'économie capitaliste est terminée dans tous les domaines et sous tous ses aspects. Nous sommes à l'ère des monopoles ou mieux, des empires. Les pays latino-américains arrivent en retard à la concurrence capitaliste. Les premières places ont déjà été attribuées. Le destin de ces pays à l'intérieur de l'ordre capitaliste est celui de simples colonies. L'opposition des idiomes, des races, de l'esprit, n'a pas de signification décisive. Il est ridicule de parler encore du contraste entre une Amérique anglo-saxonne matérialiste et une Amérique latine idéaliste, entre une Rome blonde et une Grèce pâle. Ce sont là des topiques totalement discrédités. Le mythe de Rhodes n'opère plus — il n'a jamais opéré — de façon ultime et féconde sur les âmes. Ecartons impitoyablement toutes ces caricatures et simulacres d'idéologies et faisons sérieusement et franchement les comptes avec la réalité. »

Faire franchement et loyalement les comptes avec la réalité, au lieu d'escamoter ses résultats dans la verroterie de la rhétorique scolaire, c'est ce qu'a essayé de faire Mariátegui, à partir de *La Scène contemporaine* jusqu'à son *Invitation à la Vie héroïque* en passant par les pages d'*Amauta* qui allaient constituer son livre *L'Âme matinale et autres stations de l'Homme d'aujourd'hui*.

La littérature n'était pas, pour José Carlos Mariátegui, une catégorie indépendante de l'histoire et de la politique, mais une représentation durable de ces dernières qui, en fin de compte, déterminent sous une forme pratique le sens social de la vie humaine. C'est pourquoi il ne s'est pas tourmenté pour emplir les pages d'*Amauta* de toute espèce d'expériences artistiques, aussi discutables, de façon générale, que les messages « idéalistes » de Vasconcelos, Palacios, Haya de la Torre aux jeunes...

(Ce n'est qu'avec ce dernier, peut-être qu'ils étaient de la même terre, que le directeur d'*Amauta* a eu l'occasion de rompre quelques lances dans une polémique retentissante dont on se rappelle encore une phrase caustique contre la direction de l'A.P.R.A. : « cette vedette prosopopéique ».)

Mais ils se trompent totalement ceux qui, se fondant sur les concomitances littéraires d'*Amauta*, font aujourd'hui de Mariátegui une sorte de précurseur du front-populisme chez nous. Ses livres et ses essais ne permettent pas cette supposition. Par ailleurs, une lettre personnelle, que nous avons publiée dans *Babel* avant sa mort, contient le passage suivant qui ne laisse pas de place au doute :

« Je suis révolutionnaire. Mais je crois qu'entre personnes de pensée nette et de positions définies, il est facile de se comprendre et de s'apprécier, même en se combattant. Surtout en se combattant. Avec le secteur politique avec lequel je ne m'entendrai jamais, il en va autrement : c'est celui du réformisme médiocre, du socialisme domestiqué et de la démocratie pharissienne. »

Impossible donc d'invoquer aujourd'hui de bonne foi un Mariátegui circonstanciel, feignant l'équerre de l'orthodoxie, régnante, pour qu'il serve de modèle aux jeunes éduqués dans l'obéissance catholique du *credo quia absurdum*.

C'est à détruire cette honteuse équivoque, dans la mesure de nos forces, que tendent les présentes notes d'hommage au grand dirigeant et ami inoubliable qui est mort alors qu'on avait le plus besoin de l'exemple quotidien de sa vie et de son œuvre.

*
* *
*

José Carlos Mariátegui était un homme et un écrivain sans hypocrisie. D'humble porteur de barres dans une imprimerie d'un quotidien de Lima, il était devenu son principal rédacteur. Mais, poète décadent et extravagant, du fait de l'ambiance de l'époque, il n'était pas sûr de s'être élevé conformément à son naturel. La vie de bohème ne le rendait pas heureux. Il se sentait inutile en dépit du talent que tous lui reconnaissaient. La révolution russe l'a arraché de sa somnolence, comme beaucoup d'autres petits poètes dans le monde, faisant de lui à terme un grand dirigeant, de son pays d'abord, et de son continent ensuite.

Sur ses meilleures années de préparation et de vagabondage en Europe — Italie, France, Allemagne — nous avons le témoignage de ses propres chroniques réunies à son retour dans *La Scène contemporaine*. De sa fébrile activité intellectuelle pendant le dernier lustre de son existence à Lima, il nous reste les incomparables *Sept essais*, *Amauta* qui contient la version intégrale de « Défense du Marxisme » et ses deux ou trois livres dispersés, *Idéologie et Politique au Pérou*, *L'Âme matinale*, *Invitation à la Vie héroïque* que l'auteur se proposait de publier en Espagne, au Chili et en Argentine.

« Bien des projets de livres, écrivit-il un jour, m'ont visité pendant mes nuits de veille, mais je savais d'avance que je ne réaliserai que ceux qu'un impérieux mandat vital me commande. »

Et ce fut le cas. Parce que ce qui intéressait Mariátegui, c'était, autant que d'écrire, de réaliser en action sa pensée. En conséquence, sans tenir compte de l'infirmité qui le tenait presque immobile dans son fauteuil roulant et de la rigueur d'un gouvernement policier qui ne lui ménageait pas ses brimades, le directeur d'*Amauta* a vécu totalement engagé dans la lutte poli-

tique. Toujours entouré également d'intellectuels, d'ouvriers et d'étudiants, il se révéla un formidable organisateur précisément à cause de sa grande autorité morale.

Le jour de son enterrement, le gouvernement même qui lui avait fait la guerre et ne put lui survivre que quelques mois, put constater de ses yeux l'affection profonde que le peuple travailleur de Lima portait à Mariátegui dont il accompagna le cadavre au cimetière en le couvrant pendant le trajet de fleurs et de drapeaux rouges.

*

* * *

Marx fut le premier à inaugurer ce type d'homme d'action et de pensée — dit Mariátegui dans sa *Défense du Marxisme* en faisant référence aux plus intelligents des dirigeants de la Révolution russe, Lénine, Trotsky, Boukharine, Lounatcharsky, pour s'en tenir à l'œuvre des deux premiers sans même nommer l'icone de cette page qui se termine par un éloge véritablement magistral de Rosa Luxemburg.

En le relisant, nous ne pouvions moins faire que d'appliquer ses propres concepts à Mariátegui lui-même, qui, comme nous l'avons déjà dit, fut chez nous le premier à inaugurer un type semblable de théoricien et homme d'action.

A dix ans de sa mort, il n'en est malheureusement apparu aucun autre, en aucune partie de l'Amérique si prodigue en « amis de l'U.R.S.S. » et en « ventriloques » des mots d'ordre les plus disparates de son tout-puissant patron.

On dira qu'a disparu avec José Carlos Mariátegui le premier et le dernier des chefs communistes créoles capables d'imposer le respect, non seulement à ses disciples sentimentaux, mais aussi à ses adversaires idéologiques.

Pensant peut-être aux uns et aux autres, l'auteur de *Défense du marxisme* nous confiait dans une autre lettre son espérance que ce livre contribuerait à le faire connaître à Buenos Aires, car il l'estimait, non sans raison, « exempt de tout pédantisme doctrinal et de toute préoccupation d'orthodoxie ».

Déjà, dans un des premiers numéros d'*Amauta*, il avait fait preuve de son extraordinaire liberté d'esprit en traduisant intégralement un article polémique de Léon Trotsky sur le Lénine « compatissant » de Maxime Gorky, un article qui ne figure pas dans le recueil espagnol de Trotsky sur le grand dirigeant disparu.

Avec de tels antécédents, il est plus que douteux donc que Mariátegui aurait accepté le « grand tournant » de 1935, la tactique du cheval de Troie, les exécutions répétées à Moscou, et cet hypocrite langage patriotique dont la bourgeoisie argentine s'est mise à rire depuis plusieurs années. Patriotisme et bonne soupe.

Le plus probable est que Mariátegui ne serait tombé dans aucune troupe populiste de ce sanglant carnaval auquel nous assistons horrifiés dans le dernier lustre de la politique mondiale.

L'auteur de *Défense du Marxisme* était, comme son maître, un homme intègre, avec une vision totalisatrice de la vie sociale et individuelle qui

n'admettait pas la dualité courante entre corps et esprit, théorie et pratique, démocratie et socialisme, guerre et révolution.

C'est pourquoi il est difficile de l'imaginer dans le stérile triste rôle d'idéaliser, sous n'importe quel prétexte, la stérile Société des Nations... ou dévoué, jusqu'à nouvel ordre, à l'exaltation du bon Roosevelt... ou en bonne intelligence avec la « démocratie pharisienne » de M. Chamberlain, le « réformisme médiocre » de M. Daladier et le « socialisme domestiqué » de M. Blum.

Mariátegui connaissait trop bien la mentalité professorale de Blum et le manque total de scrupules de Daladier. On ne peut donc supposer qu'il aurait été dupe de l'incapacité du premier de se mettre à la hauteur des circonstances dans l'affaire d'Espagne et de l'effronterie du second dans l'affaire tchécoslovaque. Seuls des intellectuels naïfs et sans expérience de lutte ont pu s'enthousiasmer sur le poing levé de M. Daladier devant les foules. Un homme de la qualité de Mariátegui n'aurait certainement pas manqué de prévoir sur qui il allait finalement s'abattre. En ce qui concerne les bureaucrates irresponsables de la III^e Internationale, le directeur d'*Amauta* avait eu l'occasion de les affronter indirectement dans le premier congrès sud-américain de Montevideo avec des thèses agraires qui furent rejetées comme « trotskystes »...

Mais à quoi bon les conjectures sur ce que Mariátegui aurait pu être s'il nous suffit qu'il ait été ce qu'il a été de façon tellement exceptionnelle ? Un homme complet, un guide réellement lumineux, un écrivain réellement admirable.

Quand on publiera ses œuvres posthumes, nous pourrons parler en détail de ses idées sociales, politiques, esthétiques, philosophiques, de ses relations avec Piero Gobetti, Sorel et Croce. Entretemps il faut nous borner à cet hommage personnel.

*

* * *

Un souvenir plus intime encore, et une vieille proposition.

Nous étions à la mi-1935. De retour à Valparaíso, de l'Espagne, par New York où agissait alors le Club John Reed, nous avons débarqué au passage à El Callao, le port de Lima. Naturellement, nous sommes allés sur la tombe de Mariátegui : une humble niche, trop basse pour être un nid d'aigle, dans le cimetière commun. D'un côté, un *torero*, de l'autre, un moine. Tout un symbole cette tombe rouge au milieu de tant de maisons blanchies que nous vîmes dans les rues...

Sans consulter de registre, le fossoyeur nous avait indiqué le quartier correspondant, dès que nous avons prononcé le nom du directeur de l'*Amauta*. Il vivait sans doute dans sa mémoire. De la même façon, pensâmes-nous ce jour-là, l'œuvre de précurseur de Mariátegui devrait être présente dans le travail de tous les intellectuels américains. Et, une fois à Buenos Aires, nous avons proposé la fondation d'un centre des amis de José Carlos Mariátegui semblable au Club John Reed de New York.

C'est alors qu'a éclaté en Espagne la guerre sans pitié, la défense de la démocratie abstraite contre le fascisme réel dans le monde entier, l'isolement

de ceux qui continuaient à penser pour leur propre compte ce qu'ils avaient pensé la veille encore, l'adulation systématique en tant qu'élément de propagande, le recours à l'unité à n'importe quel prix, la politique suicidaire de la main tendue à l'ennemi... Et, peu à peu, la corruption des meilleurs, ce qui est le pire.

Aujourd'hui, tous ceux d'entre nous qui refusent de nous joindre au chœur d'un opportunisme aussi creux, pour ne rien dire d'autre, avons le devoir de monter la garde autour de la claire figure de Mariátegui, avec de petits noyaux d'hommes libres et désintéressés, pour faire entendre une autre fois la voix claire d'*Amauta*.

Quel meilleur hommage que de nous sentir, à Santiago, à Buenos Aires, à La Havane, à México, les amis de José Carlos Mariátegui, non seulement au dixième anniversaire de sa mort, mais toujours, tant que nous conservons l'exemple de sa vie et de son œuvre ?

NOTE

*. *Clave*, 2^e ép., n° 8/9, avril-mai 1940, pp. 249-256.

Adolfo Zamora, Diego Rivera, José Ferrel

Le développement de l'Amérique latine. (Projet de thèse sur l'Amérique latine -janvier 1938) *

1. Le caractère social de l'Amérique latine résulte d'un développement combiné extrêmement complexe. La raison historique en est l'insertion du féodalisme espagnol dans une société dont les groupes de population allaient du totémisme à l'anthropophagie jusqu'à un féodalisme assez semblable à celui des conquérants européens. Ce féodalisme avait néanmoins une technique industrielle très inférieure à celle du féodalisme européen. L'Amérique indigène ignorait le travail du fer et de l'acier et n'avait pas d'animaux de bât. On pourrait dire objectivement qu'à cause de cela la conquête de l'Amérique a été réalisée par le fer, l'acier, la poudre, les chevaux, les ânes.

En s'insérant dans le féodalisme indigène primitif inférieur, ne disposant que d'outils de production assez primitifs, le féodalisme espagnol, supérieur en technique industrielle et en développement économique, a subjugué l'indigène et en a fait un sous-féodalisme colonial dépendant de la métropole.

2. L'objectif des conquérants portugais et espagnols en Amérique fut de faire durer le féodalisme européen dans ce territoire, en réaction avec la situation européenne dans laquelle la « Réforme » — symptôme de la préparation de la révolution bourgeoise — avait déjà tenu en échec ce féodalisme qui s'est prolongé ici en Amérique sous la forme d'un sous-féodalisme colonial. Cela s'est produit en opposition au phénomène de la colonisation anglo-française d'Amérique du Nord. Dans les masses colonisatrices anglo-françaises, on a éliminé les éléments provenant des groupes sociaux déjà en révolte en Europe contre le féodalisme. L'objectif de ces colons en Amérique était de fonder une société non féodale ; c'est pour cela que la révolution bourgeoise a échoué jusqu'à présent dans toute l'Amérique latine.

3. Ces circonstances ont fait qu'il s'est produit dans ce qu'on appelle aujourd'hui l'Amérique latine un énorme retard dans l'implantation des méthodes de production qui correspondaient aux différentes étapes du développement social européen et de sa révolution industrielles.

4. Les conséquences politiques de ce phénomène ont été de donner un caractère durable en Amérique latine — avec de petites modifications dans le temps — le caractère définitif des différentes couches et groupes sociaux de la population indigène puisque l'exploitation coloniale reposait précisément sur ce caractère.

5. Plus tard, l'« indépendance » de l'Amérique latine a été une conséquence de cet état de choses. Les sous-féodaux de la colonie et les prétendues classes moyennes, leurs serviteurs, alliés au pouvoir métropolitain espagnol, ont écrasé le mouvement de libération des masses paysannes et artisanales latino-américaines (vague de rébellion révolutionnaire provenant de la lutte pour l'indépendance nord-américaine et sa révolution bourgeoise, à laquelle s'est ajoutée l'impulsion de la révolution bourgeoise française), afin de capitaliser ensuite à leur profit le mouvement d'indépendance. L'indépendance de l'Amérique latine ne s'est réalisée contre la métropole espagnole que par les circonstances historiques et la marche vers la libération et pour faire durer le plus possible le régime esclavagiste sous-féodal de la colonie. Telles sont les racines de l'état social actuel des nations latino-américaines.

6. C'est dans cet ensemble de la population latino-américaine que se sont insérées les couches colonisatrices qui sont le produit des différentes époques modernes. C'est pour cela que nous avons aujourd'hui en Amérique latine une société dont les couches vont de l'antropophagie à l'intérieur de la forêt du Brésil et du Pérou à l'organisation industrielle la plus élevée, typique de la période impérialiste du capitalisme.

7. Etant donné le caractère social typique de l'Amérique latine, l'impérialisme y a trouvé un champ d'action vaste et riche. L'impérialisme, dans de nombreux cas, a pris la place des vieux conquérants espagnols et il est intéressé, pour obtenir de la main d'œuvre bon marché dans ses industries extractives de matières premières et de produits de la culture, à maintenir autant que possible cet état d'arriération coloniale dans les masses de la population indigène et en général dans toutes les couches sociales dont la force de travail s'achète (industries minières, pêcheries, exploitations, fruitières, cotonnières, huilières, forestières, d'élevage, de la gomme, etc.).

8. Par ailleurs, cet impérialisme, avec ses nations hautement développées industriellement a eu intérêt à faire de l'Amérique latine un marché important pour ses produits fabriqués. En conséquence, le capitalisme impérialiste s'est vu contraint de créer en son propre sein une contradiction très grave. Car le développement de marchés suppose le développement social des pays consommateurs. La hausse du *niveau* de vie et des salaires qui donnent aux masses la possibilité d'absorber les produits.

9. Si, pour une part, le capital étranger en pénétrant en Amérique latine s'est allié aux sous-féodaux et à toutes sortes d'arriérés, d'autre part, ce même capital impérialiste qui veut y trouver un marché pour ses produits élaborés, a

rendu nécessaire de transformer l'Amérique latine en marché pour l'exportation de capital.

Cet contradiction profonde à l'intérieur du capitalisme impérialiste a été à l'origine de la naissance et du développement d'une industrie en Amérique latine et par conséquent de la naissance et du développement d'un prolétariat.

Au capital étranger industrialisateur et financier se sont ajoutés les éléments les plus entreprenants des sous-bourgeoisies locales, désireux de participer au profit de la plus-value dérobée aux ouvriers et aux paysans.

10. Les différents groupes du capitalisme impérialiste se sont faits entre eux, sur le territoire de l'Amérique latine, une concurrence acharnée. Cette concurrence a revêtu souvent le caractère d'une lutte armée, produisant des guerres « civiles » et « internationales ». Ce phénomène, contrairement aux mouvements au sein des masses opprimées et affamées, traitées comme des esclaves, des ouvriers et des paysans en lutte pour améliorer désespérément leur sort : ces deux causes opposées sont la raison de tous les mouvements politiques latino-américains.

11. Pour les guerres économico-politiques des différents intérêts impérialistes entre eux, et de tous réunis contre les ouvriers et paysans latino-américains, on a utilisé d'habitude des bande armés de politiciens indigènes plus ou moins « secrètement » au service du capital impérialiste.

12. Les différentes bandes de politiciens armés pour défendre les intérêts du capital — étranger impérialiste et indigène — ont constitué la police qu'on appelle « Armée nationale » dans les pays d'Amérique latine. Ces armées sont l'outil solide, le tourniquet qui maintient ensemble, sous sa protection, toutes les couches sociales qui constituent la population latino-américaine.

La véritable politique se fait entièrement à l'intérieur de cette organisation militaire-policrière et c'est pourquoi les pays d'Amérique latine sont gouvernés par des « généraux ». Quelle que soit la façade pompeuse et démagogique des organisations politiques civiles (sous-bourgeoises, petites bourgeoises, « ouvrières » et « paysannes »), elles ne sont en réalité que des paravents, des rideaux de fumée créés par l'appareil policier-militaire pour dissimuler le vrai visage de la politique. Cette politique consiste dans ses grandes lignes à maintenir un équilibre instable entre les deux grandes forces opposées sur ce continent. Le grand capital impérialiste et ses laquais sous-bourgeois locaux auxquels adhèrent les petites-bourgeoisies bureaucratiques, d'un côté, et de l'autre l'élan des masses laborieuses opprimées pour leur propre libération.

13. Les bandes de politiciens ont besoin, au fur et à mesure que grandit l'élan des masses laborieuses et pour mieux servir les intérêts de l'impérialisme et leurs intérêts propres — de se différencier des manières plus démagogiques et pittoresques par des « organisations » qu'elles appellent « partis politiques »

ou « organisations ouvrières et paysannes ». C'est ainsi qu'on emploie tout, du « fascisme » au « socialisme », en passant par toutes les formes de « nationalisme » et de « démocraties ». Les cas les plus typiques sont, pour le « nationalisme », ceux du Brésil, du Mexique et du Chili, pour le « socialisme » et la démocratie. On peut aussi citer la Colombie.

14. Comme en Amérique latine les couches dominantes sont restées économiquement et donc politiquement et culturellement dépendantes de la grande bourgeoisie étrangère, dans les pays sans économie propre, la révolution bourgeoise a échoué. Elles ne sont nulle part arrivées en Amérique latine à être autre chose que des sous-bourgeoisies, incapables de remplir leur rôle historique progressiste quand elles ont essayé la démocratie et ne sont jamais arrivées qu'à devenir des sous-démocraties. Quand elles essaient aujourd'hui le fascisme, elles n'arrivent qu'à un sous-fascisme semi-colonial, simple véhicule de pénétration pour le fascisme impérialiste et dans ce cas particulièrement le fascisme allemand de Hitler et l'italien de Mussolini.

15. D'un autre côté, les prétendues démocraties, en réalité semi-démocraties d'Amérique latine n'ont été que les véhicules de la pénétration du capital étranger, aujourd'hui surtout de l'impérialisme nord-américain et dans quelque cas anglais.

II

16. Etant donné la débilite des sous-bourgeoisies locales, ses petites-bourgeoisies souffrent de tous leurs défauts. Elles ne sont que de subalternes serviteurs bureaucratiques, parfois honteux, du capital local et étranger.

Ces sous-classes, qui n'ont pas pu empêcher que l'impérialisme soit à la recherche de main d'œuvre bon marché, n'ont pu naturellement empêcher que, dans de nombreux cas, il se fasse l'allié du sous-féodalisme local ; elles ont été à l'origine d'une forme de possession et d'exploitation de la terre et des richesses du sous-sol qu'on peut appeler néo-féodalistes (grandes unités d'exploitation agricoles, fruitières, minières, pétrolières, de forêts et de résineux, appartenant à des compagnies étrangères ou à de grands seigneurs impérialistes, où le travailleur est objectivement un serf ou un esclave).

17. La caractérisation de la bourgeoisie latino-américaine comme une sous-bourgeoisie ne signifie en aucun cas que les contradictions de classe en Amérique latine ont un caractère plus « doux » ou plus démocratique. Certainement, la pression du capital étranger rend difficile le procès de formation de classes nationales. Mais la sous-bourgeoisie, opprimée par en-haut, prend sa revanche avec une exploitation d'autant plus acharnée par le bas. Le caractère barbare de cette exploitation — qui emplit la bourgeoisie de peur devant les masses — est précisément la cause de ce que la bourgeoisie latino-américaine est incapable de diriger politiquement les masses et donc de jouer un rôle historique progressiste. Du fait de la nullité économique et de

l'absence d'indépendance politique de la petite-bourgeoisie urbaine, le prolétariat est appelé à jouer le rôle de classe libératrice dans la vie des peuples d'Amérique latine.

18. Le prolétariat latino-américain, divisé en vingt pays, sans tenir compte des possessions étrangères, ne peut remplir sa mission de libération qu'en se guidant sur des principes internationalistes. Cela ne signifie pas, bien entendu, que les ouvriers d'un pays latino-américain, aient à attendre les initiatives du prolétariat des Etats-Unis. L'attente passive n'a rien de commun avec l'internationalisme révolutionnaire. La classe ouvrière de chaque pays déroule sa lutte de classes jusqu'à des conséquences révolutionnaires et donne ainsi un élan à la lutte de classes dans les autres pays. La révolution internationale ne se fait pas sur un signal. Elle résulte de la lutte révolutionnaire dans les différents pays à la condition d'une liaison indissoluble des partis prolétariens entre eux. Bien entendu, la révolution victorieuse aux Etats-Unis accélérerait et faciliterait l'émancipation socialiste de l'Amérique latine. Mais il est possible que la révolution éclate d'abord dans les pays d'Amérique latine : elle pourrait même y remporter ses premiers succès avant que le prolétariat des Etats-Unis soit parvenu à s'emparer du pouvoir. Dans ce cas, la création des Etats-Unis d'Amérique latine serait possible et vraisemblable comme un bastion contre l'impérialisme étranger. Il est tout à fait évident que la révolution en Amérique latine accélérerait et faciliterait extraordinairement la victoire du prolétariat non seulement aux Etats-Unis mais dans le monde entier.

19. A l'époque de l'existence de la I^e Internationale, le développement industriel de l'Amérique latine était resté si embryonnaire que son existence n'avait pas de répercussions appréciables sur les pays qui la composent.

L'organisation du prolétariat latino-américain s'est faite par la force des antécédents historiques dans la tradition hispano-franco-italienne, c'est-à-dire qu'il y a dominé l'anarcho-syndicalisme, comme le syndicalisme réformiste.

Les défauts petits-bourgeois qu'a eu cette organisation depuis sa naissance ont été largement capitalisés par les sous-bourgeoisies et les petites-bourgeoisies en leur faveur et celle de l'impérialisme. Les utilisant pour refuser les revendications ouvrières et faire servir les organisations ouvrières, abusées, au profit du capitalisme. Les masses laborieuses ont été abusées par une démagogie réformiste épaisse.

La II^e Internationale a été pour cette tâche un outil excellent, bien que, du fait du caractère des organisations ouvrières latino-américaines, les adhésions à l'Internationale aient été en réalité très peu nombreuses. Aujourd'hui, qui ait une force appréciable, il ne reste à la II^e Internationale que le parti socialiste argentin, avec les organisations syndicales qu'on peut considérer comme encore sous son influence : parti « socialiste » dégénéré et profondément petit-bourgeois. La C.T.M., dont l'état-major a les mêmes caractères que le parti socialiste argentin, appartenait à l'Internationale syndicale d'Amsterdam quand celle-ci était féroce ment attaquée par les staliniens ; aujourd'hui que le stalinisme est tombé plus bas que le réformisme, et que les

chefs de la C.T.M. se sont faits staliniens, son adhésion à Amsterdam n'est que l'expression de sa double trahison.

20. La III^e Internationale qui devait être l'outil de libération du prolétariat américain, n'a été en réalité qu'un facteur déterminant pour une série de désastres. Depuis le début elle a même été incapable d'analyser le véritable caractère de la composition sociale de l'Amérique latine. Faute de connaissance du milieu, les décisions, morts d'ordre et « orientations » dictées de Moscou n'ont jamais été justes. Passant par-dessus le caractère de sous-bourgeoisie dépendantes de la grande bourgeoisie impérialiste et de subordonnées à elle qu'avaient ses petites bourgeoisies, le Comintern a cru que certaines des sous-nations d'Amérique latine pourraient être des facteurs de véritable lutte antiimpérialiste, nationale révolutionnaire. Ainsi l'Internationale communiste aida et facilita la démagogie des différentes cliques militaro-policières qui exercent le pouvoir sur le continent. L'erreur alla jusqu'à la stupidité de faire désigner Plutarco Elias Calles — qui était déjà et avait été l'assassin des meilleurs révolutionnaires américains — membre du comité exécutif international de la Ligue anti-impérialiste.

Jamais le Comintern n'a su pousser le P.C. nord-américain à réaliser l'organisation urgente des masses constituées par les millions de travailleurs latino-américains qui vivent aux Etats-Unis. Elle n'a pas su non plus amener ce parti à la compréhension claire des problèmes des masses laborieuses d'Amérique latine, étroitement interdépendantes de celles des Etats-Unis. Sur cette question, la négligence de la III^e Internationale a été simplement criminelle.

La liste est interminable des cas où l'I.C. a fait un front unique avec les pires tyrans militaires au service de l'impérialisme. Elle a autorisé et renforcé les syndicats de sommet, véritables bandits et racketteurs dans les organisations ouvrières.

Elle a maintenu les partis communistes à la queue du réformisme. Elle est passée du « dual-unionism » des manœuvres de division les plus échevelées de la « troisième période » aux fronts uniques les plus incroyables avec des organisations de masse du genre mystique de Noirs, sous la direction de Father Divine (un charlatan noir qui prétend être Dieu le Père), avec les catholiques réactionnaires et le Pape lui-même. Elle a mélangé ses oscillations réformistes avec des *putschs* prétendument gauchistes qui ont eu comme résultat le sacrifice inutile des vies de milliers de victimes ouvrières comme au Salvador et au Brésil. Elle a même réalisé des oscillations honteuses en empêchant les communistes de prendre la tête des actions anti-impérialistes des masses, comme à Cuba.

La carrière de la III^e Internationale en Amérique latine a culminé, en écho de sa politique mondiale, dans le fait qu'elle s'est agenouillée de façon abjecte devant l'impérialisme « démocratisé » de Roosevelt et les dictatures pseudo « socialistes » et « démocratiques » aussi des généraux latino-américains au service de l'impérialisme. La reddition inconditionnelle des partis de l'I.C. aux dirigeants réformistes les plus dégénérés, simples racketteurs du mouvement ouvrier, et, comme couronnement de son existence, la

publication dans le numéro du 1^{er} janvier de 1938 en première page d'*E/Machete*, organe du P.C. de México — du portrait de Maurice Thorez, secrétaire du P.C. français (sous la faucille et le marteau) avec celle du Pape lui-même (sous la croix) pour célébrer le « front unique » de ce dernier avec le « communisme » stalinien.

Le rôle révolutionnaire de la III^e Internationale dans le monde entier, et évidemment en Amérique latine, est terminé.

21. Le prolétariat de l'Amérique latine, comme celui du monde entier, a besoin d'une nouvelle organisation internationale. La II^e et III^e Internationales étant mortes pour la lutte révolutionnaire, cette tâche historique, la plus importante dans l'histoire humaine, retombe sur la IV^e Internationale ; elle est la seule à pouvoir la réaliser.

22. En Amérique latine, le fascisme ne peut pénétrer dans la sous-bourgeoisie semi-coloniale sauf sous la forme de sous-fascisme. Le fascisme, produit de la période impérialiste du capitalisme est foncièrement expansionniste et conquérant. Dans les pays semi-coloniaux il ne peut être qu'un instrument de pénétration du capital fasciste et étranger, en l'occurrence du capital allemand, italien et japonais. Cela se voit très clairement dans son action en Amérique latine.

En revanche, l'impérialisme nord-américain a besoin — et il a déjà commencé à agir dans ce sens par la doctrine Monroe réactualisée — d'empêcher dès maintenant la pénétration germano-italo-japonaise et ensuite de la chasser du continent. Le rétrécissement des marchés en Orient et en Europe rend chaque jour plus nécessaire pour les Etats-Unis le contrôle de l'Amérique latine.

23. L'impérialisme américain emploiera, pour lutter contre ses concurrents, toutes les forces sous-bourgeoises et petites-bourgeoises d'Amérique latine qui naviguent sous le drapeau de la « démocratie », du « socialisme » et même du « nationalisme » et de l'« anti-impérialisme ». Elles vont toutes se convertir en pseudo-antifascistes. Avec cette action commence une période extrêmement dangereuse pour le prolétariat d'Amérique latine. Il faut que le prolétariat de cette dernière veille de près et surveille attentivement tous les partis petits-bourgeois qui se prétendent « libérateurs » et « révolutionnaires », mais ne seront que des outils du capitalisme impérialiste nord-américain dans sa lutte contre ses concurrents d'Europe et d'Asie.

24. Le Stalintern — l'Internationale du G.P.U. — prétend se transformer à travers ses gouvernements de « Front populaire » en dirigeant de cette action pour vendre ses services aux Etats-Unis au prix de l'aide de ces derniers contre les ennemis capitalistes de l'U.R.S.S.

Cette politique d'aventurisme bureaucratique est basée sur la trahison directe des intérêts des peuples opprimés et du prolétariat international. Le résultat direct de cette politique peut être l'isolement complet de l'U.R.S.S. à l'heure du péril le plus grave. Dans la lutte pour son auto-conservation, la

bureaucratie stalinienne peut, dans une certaine conjoncture internationale, se retrouver dans le même camp que les états fascistes et essayer d'attirer dans cette combinaison ses agents des « fronts populaires ». Le prolétariat latino-américain doit par conséquent avoir sa politique extérieure propre autonome et indépendante, basée sur le principe de collaboration révolutionnaire du prolétariat international et des peuples opprimés coloniaux et semi-coloniaux. Ce n'est qu'une telle politique qui peut, en particulier, défendre les conquêtes fondamentales de la Révolution d'Octobre (propriété nationalisée et économie planifiée) tant contre l'impérialisme mondial que contre la bureaucratie stalinienne.

III

25. La position exacte de l'avant-garde révolutionnaire prolétarienne en Amérique latine est donc de lutter simultanément sur les fronts suivants : — contre le fascisme et son agent de pénétration en Amérique latine, le sous-fascisme de la sous-bourgeoisie locale. Cette lutte doit être une lutte à fond et à mort. Nous devons occuper la première ligne et les premiers postes sur la ligne de feu de la lutte antifasciste. En même temps, nous devons dénoncer en toute clarté le caractère des intérêts des forces diverses qui combattent sur la même ligne, et dénoncer avec plus d'énergie que jamais les cohabitations entre l'impérialisme nord-américain et anglais et les dictatures policières-militaires et pseudo-front populaires d'Amérique latine, antifascistes par opportunisme.

Nous devons éclairer devant les masses le fait que les seules forces réellement antifascistes sont celles qui sont anticapitalistes jusqu'à la moelle, c'est-à-dire prolétariennes révolutionnaires. Car le fascisme n'est que l'ultime manifestation de l'étape impérialiste du capitalisme.

— Contre l'impérialisme : nous devons dénoncer les objectifs véritables de la doctrine Monroe et de la « démocratie » états-unienne, laquelle ne combat le fascisme germano-italo-japonais que pour réserver à son propre impérialisme ce que ses concurrents veulent voler aux ouvriers et paysans d'Amérique latine.

— Contre le stalinisme : le stalinisme, syphilis du mouvement ouvrier mondial, est actuellement le plus grave danger intérieur de ce dernier. Bien que son contenu soit fondamentalement contre-révolutionnaire, il ne se présente pas sous son propre visage comme l'hitlérisme ou le mussolinisme, mais, par-dessus sa dictature exploitrice, au moyen d'une caste bureaucratique du prolétariat soviétique, il utilise encore le masque de la dictature prolétarienne. Il faut l'abattre coûte que coûte ! Il faut le combattre à mort en utilisant contre lui l'organisation des masses sur une ligne marxiste léniniste juste, celle de la IV^e Internationale.

— Contre le réformisme ; les tâches antérieures seraient irréalisables sans une lutte à fond, acharnée et impitoyable, contre le réformisme, lèpre d'une organisation des travailleurs américains. Il faut analyser et dénoncer la personnalité de tous les bandits petits-bourgeois qui la dirigent. Il faut mettre sous les

yeux des masses tous les canaux et subterfuges par lesquels l'impérialisme et la caste militaro-politique qui gouvernent l'Amérique latine les manœuvrent. Il faut construire une opposition syndicale révolutionnaire saine et solide qui puisse éclairer les organisations ouvrières et les aide à se débarrasser de la lèpre réformiste.

— Contre le collaborationnisme de la petite bourgeoisie pseudo-socialiste avec la sous-bourgeoisie et la bourgeoisie impérialiste. Il faut dénoncer l'impuissance et l'inefficacité de la sous-bourgeoisie pour mener à bien non seulement la réforme agraire démocratique mais même les tâches de l'éducation du peuple. Il faut aider le paysan à y voir clair dans sa propre situation. A comprendre que la petite propriété de la terre en parcelles microscopiques ne peut résoudre son problème économique en le faisant sortir de la misère et de l'ignorance qui sont les siennes. Il faut lui faire comprendre que seule la possession collective et la culture industrialisée de la terre peuvent faire de lui un homme qui jouisse du niveau de vie et des possibilités de culture des ouvriers de l'industrie des villes. Et que ce n'est que sous la direction de l'avant-garde révolutionnaire de ces derniers que ce sera possible. En somme, que seuls les ouvriers révolutionnaires sous les drapeaux de la IV^e Internationale seront capables de mener à la victoire les forces qui luttent pour la libération des ouvriers et paysans d'Amérique latine, au moyen de la révolution prolétarienne, appuyée par l'organisation révolutionnaire du prolétariat nord-américain, des masses organisées des travailleurs latino-américains qui vivent aux Etats-Unis et des travailleurs unis du monde entier. Une action qui rendra possible l'établissement des Etats Socialistes d'Amérique latine, secteur sud des Etats-Unis socialistes du Continent américain.

NOTE

*. *Clave*, n° 2, novembre 1938, pp. 47-55.

Courrier des lecteurs

Les circonstances de la mort de Van

On nous téléphone et on nous écrit d'un peu partout en relevant les contradictions dans la presse au sujet de la mort de Van et en nous demandant quelle est la vérité. Nous aurions souhaité, par égard pour la famille de Van, ne pas nous étendre sur les pénibles circonstances de sa mort. Mais la confusion semée par la presse mondiale et ses contradictions, les demandes légitimes de bons camarades nous ont convaincus de la nécessité de faire cette mise au point.

JvH est mort de trois balles d'un Colt 38 spécial, toutes trois mortelles, qui lui ont été tirées à bout portant pendant son sommeil dans la tempe droite. La meurtrière, sa femme Ana Maria Zamora, s'est suicidée aussitôt après. La presse mexicaine a commencé par parler d'un double suicide, puis d'un meurtre consenti suivi d'un suicide, ces deux versions également erronées ayant eu accès à la presse mondiale.

Van et Ana Maria Zamora, qui avaient vingt ans de différence, s'étaient mariés en 1969. Depuis plusieurs années, Van ne pouvait physiquement supporter l'altitude de México et n'y faisait plus que de brefs séjours. Ana Maria Zamora souffrait depuis plusieurs années de graves troubles mentaux. Le drame a eu lieu pendant une visite de Van prévue pour trois jours — il vivait en Californie. L'enquête policière a établi la vérité qui a été exposée et éclairée par notre amie Olivia Gall dans *Uno más Uno* et Peter Katel dans *Mexico News*.

Les départs

Francisco Zendejas (1917-1985)

Mexicain, étudiant aux Etats-Unis, Francisco Zendejas y avait rencontré des trotskystes américains. Revenu au pays en 1940 avec son ami le Tchèque Jan Bazant — le futur historien du Mexique — il avait été pendant quelques semaines garde dans la maison de Trotsky. Arrêté par la police après l'attentat du 26 mai, il avait été envoyé par Trotsky chez Múgica dès sa libération pour solliciter son intervention. C'est en 1944 qu'il est entré en littérature avec ses premiers essais critiques, dans *El Nacional*, puis *Letras de México*. En 1949, il lança sa propre revue littéraire *Prometeus* et y publia son premier roman, *El Amor Ideológico* et des traductions. Il a collaboré comme critique à *Novedades* (le supplément hebdomadaire « México en la Cultura ») et surtout *Excelsior* (« Multilibros ») ainsi qu'à l'émission « Entre los Libros » de la station Xela à la radio de México, et le premier programme télévisé sur les livres « Invitación a la Cultura » sur Canal 5. Ses ouvrages les plus connus sont le roman *Gerónimo*, l'essai *La Pasión de la Pasternak*, la nouvelle *El Escritor y la Máquina*, ainsi que les pièces de théâtre *La Hoz e el Martillo* et *Cuando el Príncipe muere*. C'est Francisco Zendejas, honoré en 1955 par le Prix de littérature Xavier Villaurrutia, qui avait pris les premières initiatives pour le colloque Trotsky à México en 1979. A cette occasion, il avait reçu Pierre Broué à plusieurs reprises : c'était un ami de l'Institut Léon Trotsky. Nous présentons nos condoléances à sa famille.

Francisco Zamora (1890-1986)

Francisco Zamora Padilla était né au Nicaragua, à Masaya, le 22 novembre 1890 ; il est mort à México le 23 novembre 1985, âgé d'un peu plus de 95 ans. Il était l'aîné d'une famille de cinq enfants, d'un père adonné à la politique. Il vint au Mexique en 1908 pour y faire en principe des études de médecine, et en devint le premier journaliste moderne. D'abord rédacteur parlementaire à *El Radical*, puis l'un des fondateurs d'*Excelsior*, il participa notamment à la rédaction d'*El Universal*. Les services rendus à la révolution mexicaine dans le domaine de l'information, en tant que journaliste et correspondant, puis commentateur lui valurent une naturalisation tout à fait exceptionnelle comme citoyen mexicain. Il se situait à l'extrême gauche du mouvement « révolutionnaire » et attira sur lui bien des haines : il évita de justesse l'arrestation et l'exécution à plusieurs reprises.

C'est en 1918 qu'il lut pour la première fois *Le Capital* dans l'édition en français de Costes. C'est ainsi qu'il devint le premier marxiste mexicain, s'efforçant de promouvoir traductions et publications de Karl Marx au Mexique, lui donnant une place de premier plan dans l'enseignement passionnant qu'il donnait à l'école d'économie de México. Ses articles dans la presse pré-

sentèrent pour la première fois la pensée de Marx au public mexicain et il polémiqua à ce sujet avec tous les intellectuels en renom de l'époque. Il avait une activité syndicale et combattait avec énergie la tendance à l'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat incarnée dans les années trente par Luis Napoleón Morones et la C.R.O.M. C'est pourquoi il se joignit aux efforts des militants qui tentèrent à partir de 1935 de fonder une nouvelle centrale qu'il voulait indépendante. A la fondation de la C.T.M., Francisco Zamora était membre de son comité exécutif et son secrétaire à la propagande.

Il avait de la sympathie pour la personnalité politique de Trotsky et une grande admiration pour sa pensée. Aussi, à l'arrivée de Trotsky au Mexique, fut-il l'un des premiers à s'opposer à l'aventure de Lombardo Toledano jetant la centrale du côté des staliniens contre l'exilé. L'intègre Francisco Zamora accepta d'être le membre mexicain de la commission Dewey : sa personnalité, son autorité morale au Mexique firent de cette appartenance un obstacle réel à l'entreprise stalinienne de calomnie et de meurtre. Les articles qu'il rédigea pour la grande presse à partir de 1938 montrent bien l'influence exercée par Trotsky sur cet homme intègre au jugement d'une totale indépendance. Son article nécrologique sur Trotsky dans *El Universal* du 24 août 1940 stigmatisait les staliniens comme agents de la réaction et de l'obscurantisme mondial. Francisco Zamora mena jusqu'à sa mort une existence studieuse, continuant jusqu'à son dernier moment à rencontrer amis et relations. Il avait rencontré Pierre Broué en 1979 et lui avait dit son amitié pour l'Institut Léon Trotsky. A toute sa famille, l'expression de notre profond chagrin. Ajoutons que notre amie Olivia Gall a entrepris de travailler sur son œuvre.

Eduardo Mauricio Ortiz (1902-1986)

E. Mauricio, l'ami *Ernesto* de toute une génération, est mort à Paris le 25 mars 1986. Il était né dans la province espagnole de Badajoz, à Azuaga, le 13 octobre 1902.

Il était en 1929 greffier de justice à Llerena, en Extremadura et commença à se consacrer, avec son ami Luis Rastrollo, à l'organisation dans les rangs de l'U.G.T. des ouvriers agricoles de la région. Il était alors membre du P.S.O.E. Les deux jeunes hommes décidèrent en 1930 de rejoindre, peu après sa constitution, l'Opposition communiste espagnole dont ils bâtirent un bastion à Llerena avec une organisation qui compta plus d'une centaine de membres, en majorité ouvriers agricoles, au début des années trente. Eduardo Mauricio était partisan de l'entrée des trotskystes espagnols dans le P.S.O.E., préconisé d'abord par Trotsky en 1934, puis en 1935, par Fersen, qui l'avait initialement combattue. Mais comme ses camarades de Madrid, il accepta la discipline et participa à la fondation du P.O.U.M. Avec Rastrollo, il fit partie de son premier comité central : il semble que l'organisation de Llerena comptait alors quelques 230 membres et elle était au centre d'une région où se trouvaient d'autres groupes du même type.

Rastrollo et Mauricio organisèrent la résistance des ouvriers agricoles à l'avance, à travers la région, des troupes du général Queipo de Llano. Mais les fourches et les haches ne pouvaient arrêter des troupes professionnelles

munies d'armes automatiques. Rastrollo fut pris, condamné, exécuté avec une cinquantaine de camarades de son parti. Mauricio réussit à rejoindre Madrid en traversant les lignes. De là, il gagna Barcelone où il connut la prison lors de la répression stalinienne. Evadé, il réussit à passer en France lors de la débâcle, fut interné à Argelès, d'où il s'évada grâce à Raymond Molinier. Exclu du P.O.U.M., il fonda le groupe espagnol *Nuevo Curso* en liaison avec le P.C.I. et participa à Bruxelles en 1940 à sa délégation à l'étranger et à l'édition du bulletin *Correspondance internationaliste*. Pendant la guerre, il milita à Marseille, puis Paris. Il participa en février 1944 à la conférence européenne de la IV^e Internationale, fut membre du secrétariat européen, puis, à la première conférence internationale de mars 1946, élu au comité exécutif international, et occupa des responsabilités dans la IV^e Internationale jusqu'en 1969.

Tous ceux qui ont connu Ernesto ont apprécié son sens de l'humour, la richesse de sa personnalité, une expérience qu'il n'étalait pas. Il ne laisse que des regrets.

George Breitman (1916-1986)

George Breitman — qui signa notamment Alberts, Albert Parker, Philip Blake, Sloan — est mort à New York le 19 avril dernier, d'un arrêt du cœur, après des décennies de souffrances (arthrite rhumatoïdale, ulcère, cancer) qui lui avaient valu une série d'opérations et des mois d'hospitalisation. Il était né dans une famille ouvrière — mère bonne à tout faire et père livreur de glace — et avait quitté l'école à seize ans. Tout jeune, il était un dévoreur de livres et subit l'influence de sa sœur aînée, membre des J.C. Engagé en 1934 dans une organisation gouvernementale de travaux publics pour employer les jeunes chômeurs — il construisait une tour à feu dans l'Alabama — il eut l'occasion d'y lire le *Militant*.

L'année suivante, revenu à Newark, il y rejoignit d'abord le Spartacus Youth League, organisation trotskyste de jeunes, puis le Workers Party of the United States, récemment constitué par la fusion des trotskystes de la Communist League of America et de l'American Workers Party d'A.J. Muste. Jeune chômeur, il devint l'organisateur de ses camarades sans emploi dans la Workers Alliance of America dont il devint un des dirigeants dans le New Jersey à vingt ans. Il connut sa première arrestation pour « incitation à l'émeute » à Burlington en essayant d'entraîner les ouvriers des chantiers de travaux publics à la grève. Il se fit connaître à l'été 1936 par son rôle dirigeant dans « le siège de Trenton », l'occupation du Capitole de l'Etat par les chômeurs. La même année, avec le W.P.U.S., il rejoignit le Socialist Party et en fut exclu avec des centaines d'autres un an plus tard ; il fut délégué du New Jersey au congrès de fondation du Socialist Workers Party à Chicago (31 décembre 1937 - 3 janvier 1938), puis à son deuxième congrès, du 5 au 9 juillet 1939 où il fut élu membre de son comité national, benjamin de la tendance majoritaire Cannon face à la tendance Shachtman-Burnham qui rassemblait le gros des jeunesses. Il devait rester membre de cet organisme de direction jusqu'en 1981. Il fut pendant ses premières années de militantisme

l'*organizer* du S.W.P. dans le New Jersey qu'il ne quitta pour New York qu'en juin 1941, pour entrer dans la rédaction du *Militant* dont il devint rédacteur en chef en 1942. On lui doit, pour cette période une étude sur les profits de guerre des industriels et d'excellents articles sur les grèves du temps de guerre, dont quelques-uns sont reproduits dans le volume *Fighting Racism in World War II*. Mobilisé en décembre 1943, George, officier, fut envoyé en Europe au moment du débarquement ; il s'y trouvait quand les militants trotskystes commencèrent à émerger de la clandestinité. Il commença à travailler en août 1944 avec le secrétariat européen et prit part en mars 1946 à la première conférence de la IV^e Internationale d'après-guerre, interrompue par la police. Démobilisé peu après, il retourna au *Militant*, menant notamment le combat pour les droits de l'ancien combattant sans jambes, le grand mutilé de guerre James Kutcher. En 1954, il se fixa à Detroit où il était correcteur d'imprimerie et militait dans le mouvement syndical. Il revint à New York en 1967 et travailla avec le mouvement noir, particulièrement Malcolm X auquel il a consacré plusieurs travaux (*The Last Year of Malcolm X, the Evolution of a Revolutionary*, Merit, 1967 ; les livres *Malcolm X speaks* et *By any Means Necessary*, la brochure *Malcolm X on Afro-American History*). C'est à cette époque qu'il a assumé la responsabilité du programme de publications de Pathfinder press, la maison d'édition du S.W.P. dont il a été l'inspirateur et l'architecte. Il a personnellement réalisé l'ouvrage sur la naissance du S.W.P. *The Founding of the Socialist Workers Party*, et surtout, avec son équipe, les quatorze volumes des *Writings of Leon Trotsky*, travail pionnier qui a servi de socle à l'entreprise des *Oeuvres*. George était un ami de l'I.L.T., collaborait aux *Cahiers* et voulait faire pour eux un numéro spécial sur l'histoire du mouvement trotskyste aux Etats-Unis.

George Breitman, maintes fois opéré, amputé, mutilé, eut plus que sa part de souffrances, mais la plus grande fut certainement d'être exclu du parti auquel il avait consacré toute sa vie et qu'il ne « quitta » pas, contrairement à ce que vient cyniquement d'écrire *The Militant*. Tant qu'il eut un souffle de vie, George milita pour la Fourth Internationalist Tendency (FIT) et son *Bulletin in Defense of Marxism* (IDOM) qu'il avait contribué à fonder. C'était un homme précieux, car il parlait et écrivait de façon très simple et directement compréhensible, même de questions complexes. C'est la raison pour laquelle il écrivit beaucoup dans la presse et fut très souvent candidat du S.W.P. à différentes élections.

Nous présentons nos fraternelles condoléances à Dorothea, sa compagne de quarante-six années, qui l'aida tant dans son dernier voyage et nous nous inclinons respectueusement devant cet ami, militant intègre et courageux.

Arne Swabeck (1890-1986)

Arne Swabeck est mort d'une attaque, le 13 mars 1986, à Los Angeles : il avait 92 ans. Les spectateurs du film *Reds* consacré à John Reed l'avaient vu parmi les spectateurs-témoins présentés par ce film. Il avait utilisé les pseudonymes de William Simmons et Ben Webster, entre autres, après avoir été Lansing au P.C.

Il était né au Danemark, était devenu peintre en bâtiment et s'était syndiqué en 1909. Puis, comme nombre de travailleurs de son temps, il avait entrepris de se perfectionner dans son métier en visitant le vaste monde. Il était devenu socialiste en Allemagne, adhérant en 1912 au parti social-démocrate. En 1914, on le trouve en Roumanie, fondant le syndicat des travailleurs du bâtiment. En 1916, il émigra aux Etats-Unis et y rejoignit aussitôt les deux organisations ouvrières, le parti socialiste et les Industrial Workers of the World (I.W.W.) qui allaient être durement frappées par la répression en 1917, lors de l'entrée en guerre des Etats-Unis. En 1918, Arne travaillait à Seattle et il y fut membre du conseil de l'union locale des syndicats d'où sortit entre autres le fameux « soviét » de Seattle en 1919. Cette même année, il prit la direction du *Social-Demokraten*, organe de la Fédération scandinave du parti socialiste.

La même année, il rejoignait l'un des deux partis communistes en formation, le Communist Labor Party, de Reed et Cannon. En 1921, il était élu membre du C.C. du parti unifié. Il en avait d'ailleurs été l'organisateur à Chicago où il occupait de hautes responsabilités à la fédération locale de l'A.F.L. qui était l'un des bastions de la gauche syndicale et il fut étroitement mêlé à la lutte pour la construction aux Etats-Unis d'un Labor Party, un parti des travailleurs, au cours des années vingt. Swabeck, qui appartenait à la fraction Foster-Cannon, fut à plusieurs reprises délégué à Moscou dans des congrès de l'Internationale syndicale rouge ou de l'Internationale communiste ; en 1922, il fut élu membre de l'exécutif de l'I.S.R. Il demeura le principal dirigeant communiste à Chicago jusqu'en 1927 où il fut écarté à la suite des péripéties des luttes de fraction, où il était de plus en plus lié à Cannon.

En 1928, il suivit Cannon, Shachtman et Abern qui venaient de se déclarer partisans de l'Opposition de gauche. Il fut appelé en 1930 à New York pour assurer les fonctions de secrétaire de la Communist League of America. Il fut envoyé en Europe en 1933, commença par un séjour en Allemagne d'où il envoya d'intéressantes correspondances publiées non signées sur les débuts de la terreur nazie. Il rendit ensuite visite à Trotsky à Prinkipo et chercha avec lui à trouver l'issue de la crise qui secouait alors la section américaine et dans laquelle il était du côté de Cannon. Il collaborait dans cette période avec la rédaction du *Militant*. Il retourna à Chicago en 1937.

C'est en 1958 qu'Arne Swabeck adopta une position ouvertement maoïste qu'il défendit dans les rangs du S.W.P. jusqu'en 1967 où il s'exprima publiquement comme un admirateur de la « grande révolution culturelle prolétarienne » et fut exclu pour indiscipline. Il semble qu'en raison de son âge, il avait abandonné toute activité politique depuis des années, mais qu'il était resté maoïste. Sa vie constitua une des tranches de l'histoire du mouvement ouvrier mondial et sa mémoire mérite respect.

ŒUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes, qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie «ouverte» des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8 et jusqu'au volume 17 qui paraît en mai 1984, le travail pour lequel la R.C.P. 595 du C.N.R.S. est venue épauler l'I.L.T. repose dorénavant principalement sur la partie «fermée» des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication se terminera avec son 25^e volume en 1986. Nous publierons alors deux volumes de compléments, sur la base de la partie «fermée» pour les années 1934 et 1935. Nous commencerons ensuite la publication de la seconde série des *Œuvres* qui couvrira la période allant de 1928 (l'année de l'exil de Trotsky à Alma-Ata) à 1933 (date de l'appel à construire la IV^e Internationale).

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert C.L.T., 2 rue Bayard, 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis (10^e) et de la Brèche, rue de Tunis.

Les volumes 1 à 12 sont disponibles à l'administration des *Cahiers* au prix de 20F, port en sus (15F).

D'APRÈS LES FILMS FOURNIS, CET OUVRAGE A ÉTÉ
ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
LIENHART ET C^{ie} A  EN JUIN 1986
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDECHE

N° 3012. Imprimé en France

DÉPÔT LÉGAL : JUIN 1986

ISSN 0181 - 0790

Prix : 50 F

Cahiers Léon Trotsky ☆ Diffusion La Pensée Sauvage

Photo de couverture : Jean van Heijenoort à Grenoble le 26 février 1986. (Photo Fauché).